Valérie
Harvey

LE PARI IMPOSSIBLE DES JAPONAISES

Enquête sur le désir d'enfant au Japon

Septentrion

Valérie Harvey

LE PARI IMPOSSIBLE DES JAPONAISES

Enquête sur le désir d'enfant au Japon

SEPTENTRION

Pour effectuer une recherche libre par mot-clé à l'intérieur de cet ouvrage, rendez-vous sur notre site Internet au www.septentrion.qc.ca

Les éditions du Septentrion remercient le Conseil des Arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC) pour le soutien accordé à leur programme d'édition, ainsi que le gouvernement du Québec pour son Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres. Nous reconnaissons également l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

Chargée de projet : ?

Révision : ?

Mise en pages et maquette de couverture : Pierre-Louis Cauchon

Si vous désirez être tenu au courant des publications
des ÉDITIONS DU SEPTENTRION
vous pouvez nous écrire par courrier,
par courriel à sept@septentrion.qc.ca,
par télécopieur au 418 527-4978
ou consulter notre catalogue sur Internet :
www.septentrion.qc.ca

© Les éditions du Septentrion
1300, av. Maguire
Québec (Québec)
G1T 1Z3

Dépôt légal :
Bibliothèque et Archives
nationales du Québec, 2012
ISBN papier : 978-2-89448-704-4
ISBN PDF : 978-2-89664-717-0
ISBN EPUB : 978-2-89664-718-7

Diffusion au Canada :
Diffusion Dimedia
539, boul. Lebeau
Saint-Laurent (Québec)
H4N 1S2

Ventes en Europe :
Distribution du Nouveau Monde
30, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Je remercie l'éditeur, Septentrion, qui m'a permis de rendre disponible la version PDF de cet essai dans le but de partager les connaissances de cette étude scientifique sur les Japonaises.

Que ce soit par l'achat d'un livre, ou par un prêt en bibliothèque, vous m'encouragez à continuer d'écrire. Quand on a une idée, que l'inspiration s'enflamme pour un projet, que les personnages prennent forme, il faut du temps et de l'énergie concrétiser cela en livre.

Merci beaucoup pour votre curiosité et vos encouragements!

Valérie
www.nomadesse.com

Il est toujours possible d'acheter ce livre en version papier :

Sur le site de l'éditeur Septentrion

Chez Les Libraires

Chez Renaud-Bray

Chez Amazon.ca ou Amazon.fr

Valérie Harvey est autrice et sociologue. Éprise du Japon, où elle a vécu, elle a écrit plusieurs ouvrages sur ce pays. Elle a complété sa thèse de doctorat sur les pères québécois et les congés parentaux en 2019. Elle est collaboratrice à l'émission *On va se le dire* en plus d'être sociologue en résidence à *Ça prend un village* d'ICI Radio-Canada. Sur les ondes de Télé-Québec, elle participe également à la série documentaire *Code Québec*.

À Philippe et Valérie G.

Lorsque c'est humain,
je comprends toutes les langues.

– Félix Leclerc

PRÉFACE

Quelques Japonaises nous ont dit…

L'*AMAE* EST AU CŒUR DE CE LIVRE… Il est au cœur des témoignages présentés ici, comme il est au cœur de la culture japonaise d'hier et d'aujourd'hui.

Amae. De quoi s'agit-il ? C'est « un sentiment de dépendance, d'interdépendance… Il est le reflet de l'affection d'un petit enfant pour sa mère. Les attentes qui découlent de ce sentiment mêlé d'affection et de dépendance subsistent tout au long de l'existence d'un Japonais. C'est le lien qui unit et assure la cohésion de la société japonaise »[1].

On comprend dès lors pourquoi les mères japonaises préfèrent ne pas envoyer leur enfant à la garderie et choisissent plutôt d'interrompre leur travail, de briser leur cheminement de carrière (parfois à tout jamais), pour élever leur jeune enfant. Grâce à l'*amae*, on comprendra aussi cette nouvelle tendance : de plus en plus de jeunes Japonaises

1. HALL, Edward T. et Mildred Reed HALL, *Comprendre les Japonais*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, page 81.

décident de ne plus se marier afin de poursuivre leur carrière, question de profiter de davantage d'autonomie, de flexibilité, de mobilité et de reconnaissance professionnelle.

Quand j'ai choisi d'immigrer au Québec en 1983, dans mon pays d'origine, pour lequel je conserve toujours le plus grand respect et dont la tragédie du 11 mars 2011 m'a profondément touchée, il y avait très peu de mesures de conciliation travail-famille et de modalités de réinsertion des mères au sein du marché du travail après le congé de maternité.

Écoutons les témoignages de ces Japonaises, trente ans plus tard, sur leurs hésitations, leurs choix, le difficile équilibre à construire et à maintenir entre vie privée et vie professionnelle et les accommodements pas toujours raisonnables que cela demande en termes de conciliation travail-famille. Écoutons également comment Valérie tente d'interpréter le tout, avec un peu de distance, après avoir vécu à Kyoto…

J'ai connu Valérie dans mes cours de japonais à l'Université du Québec à Montréal. J'ai remarqué tout de suite son immense intérêt pour la langue et la culture japonaises. Elle avait les yeux plein de curiosité et un grand sourire. Excellente étudiante, elle a suivi tous mes cours. Et elle a souvent amené ses amis à l'accompagner dans cet apprentissage, surtout des étudiants en informatique de l'Université de Sherbrooke. Elle avait le tour de transmettre sa passion du Japon ! L'un de ces étudiants est devenu

son mari et c'est d'ailleurs au Japon qu'il a fait la grande demande…

Passionnée de mangas, d'*animés*, de jeux et de musique populaire du Japon, Valérie a vécu un an à Kyoto, l'ancienne capitale. C'est à ce moment-là, je crois, qu'elle a découvert une grande différence entre les Québécoises et les Japonaises. C'est intéressant car, moi aussi, j'avais remarqué ces particularités lors de mon arrivée au Québec en 1983. Les Québécoises sont fortes, ont plus de liberté, plus de choix et d'opportunités, et elles ont beaucoup de place dans leur société. Ça m'a frappé quand j'ai commencé à vivre ici, et c'est la raison pour laquelle j'ai choisi d'immigrer au Québec.

J'ai moi aussi tenté de comprendre les causes de telles différences. Le système en place, avec des garderies à prix abordable et un nombre d'heures de travail moins élevé, permet aux femmes une meilleure conciliation travail-famille et, surtout, de continuer à travailler après la naissance de leurs enfants.

Pendant ces trente dernières années, le nombre de femmes japonaises sur le marché du travail a augmenté considérablement, mais selon les entrevues de ce livre, il semble que la société n'a pas évolué comme les femmes le souhaitent. Valérie en conclut que le désir d'enfant existe chez les Japonaises, mais que le système social n'est pas adapté pour les femmes qui veulent travailler et avoir un enfant.

Je lisais récemment une enquête nationale sur le mariage et la naissance d'enfants conduite auprès de célibataires japonais (hommes et femmes) de 18 ans à 34 ans[2]. Cette enquête est faite chaque cinq ans depuis 1987. En réponse à la question sur le style de vie, en 2010 35,2 % des jeunes femmes répondaient souhaiter se marier et avoir un enfant, mais aussi arrêter de travailler pendant que les enfants sont petits et recommencer à travailler quand ils deviennent assez grands. Un nombre important de femmes, soit 30,6 %, voulaient continuer de travailler après la naissance de l'enfant, alors que seulement 19,7 % des femmes préféraient demeurer femmes au foyer et ne pas retourner travailler.

Cela signifie que les choses ont changé et que les statistiques se sont inversées. En effet, lors de la même enquête conduite en 1987, c'était 33 % des femmes qui voulaient rester femmes au foyer et seulement 19 % qui voulaient continuer à travailler après la naissance de leur enfant. Quant à celles qui voulaient arrêter de travailler pendant que l'enfant est petit, mais recommencer à travailler quand il devient assez grand, elles étaient à peu près aussi nombreuses qu'en 2010, soit 31 %.

---

2. 第１４回出生動向基本調査　「結婚と出産に関する全国調査独身者調査の結果概要」国立社会保障・人口問題研究所（14e Enquête nationale sur le mariage et la naissance d'enfants, réalisée en 2010 auprès des célibataires japonais et japonaises par l'Institut national de recherches sur la démographie et la société.）

Cette enquête contient d'autres statistiques intéressantes. Du côté des hommes, même en 2010, 39,1 % d'entre eux disaient vouloir que leur épouse arrête de travailler pendant que les enfants sont petits. Dans la section intitulée « Opinions sur le mariage », 73,3 % des hommes et 75,4 % des femmes pensaient que la mère ne devait pas travailler pendant que l'enfant est petit.

L'horizon qui est devant nous présente un risque peut-être plus grand encore que le cycle des catastrophes naturelles, soit celui d'un enfermement progressif dans la dénatalité, au profit du monde du travail : 52,1 % des hommes et 45,3 % des femmes reconnaissent sacrifier leur vie privée pour leur travail.

La baisse de natalité constitue, au plan démographique, un problème majeur, qui va entraîner une baisse de la population japonaise, d'autant plus que le Japon n'est pas prêt à accueillir un nombre important d'immigrants. Ce défi démographique aura nécessairement un impact sur le développement économique du pays. Il est donc urgent pour le Japon de mettre en place des mesures qui favorisent les naissances. Cela ne se réalisera pas sans une collaboration étroite entre les femmes et les hommes avec, comme objectif ultime, un développement harmonieux où chacun est libre de ses choix et où prévaut l'équilibre entre vie privée et vie publique, sans pénalité pour un retour à une vie professionnelle après la naissance d'un enfant.

Ce qui est encore plus inquiétant comme nouvelle tendance lourde pour le futur, c'est qu'un nouveau type de solitude s'installe : 61 % des jeunes hommes disent ne plus avoir le goût de fréquenter les femmes et de trouver une conjointe. Et les femmes le leur rendent bien : 49,5 % déclarent ne plus vouloir fréquenter les hommes.

Si l'*amae* est au cœur même de la relation d'interdépendance mère-enfant et de la cohésion interne de la société japonaise, alors ce désintérêt pour les relations hommes-femmes, ce désengagement du désir d'avoir et d'élever un enfant risque de porter atteinte, tôt ou tard, non seulement à l'équilibre démographique, mais aussi à la cohésion même de cette société.

Dans un langage simple, la langue du quotidien, ce que ces Japonaises ont confié à Valérie constituent un enjeu de société fondamental. Les témoignages présentés ici, et qui exposent bien tous les obstacles au désir d'enfant, appellent à un changement. Je suis convaincue que ce livre constitue une contribution importante car il invite à la réflexion et à la recherche de nouveaux modèles de conciliation travail-famille pour permettre la réinsertion de la mère au sein du milieu du travail, permettant ainsi au triangle « père-mère-enfant » de faire de nouveaux choix plus harmonieux.

Misa Hirai
Maître de langue,
Université du Québec à Montréal

Introduction

Le Japon me captive depuis plusieurs années. J'ai vécu une année complète à Kyoto, une ville magnifique. Je suis revenue tellement amoureuse du pays que j'ai écrit un livre dont le titre résume bien mon attachement : *Passion Japon* (Hamac, 2010). Alors que ce carnet de voyage observe et découvre, le but du livre que vous avez entre les mains est de creuser, de fouiller, de chercher à mieux comprendre les Japonaises et ce qui motive leurs choix.

Au fil de mes voyages en terre nipponne, j'ai appris que même si je ne me lasse pas de découvrir sa culture unique, ce qui me fascine le plus du Japon, c'est son peuple, les gens qui le composent et le transforment par leurs idées, leur originalité. Il n'est pas surprenant que mon intérêt pour la société japonaise m'ait amenée à retourner aux études. Ce livre est une version remaniée de mon mémoire de maîtrise en sociologie intitulé *Le désir d'enfant des Japonaises*, que j'ai réalisé de 2008 à 2011.

Le sujet de cet ouvrage est universel. Le désir d'enfant touche toutes les sociétés. Il concerne de

plus en plus les pays industrialisés qui font tous face à la dénatalité. C'est le cas du Québec depuis plusieurs années. En fait, depuis 1971, la natalité québécoise est passée sous l'indice de fécondité nécessaire au remplacement de la population, évalué à 2,1 enfants par femme (ISQ, 2012a). Les plus récentes données indiquent d'ailleurs qu'il se situait à 1,73 enfant en 2009 (ISQ, 2012a).

Pour certaines femmes, la question d'avoir ou non des enfants ne se pose même pas. Elles savent depuis toujours qu'elles en voudront dès que certaines conditions seront réunies. Elles n'envisagent pas une vie sans enfant, car c'est pour elles une source d'accomplissement personnel. Elles n'hésitent pas à faire les changements nécessaires pour s'adapter à la venue d'un nouveau-né, que ce soit aux niveaux personnel, professionnel ou financier.

Pour d'autres cependant, le questionnement est bien présent. Même si elles reconnaissent que la naissance d'un enfant est certainement un grand bonheur, certaines femmes se demandent si elles souhaitent vraiment en avoir, si elles désirent changer une vie qu'elles apprécient pour une réalité qu'elles ne connaissent pas encore. Elles savent également très bien la pression qui pèse sur les mères quant au comportement, au bien-être et à l'éducation de leur bébé.

Au Québec, on entend de plus en plus le discours de mères qui réclament le droit à l'erreur. La plus connue est sans doute Caroline Allard avec *Les*

Chroniques d'une mère indigne, ouvrage publié en 2007 et devenu une télésérie web en 2009. Cette auteure en a inspiré plusieurs et l'on trouve maintenant d'autres publications qui s'intéressent aux préoccupations quotidiennes des mamans, comme *Le guide de survie des (Z)imparfaites* de Nancy Coulombe et Nadine Descheneaux (2009) ou le *Journal irrévérencieux d'une mère normale* de Véronique Fortin (2010). La pression qui pèse sur les épaules des mères japonaises n'est pas moindre, elle est pire. Les mots utilisés par les chercheurs sont lourds de sens : la société japonaise n'attend d'elles rien de moins que la dévotion à leur enfant et le sacrifice de leurs ambitions (SASAGAWA, 2006 : 131 ; OHINATA, 1995 : 205). Le lien entre une mère et son enfant étant plus puissant qu'aucun autre, on n'encourage pas nécessairement le père à prendre soin de son bébé, une tâche toujours définie « naturellement » comme celle de la femme (NAKATANI, 2006 : 96).

Lorsque je suis partie vivre au Japon pour une année complète, j'étais consciente que ce pays partageait un point commun avec le Québec : il souffrait de dénatalité. Je savais également que le vieillissement de la population allait toucher le Japon avant le Québec. Je m'attendais à y trouver à peu près la même réalité que celle qui était visible chez nous : un ou deux enfants par femme. Or j'ai été surprise de voir que la « distribution des enfants » était différente : il semblait que les femmes qui avaient décidé

de devenir mère avaient deux ou trois enfants, alors qu'une forte proportion de femmes n'en avaient aucun. Cette constatation faite sur le terrain, à vue de nez, a suffisamment piqué ma curiosité pour justifier un retour aux études et la réalisation d'une recherche scientifique sur le sujet.

En fouillant un peu les statistiques, je me suis rendu compte que mon observation n'était pas loin de la réalité : le mariage, une condition essentielle à la fécondité dans la société japonaise, est de moins en moins populaire. Soit les Japonais ne se marient pas et n'ont donc pas d'enfant, soit ils se marient tard et ils limitent ainsi la possibilité d'avoir plusieurs enfants. Si l'on jette un coup d'œil aux âges traditionnels du mariage, parmi les femmes âgées de 25 à 29 ans, elles étaient 59 % à ne pas être mariées en 2007, alors qu'elles n'étaient que 21 % en 1970. Pour les hommes de 30 à 34 ans, la proportion de célibataires a également augmenté de 14 % en 1970 à 47 % en 2007 (BUMPASS *et autres*, 2009 : 218). Plusieurs femmes se marieront pendant leur trentaine, mais sans nécessairement devenir mère. Ainsi, plus du tiers des femmes japonaises n'auront pas d'enfants, selon les estimations (RETHERFORD, 2005 : 4).

Devenir mère au Japon, c'est accepter le mariage et le « paquet-cadeau » qui l'accompagne, alors « reculer le mariage ou y renoncer, c'est échapper aux contraintes qui accompagnent la vie maritale » (MIRZA, 2010 : 71) :

- une division des tâches ménagères très inégale entre la femme et l'homme ;
- une sérieuse remise en question de la carrière de la nouvelle épouse qui pourra difficilement poursuivre son emploi à la venue d'un bébé et ne pourra retrouver le même poste après un long arrêt de travail ;
- une responsabilité exclusive des soins prodigués aux enfants due à un marché du travail extrêmement exigeant et l'idée que la mère possède une compétence « innée » pour ces tâches (OHINATA, 1995 : 208).

La vie de famille serait-elle devenue moins attrayante pour les Japonaises ? Certains spécialistes n'hésitent pas à l'affirmer et à identifier les femmes les plus éduquées comme les plus susceptibles de refuser les rôles d'épouse et de mère (STROM et STROM, 2009 ; NAGASE, 2006 :39). C'est pourquoi j'ai voulu explorer directement l'état de la situation auprès de Japonaises ayant fait de longues études.

Ma recherche

Depuis les années 1920, on observe une baisse de la fécondité dans la majorité des sociétés développées. Le Japon a connu la même baisse de natalité après la Seconde Guerre mondiale, ce qui permet de le comparer aux pays occidentaux (MOSK, 1977 :659). Mais la situation est plus grave au Japon qu'ailleurs :

c'est là qu'on observe l'un des indices de fécondité les plus bas au monde, c'est-à-dire 1,26 enfant par femme en 2005, alors que la moyenne des 30 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) était de 1,63 enfant pour la même année (OCDE, 2007 :17).

Au Japon, plusieurs femmes de plus de 40 ans n'ont pas d'enfant. Elles se consacrent à leur carrière. Qu'est-ce qui motive ce choix de vie ? Est-ce que les Japonaises désirent avoir des enfants ? Et, si ce désir est présent, est-ce possible pour elles de le réaliser ? Quels sont les principaux facteurs qui freinent le désir d'enfant des femmes japonaises ?

Avant de partir faire mon enquête, j'avais deux hypothèses de réponses. Première hypothèse toute simple : est-ce que les Japonaises ont le désir de devenir mère ? Est-ce que le mariage et le « paquet-cadeau » de ses responsabilités enlèvent le goût aux femmes d'avoir des enfants, particulièrement à celles qui font un travail qu'elles apprécient ? Peut-être que les femmes sans enfant ont fait ce choix en toute connaissance de cause. Deuxième hypothèse : si elles veulent des enfants, est-ce possible que la dénatalité japonaise soit causée par des aspects de la société qui pourraient être des obstacles assez importants pour limiter la fécondité ? Le mariage, l'éducation et le marché du travail me semblaient être les clés pour comprendre cet enjeu.

De la méthode

Pour faire cette enquête, j'ai restreint ma recherche aux Japonaises ayant obtenu un diplôme universitaire, parce que cela nécessite de plus longs investissements en temps et en argent. Je me suis également limitée à la catégorie d'âge de 30 à 45 ans, car elle dépasse l'âge moyen des femmes japonaises lors de la naissance du premier enfant, qui était de 28,9 ans en 2004 (OCDE, 2007 :35). À ces âges, les femmes savent sans doute mieux ce qu'elles veulent en ce qui concerne la décision d'avoir ou non des enfants, d'autant plus que la fertilité des femmes diminue après cette période (DUNSON et autres, 2002 :1401).

Afin de répondre à mes questions, j'ai fait une recherche à deux niveaux. D'abord, j'ai fouillé les études et les données statistiques disponibles sur le Japon, à travers les données internationales de l'OCDE, de l'ONU et de la Banque mondiale, et dans les registres de l'État japonais comme le Statistics Bureau of Japan (SBJ) ou le Cabinet Office. Ces différents organismes reconnus m'ont permis d'obtenir les données les plus récentes sur la dénatalité, la situation des femmes ou la conciliation travail-famille dans les sociétés industrialisées.

Cependant, les chiffres ne permettent pas de comprendre les raisons qui motivent des choix intimes comme celui d'avoir des enfants ou non. Je voulais rencontrer des Japonaises et leur poser des questions afin de raffiner et de comprendre les

résultats statistiques. C'était la meilleure façon d'explorer ce sujet délicat.

J'ai tenté de vérifier les trois freins possibles évoqués plus haut : le mariage, le marché du travail et l'éducation. Pour ce faire, j'ai développé une entrevue où étaient abordés les thèmes de la perception du coût d'un enfant, des possibilités d'emploi avant et après l'arrivée d'un nouveau-né ainsi que de la conciliation travail-famille. Deux versions de l'entrevue (disponibles à l'annexe 2) furent créées : une pour les femmes ayant des enfants et une pour celles qui n'en avaient pas. J'ai tenté ainsi de comprendre si les mères avaient rencontré des difficultés reliées aux trois « freins » et comment elles avaient pu les gérer à la suite de la venue de leurs enfants. Je tenais aussi à rester très ouverte afin de faire émerger d'autres hypothèses auxquelles je n'aurais pas pensé.

Je suis cependant consciente que les opinions qui ont été communiquées par les participantes sont influencées par la culture dans laquelle elles vivent. N'étant pas Japonaise moi-même, cela peut constituer une limite parce que je n'ai pas grandi avec les mêmes références culturelles qu'elles. Mais il est possible que le fait d'être étrangère soit également un atout puisqu'en étant à l'extérieur de la culture japonaise, je peux porter un regard d'ensemble original sur le sujet. C'est ce que j'espère et j'ai tenté d'être particulièrement vigilante à ce propos.

J'ai d'abord rédigé mon entrevue en français, puis je l'ai fait traduire en japonais. Pour trouver mes participantes, j'ai eu recours à ce que l'on appelle l'échantillon « boule de neige », c'est-à-dire que j'ai d'abord proposé aux femmes que j'avais rencontrées lors de mon séjour précédent de participer à mon étude. Ensuite, ce sont elles qui m'ont proposé des amies et ainsi de suite. Le nombre des participantes grossit sans cesse, comme une boule de neige.

J'ai pensé à d'autres moyens (les affiches, par exemple), mais une méthode indirecte de recrutement au Japon est souvent vouée à l'échec, à cause du mode de fonctionnement collectif de la société japonaise. Par exemple, il est nécessaire d'avoir une « porte d'entrée », c'est-à-dire une personne-ressource (idéalement un Japonais), pour chercher un appartement (le bon comportement du futur locataire sera attesté par une lettre de recommandation) ou pour obtenir un emploi (YONEYAMA, 1989). Cela est lié au concept de l'*amae* que j'expliquerai plus en détail au chapitre *Bébé zen en Asie*. Généralement, une demande affichée est perçue comme venant de l'extérieur, « le public, au sens large, se situant hors du groupe » (HALL et HALL, 1984 :82), c'est pourquoi les méthodes indirectes de recrutement fonctionnent très peu. J'ai tout de même préparé un texte d'invitation qui présentait le projet, afin de le placer sur des babillards.

Le retour au Japon

En avril 2010, je suis retournée au Japon pour un séjour de trois mois, dans le Kansai (au sud-ouest) où devait s'effectuer l'essentiel de ma recherche. J'avais choisi cette région, car j'y avais déjà habité une année complète en 2006. Le contact avec les institutions et certaines personnes des environs était ainsi facilité.

J'ai engagé les démarches en plaçant deux affiches de recrutement direct sur les babillards du Kyoto City International Foundation et du Kyoto Prefectural Center qui offrent des échanges entre les étrangers et les Japonais ouverts aux autres cultures. Sur les 17 entrevues réalisées, quatre femmes avaient répondu aux affiches placées dans ces centres. De plus, une de ces femmes m'a proposé des amies, ce qui a entraîné un second effet boule de neige qui m'a permis de recruter quatre femmes supplémentaires.

Pendant environ deux mois, j'ai réalisé 17 entretiens dans des cafés, aux deux centres cités plus haut et dans des maisons privées. Toutes les femmes rencontrées habitaient le Kansai, principalement la ville de Kyoto ou la préfecture voisine de Shiga-ken. Une seule des participantes habitait la région de Kobe (Hyogo-ken). La moyenne d'âge était de 37 ans. Tout à fait par hasard, la moitié de l'échantillon (neuf femmes) avait des enfants, alors que l'autre moitié (huit femmes) n'en avait pas. L'entretien a

été réalisé en japonais afin que les femmes se sentent à l'aise. Plusieurs m'ont dit avoir craint que l'entrevue soit en anglais, alors j'étais heureuse de mon choix de langue.

Les entrevues ont été enregistrées, puis une transcription a été faite par une personne dont la langue maternelle est le japonais, afin d'éviter d'insérer des erreurs. J'ai ensuite moi-même traduit vers le français, mais toutes les réponses ont été révisées par un traducteur. Pour assurer la confidentialité des participantes, tous les prénoms ont été changés pour des noms japonais de fleurs. Deux lettres suivent chacun des noms : « SE » pour « sans enfant » et « AE » pour « avec enfants ».

Autocritique

J'aime parler de limites. J'ai toujours l'impression de faire moi-même la critique de mon ouvrage. C'est une habitude lorsqu'on fait des recherches universitaires : on établit tout de suite les petits défauts et les points impossibles à contrôler. Effectuer une recherche, particulièrement à la maîtrise, c'est accepter qu'on puisse se tromper, malgré toute la préparation qu'on a faite. Nos hypothèses sont parfois fausses, ou pas tout à fait justes. C'est là qu'est la découverte.

Je souligne d'abord que ma maîtrise du japonais n'est pas parfaite. Avant de réaliser les entrevues, j'ai tenté d'améliorer le plus possible ma compréhension

de l'oral. Mais mon apprentissage n'était pas suffisant pour que je puisse comprendre parfaitement tout ce qu'on répondait à mes questions. Alors je pouvais difficilement relancer la personne sur un sujet qu'elle venait d'aborder ou lui demander de préciser un détail. En plus, la lecture du japonais reste un champ où je suis débutante, puisqu'il y a plusieurs caractères à maîtriser avant d'être à l'aise. Les textes de référence que j'ai consultés sont donc tirés d'ouvrages en anglais et en français.

Ensuite, restreindre ma recherche aux femmes ayant fait des études universitaires, dans la catégorie d'âge précise de 30 à 45 ans, ne pouvait pas me donner une vision d'ensemble des raisons qui freinent le choix d'avoir des enfants chez les Japonaises. Par exemple, aucune des femmes rencontrées n'avait travaillé comme *office lady*, un poste peu avantageux que les femmes ne veulent pas exercer toute leur vie. De plus, une méthodologie qualitative comptant si peu d'entrevues n'est pas généralisable à l'ensemble de la population.

Cette recherche est tirée d'une maîtrise, c'est-à-dire d'une formation devant me permettre d'apprendre les étapes pour devenir une bonne chercheure. Pendant les trois années de mes études, j'ai fait de nombreuses lectures en lien avec mon sujet, mais je l'ai aussi fait après mon voyage au Japon. Je réalise aujourd'hui que j'aurais dû lire certains textes avant de partir. C'est à cause de cela que je n'ai pas posé certaines questions. Je n'étais pas consciente de

leur importance. Ainsi, dans le chapitre *Oui, il pourra y étudier*, je n'ai pas beaucoup de réponses des Japonaises parce que j'ai peu sollicité leur opinion sur ce sujet.

Finalement, le fait de placer les invitations aux entrevues sur les babillards d'associations favorisant les échanges entre les étrangers et les Japonais biaise nécessairement les résultats, puisque je rencontrais ainsi des personnes étant ouvertes sur le monde, certaines des femmes rencontrées ayant même habité à l'étranger et connu différentes conditions de vie.

Outre les limites de mon étude, j'ai rencontré différents problèmes au cours de mes démarches. Mon intention initiale était de faire moi-même la transcription des entrevues. Mais quand est venu le moment de saisir les textes des enregistrements, j'ai rapidement constaté les limites de mes connaissances du japonais écrit ! Pour une étrangère, il est très difficile de trouver les bons caractères (*kanji*) pour un mot donné, car chacun peut posséder plusieurs homophones. Il était pourtant essentiel que les transcriptions japonaises de mes entrevues soient composées des bons caractères pour permettre une juste traduction. J'ai donc fait appel à monsieur Takaki Miyazaki, un assistant de recherche de l'Université de Kyoto, qui a accepté de transcrire ces 17 rencontres. Je l'avais rencontré tout à fait par hasard, au début de mon séjour, en flânant au milieu des cerisiers en fleurs. Il m'avait invité le lendemain à

un *o-hanami*, un pique-nique sous les cerisiers, en compagnie de ses étudiants. Quand j'ai réalisé que je ne pouvais transcrire les entrevues moi-même, j'ai tout de suite pensé à lui. Le hasard fait bien les choses !

Je dois également avouer qu'un des enregistrements n'a pas fonctionné. Heureusement, je prenais des notes pendant les interviews et comme je vérifiais les enregistrements dès le retour à ma chambre, j'ai pu faire un compte-rendu immédiat de cette entrevue. C'est pourquoi j'ai choisi de la conserver dans l'échantillon. Respectant la même logique, j'ai également conservé les commentaires que les participantes me livraient parfois après l'arrêt de l'enregistrement et que j'avais uniquement notés sur papier.

À partir d'ici, l'autocritique est terminée et c'est au lecteur de se forger sa propre opinion sur cette recherche. Je suis consciente que l'échantillon ne peut être représentatif de la société japonaise dans son ensemble, vu le petit nombre de femmes rencontrées, mais j'espère que cette enquête contribuera tout de même à apporter certaines pistes de réflexion pour des recherches subséquentes plus approfondies. Ces rencontres m'ont permis de poser un regard plus intime sur mon sujet d'étude : les enfants, la dénatalité et le marché du travail tel que certaines Japonaises le perçoivent. Il m'a également permis d'élargir la perception que j'avais du désir d'enfant au Japon.

CHAPITRE I

Bébé zen en Asie

La plupart du temps, lorsque je présente mon sujet de recherche, on me pose cette question : « Mais au Japon, on peut seulement avoir un enfant, non ? » Il est vrai que de nombreux pays d'Asie ont imposé une telle restriction à leur population, mais ce n'est pas le cas du Japon. Au contraire ! Si le gouvernement japonais trouvait la recette pour stimuler la natalité, je crois que les politiciens seraient rassurés ! Certains ne se sont pas gênés pour accuser les jeunes, surtout les femmes, de paresse. Ces *parasite singles*, adultes célibataires qui travaillent et vivent avec leurs parents, profitent de la vie, mais n'ont plus la patience et le sens des responsabilités nécessaires pour fonder leur propre famille. Est-ce que c'est aussi simple que cela ? Nous y reviendrons. Une chose est sûre : les pays asiatiques ont grandement changé au cours du dernier siècle et les États n'arrivent pas toujours à suivre ces profondes mutations…

Un bébé unique

Quand on pense à la démographie et aux politiques concernant la natalité, l'exemple qui vient tout de

suite en tête est celui de la Chine qui a instauré la mesure de l'enfant unique. Avant les années 1960, on laissait les individus exercer librement leur planification des naissances et l'on croyait que la croissance économique et les innovations technologiques amèneraient les familles à changer encore davantage leur comportement nataliste (BOSERUP cité dans LEE et FENG, 2006 :70). Mais le gouvernement chinois a commencé graduellement à craindre la pression de la surpopulation qui conduirait à des difficultés, autant en ce qui concerne la disponibilité des ressources alimentaires que des impacts sur l'environnement. Dans le but de diminuer le nombre de pauvres et d'améliorer la qualité de vie de sa population, il opta donc pour une limitation contrôlée des naissances en 1979, appuyé en cela par de nombreux étrangers qui redoutaient le poids grandissant de la Chine : « Lester Brown (1985) est l'un des chercheurs les plus récents à nous alerter sur les périls de la surpopulation en Chine. Sa nouvelle approche, cependant, ne porte pas sur le péril de la pauvreté chinoise, mais sur les dangers de la prospérité chinoise » (LEE et FENG, 2006 :41). Brown, comme d'autres, craint qu'une large population comme celle de la Chine qui atteindrait le même niveau de vie que ce que l'on retrouve en Occident aurait des conséquences désastreuses sur les ressources alimentaires et énergiques, ainsi qu'un impact environnemental énorme.

Cette politique, toujours en vigueur aujourd'hui, malgré des assouplissements et modifications apportées à la fin des années 1980, se base sur ce qu'un prêtre anglais, Malthus, avait décrit de la Chine, deux cents ans plus tôt : la fécondité chinoise a pour conséquences des famines périodiques et la misère. Ce qui était faux : autour de 1800, les famines n'étaient pas plus fréquentes en Chine qu'en Europe (LEE et FENG, 2006).

Malgré cette inexactitude, la théorie de Malthus a eu un grand succès. D'après lui, lorsqu'il y a une absence de frein à la fécondité, la population peut doubler en 25 ans, alors que les terres ne peuvent fournir un tel rythme de production agricole. Il y a donc un déséquilibre : la population est capable de se multiplier, tandis que l'agriculture et ses produits ne peuvent que s'additionner (MALTHUS, 1980 :59).

Pour Malthus, la baisse de la fécondité est liée aux classes. Il nomme les raisons de ne pas mettre un enfant au monde les « nécessités des classes ». Selon lui, la « loi de la nécessité » limite naturellement la population (MALTHUS, [1798] 1980 : 92). Ce qui veut dire que différentes raisons vont limiter la fécondité selon la classe à laquelle la famille appartient. Pour les gens les plus pauvres (classe inférieure), le souci est de subvenir aux besoins de la famille, ce qui les place dans l'obligation d'augmenter la cadence du travail pour ne pas risquer de sombrer dans la misère si la planification familiale est mal gérée. Pour les gens plus aisés (classe

supérieure), ce sont plutôt le désir de ne pas perdre leur rang social et la satisfaction de conserver leur niveau de vie qui les motivent à restreindre leur fécondité, pour ne pas être « réduit à l'amère nécessité de perdre son indépendance en devenant, pour sa subsistance, l'obligé de la charité » (MALTHUS, [1798] 1980 : 30).

Malheureusement, selon la théorie malthusienne, la société est soumise à un cercle vicieux : la prospérité amène ses membres à se marier plus tôt et à avoir des enfants plus jeunes et en plus grand nombre, puisqu'ils en ont alors les moyens. Puis, à mesure que le nombre d'enfants augmente, ce sont ces mêmes rejetons qui poussent la famille vers la misère et la descente dans l'échelle sociale (MALTHUS, [1798] 1980 : 45). Comme les gens s'appauvrissent, ils se remettent à obéir à la loi de la nécessité et recommencent à limiter leur fécondité, ce qui permettra probablement à la génération suivante d'augmenter ses gains. S'ensuivra un autre cycle de haute fécondité, qui les appauvrira une fois de plus.

La nécessité, directement liée à la pauvreté, est donc une loi naturelle qui permet la régulation de la population. Le cycle pauvreté-prospérité-pauvreté sans cesse renouvelé amène les gens à rester constamment au niveau de la subsistance, sans véritable moyen d'amélioration (MALTHUS, 1980 :94). Ainsi, pour sortir de ce cercle sans fin qui maintient la population dans la misère, on peut conclure que le mariage tardif et la limitation de la

famille sont de bons moyens pour augmenter le niveau de vie des membres d'une société. Une croissance constante de la population fait peser la menace de famines et d'une misère à répétition parce que les ressources agricoles deviennent insuffisantes, alors qu'une stabilisation de la population permettrait une augmentation de la richesse du pays et des possibilités de nourrir son peuple (MALTHUS, [1798] 1980 : 137). Ce sont d'ailleurs les arguments que la Chine reprendra pour justifier ses lois sur la fécondité.

Le malthusianisme n'est pas mort il y a deux cents ans. La théorie du pasteur a survécu au temps et continue à teinter les discours, effectuant même un retour en force avec le néo-malthusianisme. Au cours du XXe siècle, certaines féministes, pour défendre la condition des femmes et prôner leur droit au libre-choix quant à leur fécondité, n'ont pas hésité à se rapprocher du néo-malthusianisme en arguant qu'accorder cette liberté aux femmes allait permettre le contrôle d'une croissance démographique qui mettait en danger la disponibilité des ressources (DE KONINCK, 1998 : 254). De même, certaines préoccupations environnementalistes peuvent également rejoindre celles des néo-malthusiens, particulièrement en ce qui a trait aux liens entre l'augmentation de la densité de la population et la pression sur les ressources non renouvelables (LEGRAND, 1998 : 229). Le néo-malthusianisme peut toutefois mener à des extrêmes et a servi à justifier la stérilisation

forcée de populations plus pauvres. Finalement, l'épuration des « races » par l'élimination des « dégénérés » (eugénisme) peut aussi trouver des arguments à travers les craintes liées à l'augmentation de la population : en effet, qui a le droit et les moyens de se reproduire, et qui décidera de cette sélection ? (DE KONINCK, 1998 : 261)

De plus, Malthus avait omis un détail fort important pour la compréhension de nombreux États asiatiques, dont la Chine : l'organisation de la société n'est pas construite selon l'individualisme comme en Occident, mais obéit plutôt à un collectivisme bien ancré dans l'histoire. Alors qu'on décrivait la Chine comme un régime ayant une forte fécondité et une haute mortalité, le système de contrôle de la population était pourtant très développé et diversifié à travers plusieurs possibilités : le mariage tardif le plus souvent arrangé, le célibat, la contraception, l'infanticide et l'adoption. Se marier et avoir des enfants n'étaient pas une décision individuelle, mais un acte collectif : « Ainsi le système démographique chinois fut caractérisé par une multiplicité de choix qui permettaient d'équilibrer la passion conjugale et l'amour parental par le mariage arrangé, le besoin de réguler les rapports sexuels, la décision de tuer ou de donner les enfants et d'en adopter d'autres. Les familles chinoises ajustèrent leur comportement démographique en fonction de leurs circonstances familiales en vue de maximiser leur utilité collective » (LEE et FENG, 2006 : 179).

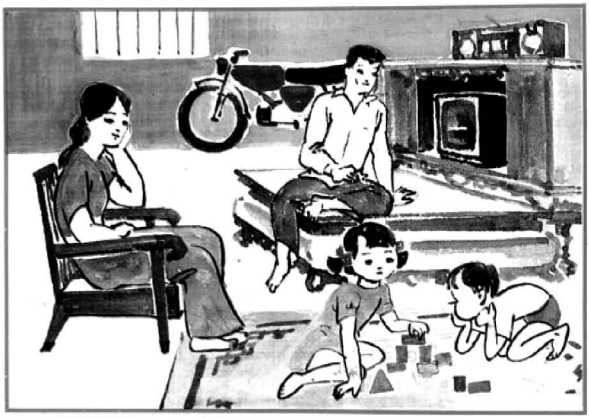
Le Vietnam est aussi un pays qui possède une politique de restriction des naissances, et ce, depuis 1989. Le gouvernement vietnamien propose à sa population d'avoir un maximum de deux bébés afin d'avoir des enfants de « meilleure qualité » et un plus grand bonheur familial, comme le montre bien l'image 1 (BÉLANGER, 2009 : 164). En 2009, on réaffirma ce contrôle de la fécondité en faisant du plan politique une loi officielle. Les campagnes de publicité gouvernementales ne se gênent pas pour manipuler les statistiques : ils affirment que le nombre de familles ayant trois enfants est en augmentation. Mais cette « urgence d'agir » (ou de ne pas agir, puisqu'on parle de ne pas avoir d'enfant !) n'est pas justifiée : la diminution de la population se fait d'elle-même, l'indice de fécondité étant passé de 4,7 enfants par femme en 1987 (SCORNET, 2000 : 270) à 2,11 enfants en 2004 (BÉLANGER, 2009 : 165).

Un bébé Confucius

La philosophie inspirée du penseur Confucius a grandement influencé les pays d'Asie du Sud-Est, dont fait partie le Japon. Ces pays ont en commun d'accorder une grande importance à la filiation paternelle et à la famille comme lieu de bien-être et de réconfort (WHITE, 2002 : 1). Dans le Japon traditionnel, les mariages des élites étaient, le plus souvent, arrangés. Pour leur part, les classes populaires avaient plus de latitude. L'unité collective est

5.ĐÔNG CON LÀM GIẢM HẠNH PHÚC GIA ĐÌNH

Mọi ước mơ về một cuộc sống tốt lành sẽ khó thực hiện được đối với những gia đình đông con.



Vậy ta nên làm gì để biến những ước mơ đó thành sự thật ?

Image 1 – Vietnam : Trop d'enfants diminue le bonheur
Traduction sous la première image : « Tous vos rêves à propos d'une belle vie seront difficiles à réaliser dans une famille de plusieurs enfants. », et sous la deuxième image : « Que pouvons-nous faire pour réaliser ces rêves ? » Source : Tine Gammeltoft, *Women's Bodies, Women's Worries*, Routledge, 1999, page 11. (Image reproduite avec l'aimable autorisation de l'auteure et de l'éditeur.)

encore très importante aujourd'hui au Japon, c'est d'ailleurs pourquoi il n'est généralement pas possible pour la nouvelle épouse de conserver son nom de jeune fille. Au moment du mariage, son acte de naissance est modifié pour adopter le nom de son mari (IMAMURA, 1990 : 15).

Le Japon a développé certaines caractéristiques qui lui sont propres. Ainsi, l'importance du nom est telle qu'il est toujours possible pour un homme de prendre le nom de son épouse. C'est surtout le cas lorsque la femme vient d'une famille particulièrement haut placée, dont le nom est reconnu. Par exemple : Mademoiselle Suzuki se fiance avec Monsieur Takayama. Normalement, en se mariant, elle deviendrait Madame Takayama, mais comme elle vient d'un milieu social supérieur, son mari choisit de devenir Monsieur Suzuki, afin de bénéficier des avantages de ce nom de famille. Il est, en quelque sorte, « adopté » par la famille Suzuki. Appartenir à une famille connue (et donc en porter le nom) est utile principalement en politique ou dans le monde des affaires. Dans les années 1980, on comptait encore 3 % de mariages où c'est le mari qui changeait son nom (IMAMURA, 1990 : 15). Il « entre » ainsi officiellement dans la famille de sa femme, élevant du même coup son statut social. Il pourra succéder à son beau-père et transmettre le nom le plus « important » à ses propres enfants (WHITE, 2002 : 7). Un seul nom pour les époux et leurs enfants symbolise la cohésion de la « famille », ce qu'on appelle le *ie*.

Ce dernier terme, *ie*, peut se traduire de différentes façons : « maison », « maisonnée », « ménage », « famille ». Il symbolise la façon dont les Japonais conçoivent l'unité et leur société, un concept toujours présent, d'après l'anthropologue Chie Nakane. Selon cette dernière, dans la société actuelle, le *ie* aurait simplement dérivé du concept de la famille vers l'entreprise : « la structure traditionnelle persiste dans une large mesure. Cela démontre que la structure sociale de base d'une société se maintient, malgré de grands changements dans l'organisation sociale[1] » (NAKANE, 1986 :177).

Le concept de *ie* était d'abord le symbole de la toute-puissance du « groupe », créant ainsi une opposition entre « nous » et « eux ». Selon Nakane, il y aurait plusieurs types de sociétés collectives. Contrairement à l'Inde ou à la Chine, où l'enfant garde des liens affectifs et certaines obligations envers sa famille d'origine, même après son mariage, les Japonais qui se marient et changent de résidence font partie d'un nouvel « ensemble ». Comme en fait foi le proverbe « Vous pouvez mener votre vie sans cousins, mais pas sans vos voisins » : « J'étais surprise de découvrir que même en Angleterre et en Amérique, les frères et sœurs se rencontraient beaucoup plus souvent que ce que les standards japonais exigent, et qu'il existe un grand degré

1. *Tda :* « […] the traditional structure persists in a large measure. This demonstrates that the basic social structure continues in spite of great changes in social organization. »

d'attachement à la famille d'origine.[2] » (NAKANE, 1986 :175) Cette situation était particulièrement vraie avant la Seconde Guerre mondiale : l'enfant qui quittait son foyer faisait partie d'un nouveau « nous », sa famille originelle devenant « eux ». Même si le Japonais d'aujourd'hui garde maintenant des liens très proches avec sa famille d'origine, cette tradition a laissé quelques traces, comme au Jour de l'An, l'équivalent au Japon des réunions familiales du Noël occidental, où les Japonais visitent les grands-parents, mais aussi les supérieurs, les collègues du bureau et les amis.

Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, on disait qu'une nouvelle mariée qui emménageait chez sa belle-famille et qui subissait certaines difficultés avec sa belle-mère devait supporter la situation sans en faire part aux gens à l'extérieur de son *ie*. S'il y avait des conflits, ils devaient se résoudre à l'intérieur du *ie*, c'est-à-dire le groupe auquel on appartient, afin de préserver l'harmonie. Nakane oppose cette situation à celle des villages indiens où il est possible pour la nouvelle mariée de visiter sa famille d'origine pour solliciter l'aide de son frère et où « pendant les querelles entre belle-mère et belle-fille, le niveau des voix augmente tellement qu'il peut être entendu partout dans le voisinage et, quand de tels cris se

2. *4. Tda :* « I have been surprised to discover that even in England and America brothers and sisters meet much more frequently that is required by Japanese standards, and that there exists such a high degree of attachment to kinsfolk. »

font entendre, toutes les femmes (de la même caste) des entourages accourent pour aider[3] » (NAKANE, 1986 : 179). Même aujourd'hui, une telle attitude est toujours impossible dans la tradition japonaise, car il est important de ne pas perdre la face.

Les choses changent malgré tout au Japon, puisqu'il est maintenant plus rare de voir un couple emménager dans la maison des parents. Mais le concept de *ie* a-t-il pour autant disparu ? J'en doute puisque le sentiment qui unit les membres d'un même *ie* est toujours présent. On lui donne un nom, difficile à traduire en français : l'*amae*, un attachement, une dépendance, un « lien qui unit et assure la cohésion de la société japonaise » (HALL et HALL, 1994 : 81). C'est généralement le mot que l'on utilise lorsque l'on décrit la relation entre un enfant et sa mère, un mari et sa femme, mais également un maître et son subordonné (DOI, 1986 : 121). « L'*amae* inspire aussi les relations entre les grandes entreprises et leurs salariés. […] [L'employeur] attend des salariés qu'ils s'identifient totalement à l'entreprise, et que celle-ci leur soit au moins aussi chère que leur propre famille » (HALL et HALL, 1994 : 81). C'est grâce à l'*amae* que les frontières entre les personnes à l'intérieur et à l'extérieur du groupe *(ie)* sont claires.

---

3. *Tda :* « Mother-in-law and daughter-in-law quarrels are conducted in raised voices that can be heard all over the neighbourhood, and when such shouting is heard, all the women (of the mutual caste) in the neigbourhood come over to help out. »

La façon dont les compagnies se sont mises, après la Seconde Guerre mondiale, à prendre soin de leurs employés permanents, en allant jusqu'à leur offrir des conseils de gestion familiale, en leur offrant des cadeaux pour souligner les mariages et les naissances, en plus d'un système d'assurances aux conditions avantageuses et un plan de retraite envié, encourageait l'emploi à vie. Ces grandes compagnies qui réunissaient leurs employés dans les mêmes quartiers et les mêmes écoles allaient parfois jusqu'à offrir un cimetière commun ! Des quartiers complets existent toujours pour héberger les employés et leur famille, même si la récession apparue dans les années 1990 a mis à mal ce concept.

Le sens du *ie* a donc dérivé du « ménage » à celui de la compagnie à laquelle on « appartient » (NAKANE, 1986 :178). Même si, avec les nombreuses mises à pied depuis 1995, les sondages montrent que l'identification des employés à leur compagnie s'est affaiblie, ce lien privilégié avec l'entreprise reste important et il explique en partie la loyauté des Japonais envers leur employeur. Et cette entreprise toute-puissante a un poids immense dans le choix de ses employés d'avoir un enfant ou non, comme nous le verrons.

Un bébé-fusion

Dans le Japon traditionnel, les femmes participaient aux travaux extérieurs, que ce soit les tâches aux

champs ou un quelconque travail artisanal (BERNIER, 2009 : 14). Elles étaient considérées comme subordonnées à l'homme et également à la belle-mère qui exerçait un grand pouvoir sur la nouvelle épouse. Ainsi, les jeunes enfants étaient souvent laissés à eux-mêmes, sans la surveillance attentive et protectrice des parents, trop occupés à travailler.

Au début de l'ère Meiji, autour de 1870, le Japon changea de gouvernement, terminant la longue époque du shogunat qui aura duré plus de quatre siècles et tenu le pays à l'écart des principaux échanges commerciaux internationaux. Ce fut le début de l'industrialisation du Japon. C'est à ce moment que le Japon est devenu une société « maternelle » (*bosei shakai*), un changement qui s'est intensifié autour de 1920, au début de l'ère Taisho, et qui s'est cristallisé encore davantage après la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'on a changé les lois permettant alors le libre accès à l'éducation pour tous les enfants (YODA, 2000 : 874).

Le terme « société maternelle » ne veut pas dire que la filiation maternelle est devenue plus importante, mais seulement que le rôle des femmes s'est transformé. Auparavant, l'épouse participait souvent au travail agricole ou artisanal et elle avait un rôle plus productif : on disait que les enfants « s'élevaient tout seuls » (JOLIVET, 1993 : 13). Mais le rôle de la mère dans l'éducation des enfants et le bien-être de la famille s'est considérablement élargi : « On s'attend

à ce qu'elle prenne soin non seulement des enfants, mais, au Japon, on met l'accent sur son rôle dans la discipline et l'éducation de ces derniers[4] » (KOJIMA, 2003 : 131). Ce changement aura un impact considérable sur la fécondité.

Au début des années 1970, le psychanalyste Takei Doi, dans l'ouvrage *The Anatomy of Dependence,* a analysé l'importance au Japon de la relation entre l'enfant et sa mère pendant les premières années de son existence. Il en a conclu que l'*amae*, ce lien entre la mère et l'enfant, était essentiel à toute relation significative au Japon (HOLLOWAY, 2010 : 36), cette empreinte continuant d'influencer l'attitude de l'adulte et assurant son intégration réussie à la société japonaise.

Les conclusions de Doi ont fortement influencé la vision de la société japonaise à propos des femmes. Elles sont devenues garantes d'un foyer où il fait bon vivre et revenir après le travail ou l'école. Un lieu où on laisse les pressions du monde extérieur à la porte, auquel les hommes et les enfants sont chanceux d'appartenir, où ils se sentent en confiance, réconfortés, écoutés, soignés par ce qu'on surnomme la « femme de maison professionnelle » (*professional housewife*) (HOLLOWAY, 2010 : 37). Même aujourd'hui, cette division des rôles est très répandue. Les maris sont ceux qui apportent la principale

4. *Tda :* « […] the expected role in charge not only of caretaking but also of discipline and education of children began to be emphasized in Japan. »

source de revenus à la maison et on attend des mères « qu'elles vivent un « naturel » et irrévocable flot d'émotions positives envers leurs enfants et elles sont découragées de faire quoi que ce soit qui puisse concurrencer l'attention et le temps dédiés au soin de leurs enfants[5] » (HOLLOWAY, 2010 : 37).

Toujours selon Doi, la particularité de la société japonaise réside justement dans le fait que l'*amae* n'est pas seulement présent à un très jeune âge, mais que cet état de « dépendance » et d'attachement est répandu dans toutes les strates de l'organisation de la société, y compris dans l'entreprise (YODA, 2000 : 876). Ce qui rend d'autant plus important le rôle des femmes à la maison, garantes du bon développement et de la réussite scolaire de leurs enfants.

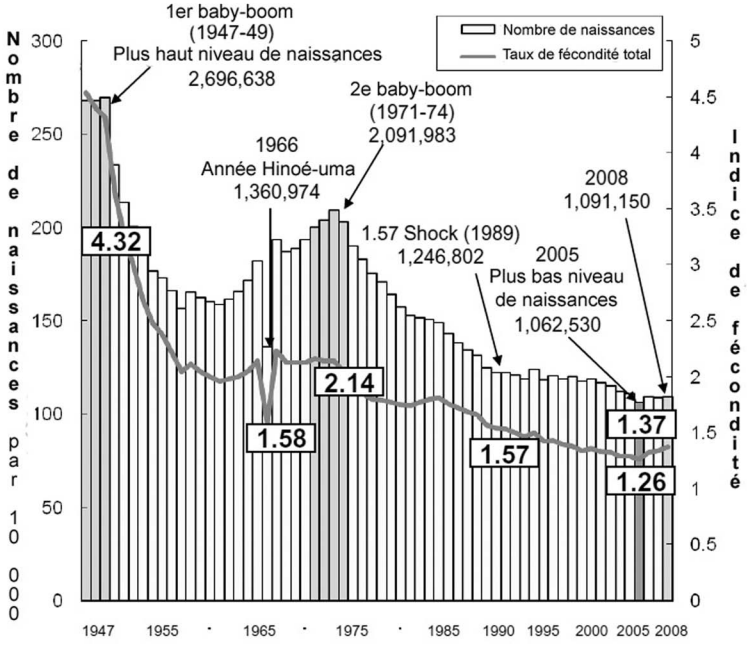
Un bébé en disparition

La dénatalité japonaise a commencé peu après la Seconde Guerre mondiale, suivant le mini-baby-boom qui ne dura que trois ans au Japon, soit de 1947 à 1949 (graphique 1). Cette baisse fut d'abord bien perçue, car un nombre restreint d'enfants par famille permettait au Japonais moyen d'avoir un meilleur pouvoir d'achat et d'accéder aux commodités domestiques d'un ménage de la classe moyenne

5. *Tda :* « […] are expected to experience a "natural" and unequivocal flood of positive emotion toward their children and are discouraged from doing anything that would compete with devoting time and attention exclusively to child care. »

(MATSUKURA et autres, 2007 : 89). Ces années coïncidaient avec une période économique remarquable où les compagnies japonaises exportaient de nombreux produits et accumulaient succès par-dessus succès. On a qualifié cette époque de *Golden Years*. Avoir moins d'enfants signifiait donc que le revenu paternel était divisé en moins de parts et la famille pouvait alors se permettre l'achat d'une maison, s'équiper de toutes les commodités qui facilitaient la vie de la femme au foyer en plus de faire des voyages (OGAWA et autres,2005 : 212).

Graphique 1 – Indice de fécondité depuis 1947 au Japon



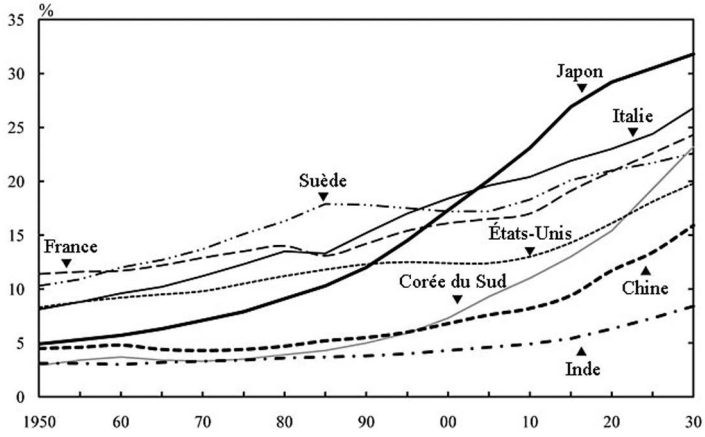
Source : Ministry of Health, Labour and Welfare, Japon, 2009.

Notons qu'en 1966, une baisse de la natalité eut lieu à cause d'un événement astrologique qui ne survient que tous les soixante ans : c'était l'année du « cheval de feu » (*Hinoé-uma*). Selon l'astrologie chinoise, les femmes nées sous ce signe ont une très mauvaise réputation : elles sont supposément dangereuses, obstinées et elles portent malchance à leur mari. Comme la technologie ne permettait pas alors de détecter le sexe du fœtus, plusieurs couples empêchèrent toute naissance en utilisant la contraception ou l'avortement. Le pic observable l'année suivante est sans doute dû au rétablissement de ces naissances retardées.

Entre 1971 et 1974 eut lieu un deuxième baby-boom, qui atteignit tout juste le niveau de remplacement de la population (2,14 enfants par femme). Le gouvernement s'inquiéta tardivement de la baisse de la fécondité. On pensait peut-être que les taux resteraient suffisants. Mais après 1973, on assista à un second déclin de la natalité, qui n'a pas cessé depuis. En 1989, les médias firent grand cas d'une diminution record des naissances en la qualifiant de *1,57 Shock* (JOLIVET, 1993 : 7). Le Japon vivait alors de plein fouet les conséquences de la crise économique pétrolière des années 1970 et les entreprises devaient revoir leur modèle de gestion, faire des coupures drastiques, renvoyer des employés. Le faible nombre d'enfants par foyer devint alors le symbole d'un futur plus sombre que prévu. Qui remplacerait les travailleurs des

nombreuses compagnies japonaises ? Qui s'occuperait des personnes vieillissantes ? Qui paierait les rentes de tous ces futurs retraités, plus nombreux que leurs remplaçants ?

Graphique 2 – Proportion des gens âgés de 65 ans et plus, pays choisis



Source : Statistics Bureau ; Ministry of Health, Labour and Welfare, Japon ; ONU, 2009.

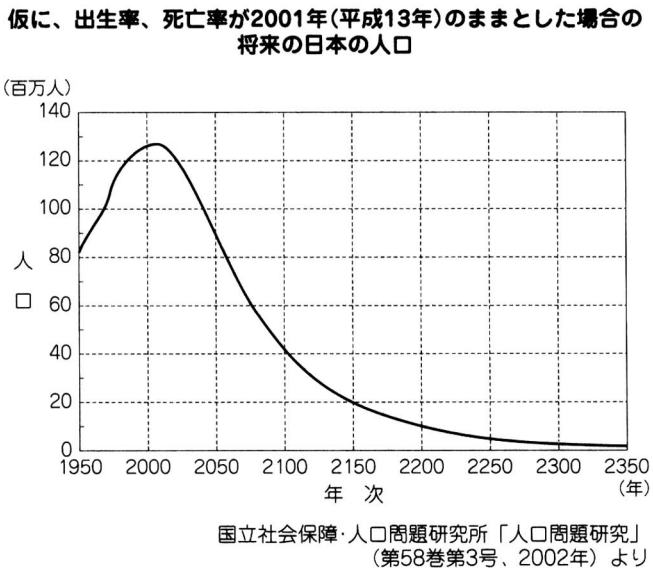
Lorsque l'indice de fécondité se maintient longtemps sous la barre du 1,5 enfant par femme, ce qui est le cas au Japon depuis 1995, il est difficile de remonter la pente (MATSUKURA, 2007 : 83). Et comme le Japon est un pays traditionnellement reconnu comme homogène dans sa collectivité et relativement peu ouvert à l'immigration, les changements touchant la famille se font rapidement, sans être freinés par les divisions ethniques ou linguistiques

(RETHERFORD et OGAWA, 2005 : 35 ; BUMPASS et autres, 2009 : 217). C'est ce qui expliquerait qu'à partir du premier baby-boom (1947 à 1949), en dix ans seulement, la natalité du Japon baissa de plus de la moitié, passant de 4,54 enfants par femme à 2,04 en 1957 (OGAWA et autres,2005 : 208).

Au milieu des années 1970, le gouvernement japonais commença à faire des calculs pour mieux évaluer les effets de la dénatalité. Il remarqua alors que les conséquences du vieillissement de la population seraient visibles dès 2005, car l'âge médian de la population surpasserait alors 40 ans. Les faits ont confirmé les prévisions : en 2005, treize pays partageaient cette statistique, mais la situation était pire au Japon puisque l'âge médian était déjà de 43 ans (United Nations, 2007 : 3). Le Japan Center for Economic Research estime que la population active japonaise passera à 44,5 millions de personnes en 2050, soit une baisse de 70 % par rapport à 2005 (HOLLOWAY, 2010 : 3). Lors d'une de mes entrevues, une Japonaise m'a offert un ouvrage sur la dénatalité. Dans ce livre intitulé *Shoushi* (ce qui signifie littéralement « Peu d'enfants »), l'auteure Junko Sakai va encore plus loin en estimant qu'il ne restera que 500 Japonais en 2350 (graphique 3) si la dénatalité continue à un tel rythme (SAKAI, 2003 : 19).

De surcroît, le Japon est toujours le pays ayant la plus haute espérance de vie à la naissance dans le monde, atteignant 82,6 ans pour la période 2005-2010. Les Nations unies estiment que cette tendance

Graphique 3 – Évolution de la population japonaise, d'après les données de 2001



Source : Junko Sakai, *Shoushi*, 2009, page 19.

se maintiendra et qu'en 2045-2050, les Japonais auront une espérance de vie de 87,1 ans (United Nations, 2007 : 79).

Les plus récentes études ont confirmé que la population masculine japonaise a atteint son sommet en mars 2005 et qu'elle décline depuis, l'espérance de vie des hommes étant moins élevée d'environ six années que celles des femmes (MATSUKURA et autres, 2007 : 84). En 2011, la population féminine a atteint son maximum et a

commencé, elle aussi, à décroître. Le Japon a entamé le déclin de sa population totale.

Un bébé politique

En 1979, alors que la Chine instaurait ses premières mesures restreignant le nombre de naissances, les autorités japonaises songèrent plutôt à encourager la fécondité par des mesures natalistes. On commença à parler de retrait pour le congé maternel et à former des comités pour instaurer un plan d'action. Pour la première fois, on évoqua le rôle du père et l'on pointa du doigt la baisse du nombre de mariages.

En 1991, en parallèle avec la Loi sur l'égalité des chances mise en place en 1985 pour assurer aux femmes de meilleures opportunités sur le marché du travail, le gouvernement mit en place le *Childcare Leave Act* qui permettait aux employées de type régulier (à temps plein) des compagnies de plus de 30 travailleurs de bénéficier d'un congé maternel, sans solde, d'une durée maximale d'une année. En 1995, le gouvernement remplaça cette loi par le *Childcare and Family Leave Act*, qui fut incarné par l'*Angel Plan*. Ce plan couvrait alors les compagnies de moins de 30 employés et accordait 25 % de son salaire à la mère en congé. L'entreprise devait également continuer de contribuer aux cotisations sociales des femmes en congé maternel. En 2000, l'État reprit à son compte cette responsabilité pour

réduire les coûts des compagnies. En 2001, on améliora le plan en accordant alors 40 % de son salaire à la mère et en ajoutant un congé de trois mois, sans solde, pour prendre soin d'un enfant ou d'une personne malade dans la famille. En 2005, une nouvelle révision du plan inclut les personnes travaillant à temps partiel. Finalement, en 2009, on permit aux personnes ayant de jeunes enfants de travailler seulement six heures par jour, sans faire d'heures supplémentaires. La nouvelle loi de 2009 permet aux deux parents de prendre un congé jusqu'à ce que l'enfant ait 14 mois, au lieu de 12 mois. Il permet également au père de prendre un second congé paternel si le premier a été utilisé dans les huit semaines suivant la naissance (LEE et autres, 2009 : 349-350).

Les mesures en place depuis 2001 eurent des effets négatifs pour les femmes. Elles ont donné lieu à de la discrimination. Les statistiques indiquent que les entreprises engagent moins de femmes pour des postes réguliers, craignant sans doute de les voir quitter leur emploi pour prendre un congé maternel (RETHERFORD et OGAWA, 2005 : 31).

Les statistiques indiquent aussi qu'à la naissance du premier enfant, 52,2 % des femmes n'avaient pas d'emploi, que seulement 29 % avaient accès au congé de maternité, tandis que 18,8 % travaillaient, mais ne pouvaient pas bénéficier de ces mesures. Parmi celles qui pouvaient prendre un congé maternel, 61,7 % en ont fait usage (LEE et autres,

2009 : 353). Ces femmes travaillant à temps plein ont conservé un revenu plus élevé que celles ayant quitté leur emploi et reprenant un emploi à temps partiel quelques années plus tard, après avoir dû abandonner leur carrière (LEE et autres, 2009 : 362).

Dans un pays où les employés disposent en moyenne de 18 jours de congé annuellement, dont seulement 48 % sont utilisés (OCDE, 2007 : 211), le congé paternel ne fait pas exception à la règle. Un maigre 1,56 % des pères l'avaient utilisé en 2009 (Ministry of Health, Labour and Welfare of Japan, 2009 :28) : « Tant que les droits aux congés seront utilisés en grande majorité par les mères, plutôt que les pères, il y aura des employeurs qui considéreront que les femmes s'impliquent moins dans leur travail que les hommes » (OCDE, 2007 : 23-24).

De nombreuses recherches en Europe et en Asie ont démontré que les mesures financières de soutien parental avaient tendance à augmenter la fécondité (HOLLOWAY, 2010 : 215). Au Canada, « les constatations découlant de l'Enquête sociale générale de 2006 démontrent que les personnes en couple qui veulent avoir des enfants sont beaucoup plus susceptibles de considérer l'accès à des prestations parentales comme "très important" dans leurs décisions en matière de fécondité si elles ont déjà un enfant, si elles font partie d'un couple où les deux conjoints travaillent, et si elles ont un revenu du ménage inférieur à 100 000 $ par an » (CROMPTON et KEOWN, 2009 :54). Quelques auteurs se sont

penchés sur la question au Japon et en sont venus à la même conclusion : les femmes ayant la possibilité de prendre un retrait parental ont plus de chances d'avoir un enfant (Ministry of Health, Labour and Welfare of Japan, 2009 :6) et cela augmente également la possibilité d'avoir un deuxième enfant (LEE et autres, 2009 : 364).

Plusieurs études ont aussi confirmé l'importance du soutien de l'entreprise pour hausser la fécondité. Les femmes ayant un travail expriment une plus grande satisfaction à propos de leur vie que celles qui sont à la maison à temps plein, peu importe la nature de leur emploi (HOLLOWAY, 2010 : 179 ; BUMPASS et autres, 2009 : 221). On peut donc croire que sans les mesures natalistes mises en place par le gouvernement, l'indice de fécondité, qui a atteint un minimum en 2005, aurait continué à décroître.

Le principal problème reste que les entreprises ne sont pas pénalisées si elles n'appliquent pas les mesures natalistes, le gouvernement japonais n'étant pas interventionniste (HOLLOWAY, 2010 : 204 ; RETHERFORD et OGAWA, 2005 : 33). En 2008, 66,4 % des entreprises disaient avoir pris des mesures pour faciliter un retrait parental (Ministry of Health, Labour and Welfare of Japan, 2009 :12). De plus si, depuis 2005, l'*Angel Plan* s'applique également aux employés à temps partiel, il est facile pour un employeur d'utiliser de nombreuses clauses spéciales pour rendre inaccessible le congé parental (LEE et autres, 2009 : 361).

Dans les entreprises où le congé parental est disponible, tout n'est pas rose. Les patrons n'hésitent pas à faire pression sur leurs employées pour qu'elles démissionnent quand elles deviennent trop « âgées », c'est-à-dire quand elles ont un enfant (HOLLOWAY, 2010 : 187 ; YU, 2005 : 713 ; JOLIVET, 1993 : 69). Les hommes ne sont pas encouragés à s'engager auprès de leur famille, puisque ces tâches étant considérées comme essentiellement féminines, ils font l'objet de moqueries et de discrimination de la part de leurs collègues et de leurs supérieurs qui remettent en question leur masculinité (HOLLOWAY, 2010 : 98 ; BUMPASS et autres, 2009 : 221). En 2008, le gouvernement japonais démontrait d'ailleurs qu'il était difficile pour les hommes de prendre leur congé parental, peu importe la taille de l'entreprise où ils étaient employés (Ministry of Health, Labour and Welfare of Japan, 2009 :21).

Un bébé à la maison

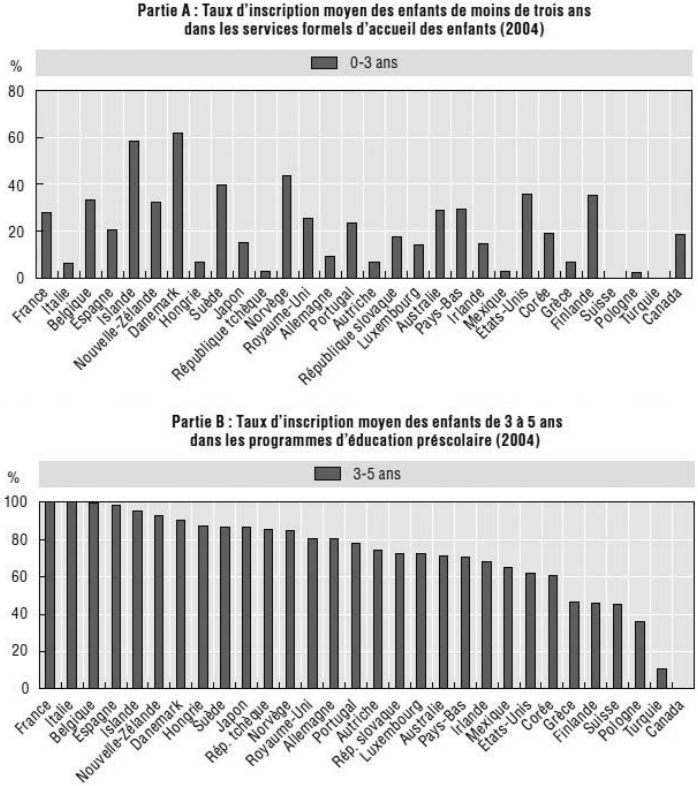
Deux mots japonais existent pour désigner l'équivalent des garderies telles que nous les connaissons. Il y a d'abord le *hoikuen*, la garderie qui accueille les bébés d'un à trois ans. Ensuite vient le *yochien*, que nous appellerons « jardin d'enfants » pour le distinguer du premier type de garderie. C'est là qu'il est possible de faire garder son enfant à partir de trois ans jusqu'à son entrée au primaire, à six ans. Le jardin d'enfants correspond à la prématernelle et à la

maternelle québécoises. Ce type de services de garde est plus éducatif que le premier afin de préparer l'enfant à l'entrée à l'école, obligatoire à six ans.

Comme on peut le voir sur le graphique 4, le Japon est l'un des pays où les parents utilisent le moins la garderie (moins de 20 % en 2004), alors que les enfants japonais âgés de trois à six ans fréquentent le jardin d'enfants (*yochien*) à plus de 80 %, rejoignant ainsi l'ensemble des pays de l'OCDE. Il est difficile d'expliquer le faible taux de fréquentation de la garderie (*hoikuen*), mais les chercheurs avancent quelques explications. D'abord, envoyer son enfant à la garderie n'est pas bien vu par la société japonaise, toujours influencée par la théorie du psychanalyste Doi (YU, 2005 : 697 ; JOLIVET, 1993 : 240). En 1998, le ministère de la Santé, du Travail et du Bien-être a d'ailleurs consacré son rapport annuel sur la dénatalité à démystifier, à l'aide d'arguments scientifiques, l'idée que les mères devaient être physiquement proches de leur enfant pendant les trois premières années de sa vie (*sansaiji shinwa*) (NAKATANI, 2006 : 106). Selon un sondage gouvernemental mené en 2004, 45 % des mères se sentent mal à l'aise de laisser leur poupon aux soins d'une garderie, elles ont le sentiment de « l'abandonner » (RETHERFORD, 2005 : 30 ; JOLIVET, 1993 : 12).

Ensuite, comme le montre bien le graphique 5, le gouvernement japonais consacre peu de fonds pour appuyer les parents qui auraient besoin de tels services (moins de 0,4 % de son PIB), au contraire

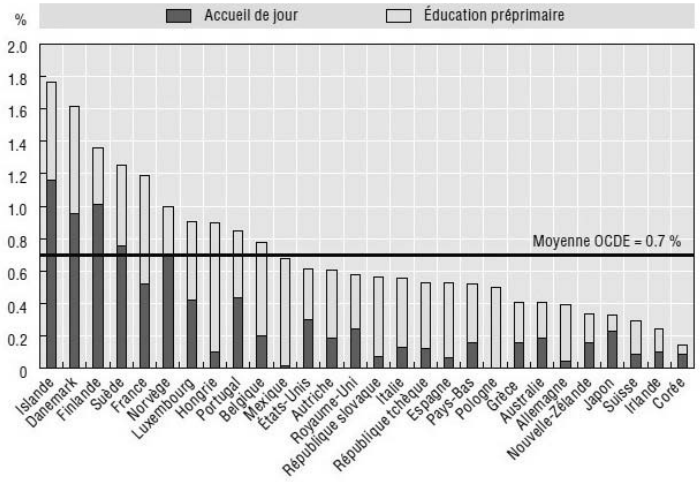
Graphique 4 – Inscription dans les garderies et les jardins d'enfants, pays choisis



Source : OCDE, *Bébés et employeurs*, 2007, page 162.*

*Les données de l'OCDE concernant le Canada, dans la partie B du graphique, semblent manquantes. Les recherches indiquent plutôt une augmentation du nombre d'enfants en garderie, comme le révèle une enquête de Statistique Canada : « En 2001, près de 53 % des enfants âgés entre six mois et cinq ans étaient en garderie, une hausse de 11 % relativement à 1994. » (Maman pour la vie, 2006) En effet, le taux d'emploi des mères ayant des enfants âgés de 3 à 5 ans au Canada se chiffrait à 69,7 % en 2009 (FERRAO, 2010 : 10), ce qui a fait augmenter la demande de places en garderie au pays.

Graphique 5 – Dépenses publiques pour la garde d'enfants en 2003, pays choisis



Source : OCDE, *Bébés et employeurs*, 2007, page 160.

des pays nordiques qui surpassent nettement la moyenne de l'OCDE (0,7 % du PIB). Conséquemment, la liste d'attente pour accéder aux garderies (*hoikuen*) est longue, en plus d'offrir des heures de garde tout à fait inappropriées pour les parents travaillant à temps plein (HOLLOWAY, 2010 : 178 ; REBICK, 2006 : 88 ; JOLIVET, 1993 : 77). Il est pourtant prouvé que pour les parents ayant déjà deux enfants, l'accès à une garderie est un incitatif pour en avoir un troisième (LEE et autres, 2009 : 364).

Quand j'ai demandé aux mères si elles avaient utilisé les services d'une garderie, toutes sans exception disaient avoir utilisé les services du jardin d'enfants (*yochien*), mais seulement une mère avait

bénéficié de ceux de la garderie (*hoikuen)*. Il est clair pour plusieurs de ces mères que les jardins d'enfants n'offrent pas des services adaptés à l'horaire d'une mère qui travaille, puisqu'ils ferment leurs portes entre 14 h et 15 h. Plusieurs garderies ou jardins d'enfants n'ont pas de mesures particulières pour accommoder les parents qui travaillent, comme le montre le récit d'Ume-AE, qui était pharmacienne (je rappelle que « SE » après le nom de la personne signifie « sans enfant », alors que « AE » indique « avec enfants ») :

> [Ume-AE] Avant de déménager à Kyoto, j'habitais à Osaka et je devais amener mon enfant au jardin d'enfants avant de partir travailler. Ça se terminait à 15 h, alors je payais pour des heures supplémentaires afin qu'ils le gardent jusqu'à 18 h. J'ai ainsi pu continuer à travailler. Le plus âgé a commencé l'école primaire à Kyoto avant qu'on y déménage. Je voulais encore envoyer le plus jeune au jardin d'enfants, mais à Kyoto ça se termine à 14 h et je n'avais personne pour aller le chercher. Je devais quitter le travail à 13 h 30 pour y aller moi-même, alors travailler est devenu impossible…[6]

---

6. わたしは、ここ（京都）に来る前は、大阪に住んでたんですけど、この子たちが行ってた大阪の幼稚園は、15時くらいまで預かってくれるところで、そのあと延長保育というのがあって、ちょっとだけお金を払うと最長で18時まで預かってくれるところだったので、すごく働きやすい幼稚園でした。ここ（京都）で、一番下の子が一番年長さんで、小学校に入る前の1年間はここ（京都）に引っ越してきて、（こちらの）

Les garderies (*hoikuen*) sont beaucoup moins nombreuses que les jardins d'enfants et les places disponibles sont attribuées au compte-gouttes. C'est un problème qui incite non seulement la future mère à abandonner son emploi, mais qui, d'après les femmes interviewées, empêche d'avoir des enfants, puisqu'elles évoquent qu'il est de plus en plus nécessaire d'avoir un deuxième salaire pour faire vivre une famille. Même si quelques femmes sans enfant me citaient le travail à temps partiel comme une solution envisageable, plusieurs me soulignaient également qu'il n'était pas toujours possible d'occuper le même emploi qu'avant la venue de l'enfant :

> [Tsutsuji-SE : Vétérinaire] À temps plein, ce serait très difficile [d'avoir des enfants]. Même à temps partiel… Pour faire mon travail, il faut constamment être présent pour examiner l'état de santé des patients. Il arrive que ça change brusquement et il faut réagir tout de suite…[7]

> [Hasu-SE : Infirmière] Ça dépend des conditions. Pour avoir des enfants, il me faudrait une garderie

---

幼稚園に行ったんですけど、ここでは14時にお迎えに行かなくてはならなかったので、13時半にはここを出て、迎えに行って、という感じだったので、ちょっと働くことに無理が…

7. フルタイムでは難しいかな。パートでも（獣医という職業は）やっぱり『そのときだけ診る仕事』ではなくて、（患者が）具合が悪かったらずっと診たりしなきゃいけないから、それがいつそうなるのか（容態が急変するのか）っていうのがわからなくって・・・

ouverte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, alors là, ce serait possible. Mais maintenant, autour de mon lieu de travail, il n'y en a pas, alors je devrais sans doute laisser tomber les heures de nuit.[8]

[Bara-SE : Agente culturelle] Au travail, une de mes collègues a un enfant, mais elle ne fait pas le même travail que moi. Elle fait partie du personnel de nettoyage de la compagnie.[9]

[Fuji-SE : Pâtissière] J'ai vécu en France, alors pour moi, le Japon n'offre aucun soutien aux femmes qui ont des enfants. Ça ressemble à : « Si tu veux un enfant, alors tu dois arrêter de travailler. » Et même si tu veux continuer à travailler, tu ne peux plus le faire normalement, même à temps partiel. Ici, ça ne se fait pas. Comparé à la France où une mère qui ne travaille pas, c'est bien plus rare…[10]

---

8. 状況によります。（子どもを預ける）保育園が、もし24時間まるまる1日開いてる保育園があったら、出来ます。でも今の職場の近くにはないから、（子どもが出来たら）夜勤はたぶんだめになると思う。
9. (自分が勤めている)会社の中で、子どもがいる女性は1人だけいるんですけど、その人の仕事(の種類と)と私とは、全然違う仕事(の種類)なので。その人は、(会社の中の)お掃除をする人です。
10. 私（以前）フランスにいたでしょ。だから、日本はとにかく『子どもを持ってる母親』に対するサポートが進んでいない。なんか、『子どもを持ったら、もう働いちゃいけない』みたいな。働いても、パートとか、普通の仕事が出来ないように社会のシステムが出来てるから、『そこはいかん（ダメな）のじゃないか』って思う。フランスでは、子どもがいても働いていない女性のほうがたぶん珍しいし。

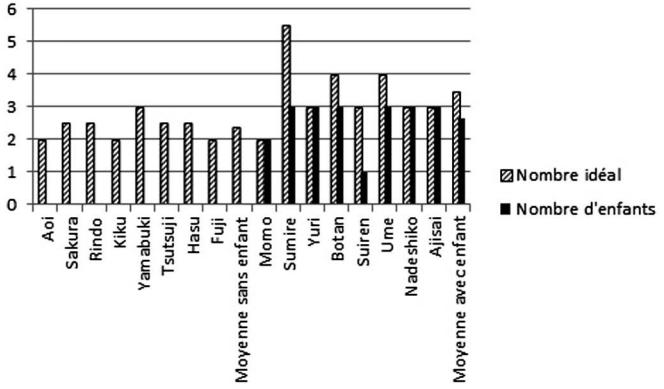
CHAPITRE 2

Quand on veut, on ne peut pas

Avant de partir, je croyais que le désir d'enfant pouvait avoir une certaine influence sur la fécondité au Japon. C'était peut-être aussi simple que ça : les femmes qui n'avaient pas d'enfant n'en voulaient tout simplement pas. Elles avaient choisi une carrière, sachant très bien qu'il serait alors difficile d'avoir un enfant et elles assumaient ce choix.

Pendant les entrevues, j'ai exploré le sujet de plusieurs manières différentes. J'ai d'abord demandé à ces femmes quel était, selon elles, le nombre idéal d'enfants dans une famille. Chez les femmes sans enfant, la réponse était toujours entre deux et trois, ce qui donne une moyenne de 2,4 enfants. Chez les mères cependant, la moyenne idéale était beaucoup plus élevée (3,4 enfants) que le nombre réel d'enfants qu'elles ont eus (2,6 enfants), comme c'est souvent le cas en démographie. Le graphique 6 illustre les différentes réponses à cette question. Lorsque les femmes me répondaient « deux ou trois », ce qui était souvent le cas, j'ai inscrit le chiffre de 2,5 enfants, même si cette réalité est évidemment impossible.

Graphique 6 – Nombre d'enfants idéal et nombre d'enfants réel des femmes rencontrées



Parmi les mères, une seule d'entre elles avait un enfant unique. Suiren-AE aurait aimé en avoir d'autres, mais elle s'est mariée tardivement et devenir mère devenait plus difficile. C'est une situation qui risque d'empirer au Japon, puisque l'âge au mariage ne cesse d'augmenter, comme nous avons pu le voir précédemment. Pourtant, comme le souligne une des femmes interviewées, la perception de l'enfant unique au Japon est un peu triste : «[Tsutsuji-SE] Un enfant unique, ça me fait de la peine, il doit se sentir bien seul[1] ».

Certaines mères rencontrées ont dénoncé le fait que même si l'État japonais dit qu'il faudrait avoir plus d'enfants, la société n'est pas tolérante envers ceux qui sont déjà nés et, qu'en plus, les gens ne

1. 1人（一人っ子）は(寂しそうで)かわいそう。

pensent pas à aider. Botan-AE nous racontait que dans une société vieillissante comme le Japon, les gens cherchent la tranquillité et que de plus en plus d'endroits sont interdits aux enfants (même certains parcs), que ces derniers ne doivent pas faire de bruit (affiches indiquant « Silence ! ») et que les règles sont trop rigides à leur endroit. Les autres mères ont confirmé ce sentiment :

> [Nadeshiko-AE] [Lorsque je vais au restaurant avec des amies,] il arrive que les enfants n'y soient pas les bienvenus. Pourtant, toutes mes amies ont des enfants. Personnellement, je ne sens pas vraiment de préjugé à l'endroit des enfants.[2]
>
> [Ume-AE] Mais j'ai le sentiment que les gens ne pensent pas à aider… Par exemple, lorsqu'un de mes enfants est dans la poussette, que je tiens l'autre par la main et que je dois ouvrir une porte, pourquoi personne ne pense à l'ouvrir pour moi ? Ce simple geste me donnerait le sentiment d'être aidée, il en va de même dans les escaliers… Faire des petites choses comme cela pour les mamans aiderait beaucoup, ça nous donnerait le sentiment d'être soutenues.[3]

---

2. （友人と食事のときに）『こどもがいるからここのレストラン（に入るのは）無理ね』とか、そういうのはあるかな。でももう、お付き合いしてる人もみんな子どもがいるし、そんなに先入観、差別はあんまり感じたことはない。
3. でも、気持ちだけで『ちょっと（子どもの面倒を）見ててあげるよ』とか、例えばベビーカーを押して1人で子どもの手を引いてるときに、ドアが開けられないじゃないですか。それを、ちょっと開けてくれるだけでもすごく助かったりと

C'est grâce à une erreur que j'ai finalement le mieux saisi le désir d'enfant des Japonaises que j'ai rencontrées. En effet, lorsque j'ai fait le montage de mon entrevue, j'y ai instillé mon opinion à propos du désir d'enfant. Pour ces femmes qui avaient obtenu un diplôme d'études supérieures, qui avaient la carrière qu'elles désiraient et qui faisaient face à des conditions presque impossibles de conciliation travail-famille, je croyais que le choix de ne pas avoir d'enfant avait été fait dès qu'elles avaient choisi d'exercer leur métier.

À la fin de l'entretien, chez les deux catégories de femmes rencontrées, je posais donc la même question : « Que pensez-vous des nombreuses Japonaises qui décident de ne pas avoir d'enfant ? » En japonais, j'ai utilisé une forme du verbe « décider » (*kesshin suru*) particulièrement déterminée, qui implique chez le sujet une décision ferme et résolue, prise en toute connaissance de cause. Mais les réponses données allaient me permettre de réviser cette opinion.

Il y a eu deux catégories de réponses. D'abord, les femmes mariées avec des enfants n'ont pas réagi au verbe « décider ». Leurs réponses reflètent surtout

---

か、階段とかでも、ちょっと手を貸してくれるだけですごく助かるのに、手を貸してくれる人は、もう子育てをし終わったお母さんくらいしか手を貸してくれなかったりするので、だから、もうちょっとそういうね、気持ちがあればな、と思います。

le fait qu'elles croient que les femmes sans enfant ont fait ce choix en fonction de leurs valeurs :

> [Suiren-AE] En fait, chaque personne doit décider pour elle-même. Je comprends celles qui disent ne pas vouloir d'enfant.[4]
>
> [Nadeshiko-AE] Je pense que la vie est plus belle avec des enfants, mais c'est le choix de chacun, alors je ne veux pas trop… L'autre est l'autre, je suis moi, et ma façon d'être heureuse, mes valeurs peuvent être loin de celles des autres, différentes…[5]
>
> [Ajisai-AE] Certains sont capables de bien s'occuper de leurs enfants, mais il faut aussi privilégier sa vie, avant celle des enfants. Avoir des enfants apporte beaucoup de bonheur ; quand ils sont heureux, je le suis aussi. Mais ça ne veut pas dire que j'ai honte de privilégier ma propre vie. Ne pas être mariée, ne pas avoir d'enfant, n'a rien de négatif.[6]

---

4. それはやっぱり、人それぞれ個人の考えもあることだし、（子どもが）いらないって言う人がいるのもわかる。
5. （子どもが）いたら楽しいと思うけど、それは個人の自由だから、あまり…。他人は他人、自分は自分で、幸せの価値観が違うから、それは別に…
6 （子どもを）自分でちゃんと育てることが出来る人もいるけれども、子供よりも自分のことを優先して大事にすることも大切だと思うので。どもがいることもすごく幸せでうれしいことだし（子どものことで）喜ぶこともたくさんあるけど、自分の喜びを追求することもアリだと思うので。しなくても、子どもを持たなくても、全然いいと思います。

> [Ume-AE] Certainement, avoir et élever des enfants est extrêmement difficile. Plus il y a d'enfants et plus ça devient difficile. Ceux qui décident de ne pas en avoir et qui sont bien à deux, c'est un choix qu'on voit de plus en plus et que je comprends. Sans enfant, je pourrais m'amuser plus. Avec un enfant, il est impossible de sortir boire un verre ou d'aller au cinéma en couple. Ça devient plus difficile lorsque l'on prend en compte le temps que l'on doit consacrer à ses enfants. C'est pour cela qu'à mes yeux, les couples sans enfant semblent mieux s'entendre.[7]

Ume-AE croit que les couples sans enfant s'entendent mieux puisqu'ils ont plus de temps pour pratiquer des loisirs ensemble, car ils ont moins de responsabilités familiales. D'autres ont mentionné que les Japonais d'aujourd'hui ont moins de patience (*gaman*) et ne veulent plus se sacrifier pour élever des enfants. Aucune des mères interrogées n'a réagi vivement à l'utilisation du verbe « décider », comme si cela allait de soi : les femmes sans enfant avaient

7. やっぱり子どもを産んで育てるということはすごく大変で、（子どもの数が）多ければ多いほどすごく大変なことなので、子どもを持たないで2人で楽しく愉快に過ごせる、っていうふうな選択をする人も増えるのも、わかるような気がします。『子どもがいなかったら楽だろうな』とか、例えば、夜、お酒を飲みに行ったりとかは、子どもがいたら絶対出来ないでしょ？だけど、映画に行ったりとかね。だから、夫婦2人の時間というのは、子どもがいることによって、あまりなくなってきてるような気がします。だから、子どもがいない夫婦は、すごく仲良く見えます。

choisi leur situation. Une seule m'a explicitement parlé des conditions qui avaient un impact négatif sur le choix des femmes sans enfant :

> [Yuri-AE] Pour les femmes qui veulent mener leur carrière à bien, avoir des enfants peut s'avérer difficile dans ces conditions. Mais avoir des enfants est indispensable pour l'avenir. Alors il faut qu'on fasse quelque chose, qu'on améliore l'environnement professionnel pour que les femmes puissent de plus en plus en avoir…[8]

Il est vrai que le fait d'avoir une carrière sans vouloir d'enfant est possible et certaines femmes sans enfant l'ont évoqué pour elles-mêmes ou pour leurs amies :

> [Fuji-SE] Pour moi, mon travail est très important, alors je devais choisir entre ma famille professionnelle et une famille à moi.[9]

> [Rindo-SE] Je ne suis pas contre le fait d'avoir des enfants. Par exemple, dans mon entourage, j'entends souvent : « Ma carrière passe en premier, alors je ne me marierai pas », « Même si je me mariais, je n'aurais pas d'enfant » ou encore « Si je devais avoir des enfants,

8. 社会でバリバリ働きたい女性にとっては、子どもを持つことが難しい世の中かもしれないけれども、やっぱり、子どもって、未来にとって必要だと思うし、もっともっと、こう、環境も整って、女性もどんどん子どもを…
9. けど、今まだ自分の仕事が大切だから、（仕事か家庭か）どっちかしか選べない。

> je me limiterais à un seul ». Mais avoir une famille ou en fonder une est, à mon sens, essentiel. Et quitte à paraître un peu simpliste, je dirais même que nous devrions toutes avoir des enfants.[10]

C'est lors des entrevues avec les femmes sans enfant que ça devient vraiment intéressant. Quatre d'entre elles ont corrigé la formulation de ma question en me faisant comprendre que le verbe « décider » était un peu fort. C'est cette question qui a soulevé les plus longues explications. Ces femmes n'associaient pas leur non-fécondité à un « choix », mais plutôt aux circonstances :

> [Bara-SE] On devrait plutôt dire que le problème est que de nombreuses femmes n'ont pas d'enfant. Dans mon entourage, je ne connais aucune femme qui ne désire pas d'enfant. Certaines en veulent, mais n'ont pas d'argent, d'autres commencent à y penser, mais ne peuvent plus en avoir... Alors, les femmes qui ne veulent pas d'enfant sont très rares. Bon, peut-être que moi, je pourrais compter dans cette catégorie. Mais si je venais à tomber enceinte, je ne pense pas

10. (子どもを)産めばいいのにな、って思いますね。たとえば、私の周りだと、『キャリアなどを優先して結婚しない』とか、『たとえ結婚しても子どもを産まない』ような風に見える人がいます。確かに、何人か。例えば、子どもを産むにしても1人だけとか。そういう人がいるけれども、『家族を持つ』とか『家族を作る』こと以上に(他に)大事なことなんてないのになと私は思うので、もっとみんな子どもを産めばいいのにな、って単純に思います。

que j'irais jusqu'à prendre la décision de ne pas mettre ce bébé au monde.

[Bara-SE] Une de mes amies ne sait pas trop à quoi s'en tenir quant à la politique menée par le gouvernement et les entreprises. Elle est déjà mariée et veut des enfants, mais n'a pas assez d'argent pour en avoir. De plus, au travail, si elle avait un enfant, elle devrait démissionner, car ce serait impossible de continuer à travailler. Décider de ne pas avoir d'enfant pour ces raisons n'a pas lieu d'être. Il faut changer les choses, mais c'est compliqué. Par exemple, il faudrait augmenter le nombre de jardins d'enfants, donner la possibilité aux mères qui travaillent d'aller chercher leur enfant plus tard ou encore soutenir psychologiquement les femmes qui n'ont pas encore d'enfant. En effet, certaines ne veulent pas en avoir, car elles ne savent pas comment s'en occuper.[11]

---

11. (質問が)『(子どもを持たないと決心しているいう女性が)たくさんいる』ということを前提条件にしてあるんでね・・・私の周りにいる人では、『私は(子どもを)持ちたくないから持たない』という人はあまりいなくて、『お金がないから(子どもを持てない』という人か、『今から産もうと思ってるけど、今はまだ(子どもが)いない』という人ばっかりなんですね。だから、『子どもを持たない』って決心してる人があんまりいないので･･･私は、まあ、その(産まないと決めてる)一人かもしれないけど。でも、もし(子どもを)授かったら産むつもりなんで、『(産まないと)決心』するまではいかないんですけどね。(政府や職場の上司に対して)今、私の友達で、とても悩んでる人がいます。その人は、もう結婚してて、子どもを産みたいけど、でも、やっぱりお金がないから産めない。そして、その人の仕事も、1回辞めて子どもを育てなが

[Sakura-SE] Je ne pense pas qu'elles ne veulent pas en avoir. Bien sûr, tout le monde est différent, mais peut-être que tout le monde veut en avoir, mais qu'avec leur vie, ce n'est pas possible. Ou peut-être que comme pour moi, leur salaire ne leur permet pas d'avoir un enfant, ou qu'elles savent qu'après avoir eu un enfant, ce sera impossible de travailler et de s'en occuper en même temps.[12]

[Hasu-SE] « Qui décident de ne pas avoir d'enfant », n'est-ce pas ? Je ne pense pas qu'elles ne veulent pas en avoir, ce serait plutôt qu'en regard des circonstances, elles ne peuvent pas en avoir. Parce qu'elles ne sont pas mariées, parce qu'elles n'ont pas ou pas assez d'argent, parce qu'on ne peut concilier le travail

---

ら出来る仕事ではない。そういうレベル(の環境)で、『(子どもを)産まないことにしよう』と思うのは、何とかならないかなあ、と思います。難しい問題ですけれど。例えばその、ちょっとづつでも、さっき言ったように、幼稚園を少し増やすとか。幼稚園の『この時間までに(子どもを)迎えに来てください』という(指定の)時間が、(働く母親にとっては)ちょっと早すぎるらしいんですよ。それを、もうちょっと遅くまで待っててもらえるようにするとか、あとは、その、(育児に対して)不安に思ってるから産まないんですよね。その不安な気持ちをちょっと『大丈夫だよ』と思わせたいんですよね。

12. 持たないと決心してるわけではないと思う。たぶん人によって違うけど、たぶんみんな(子どもを)持ちたい人は(子どもを)持ちたいけど、生活が出来ないから産めない、というのがあるかもしれないし、(子どもを)産むことによって、自分が働いてた収入がなくなると生活が出来なくなるって言うのもあるかもしれないし、(子どもを)産んだ後に、今度は今、子どもを預けて働くところ(職場)ができないというのもあるかもしれないし。

> avec un enfant, il y a plusieurs raisons pour ne pas avoir d'enfant, mais je crois que les gens qui décident vraiment de ne pas en avoir sont rares.[13]

Cela a certainement été la constatation la plus importante de mon enquête. Mon hypothèse avait besoin d'être nuancée. Malgré les circonstances économiques et le peu de mesures favorisant la conciliation travail-famille, les femmes sans enfant ne perçoivent pas chez elles et dans leur entourage que leur « non-fécondité » actuelle a été un choix, mais plutôt une conséquence. Elles aimeraient pouvoir avoir un bébé.

Alors, si le désir est présent, pourquoi le Japon domine-t-il le palmarès des nations les moins « fécondes » ? Les prochains chapitres exploreront trois obstacles potentiels : le mariage, l'éducation et le marché du travail.

---

13. 『子どもを持たないように決心してる』って言ったらわかるかな。『（子どもを）持ちたくない』んじゃなくって、多分『（周囲の)状況が、（子どもを）持たせてくれない』のかな、って思う。例えば『結婚をしていない』とか、あとは『お金がない、お金が少ない』とか、あとは『仕事が理解してくれない（仕事が忙しくて子どもが産めない）』とか、いろいろ理由があって（子どもを）持ってないだけで、『（子どもを）持ちません』って決めてる人は、少ないと思う。

CHAPITRE 3

Oui, je le veux

POUR COMPRENDRE LA NATALITÉ JAPONAISE, il faut nécessairement parler du mariage. Les statistiques sont formelles : les naissances hors mariage sont quasi inexistantes au Japon. Le pourcentage d'enfants nés hors mariage était évalué à 1,9 % de toutes les naissances en 2002 (REBICK, 2006 : 8). Cela est remarquablement bas, surtout quand on compare avec les statistiques québécoises : en 2002, la majorité des enfants du Québec, soit 59,2 %, naissaient hors mariage et cela avait augmenté à 63,4 % en 2009 (ISQ, 2012a).

Alors, s'il y a moins d'enfants, cela voudrait-il dire qu'il y un problème de nuptialité au Pays du Soleil levant ? En effet, l'âge moyen au moment du mariage ne cesse d'augmenter. Plus menaçant encore est le nombre croissant de Japonaises non mariées : il a triplé entre 1970 et 2005. Les chercheurs estiment que plus de 20 % des Japonaises de la génération actuelle (entre 25 et 34 ans) ne se marieront pas (BUMPASS, 2009 : 218), que s'ajoutera à cela un autre 12 % qui se marieront mais qui n'auront pas

d'enfant, tandis que 16 % auront un seul enfant. Ce qui permet de déduire que près de 32 % des femmes resteront sans enfant. Si l'on inclut celles qui auront un enfant unique, ce sont alors 48 % des femmes qui auront un seul enfant ou pas d'enfant du tout (RETHERFORD, 2005 : 4).

Tableau 1 – Augmentation de l'âge au mariage, Japon

Année	Homme	Femme
1950	25.9	23.0
1955	26.6	23.8
1960	27.2	24.4
1965	27.2	24.5
1970	26.9	24.2
1975	27.0	24.7
1980	27.8	25.2
1985	28.2	25.5
1990	28.4	25.9
1995	28.5	26.3
2000	28.8	27.0
2005	29.8	28.0
2006	30.0	28.2
2007	30.1	28.3
2008	30.2	28.5
2009*	30.4	28.6

* Données provisoires pour 2009.
Source : Ministry of Health, Labour and Welfare, Japon, 2009.

Entre 1975 et 2009, l'âge moyen du mariage chez les hommes est passé de 27 à 30,4 ans. Pour les femmes, la même hausse est observable, passant de

24,7 à 28,6 ans (tableau 1). De plus, le nombre de célibataires augmente toujours, particulièrement chez les hommes. Parmi ceux de 54 ans, ils étaient 12,6 % à n'avoir jamais été mariés en 2000 (alors qu'ils n'étaient que 2,1 % en 1975). Les femmes sont dans la même situation : à 54 ans, elles sont 5,8 % à être célibataires, une légère hausse depuis 1975, où l'on en comptait 4,3 % (OGAWA, 2006 : 26). Cette tendance ne semble pas vouloir s'inverser puisque, selon un sondage du ministère de la Santé, du Travail et du Bien-être, les jeunes femmes sont plus nombreuses que les hommes à déclarer apprécier leur statut de célibataires, affirmant même qu'elles ne prévoient pas se marier, ni avoir d'enfant (WHITE, 2002 : 39).

C'est grave, très grave, parce que le Japon ne peut compter sur l'immigration pour renouveler sa population : on encourage peu l'établissement d'étrangers au pays. Les démographes des Nations Unies prévoient qu'en 2050 le Japon comptera la moitié moins d'enfants qu'en 1950 et que le nombre d'adultes sera huit fois supérieur. Certains disent que ce seront les robots qui remplaceront les « enfants manquants ». La population japonaise actuelle, estimée à 128 millions en 2007, déclinera à 103 millions en 2050 (STROM et STROM, 2009). Parmi les pays où l'on observe une baisse des naissances, le Japon fait partie des nations les moins fécondes (tableau 2). En 2005, le pays a atteint un minimum du nombre d'enfants par femme de 1,26. La légère

hausse remarquée depuis cette année charnière ne pourrait être qualifiée d'augmentation notable : en 2008, on ne comptait que 1,37 enfant par femme (LEE et autres, 2009 : 349).

Tableau 2 – Indicateurs sur la famille, pays choisis

	Indice synthétique de fécondité		Âge moyen des femmes à la première naissance		Âge moyen des femmes au premier mariage		Naissances hors mariage		Taux de fécondité des adolescentes[1]
	1970	2005[2]	1970	2004	1980	2004	1980	2004	2004
Australie	2.89	1.81	23.2	..	..	..	12.4	32.2	14.9
Autriche	2.29	1.41	..	27.0	23.2	27.9	17.8	35.9	12.7
Belgique	2.25	1.72	24.3		22.2	27.1	4.1	31.0	8.1
Canada	2.33	1.53	23.1	26.3	..	..	..	27.6	13.8
Rép. tchèque	1.90	1.28	22.5	26.3	21.5	26.0	5.6	30.6	11.5
Danemark	1.95	1.80	23.8	28.4	24.6	30.4	33.2	45.4	6.8
Finlande	1.83	1.80	24.4	27.8	24.3	29.0	13.1	40.8	10.0
France	2.47	1.94	24.4	28.4	23.0	28.5	11.4	46.4	9.3
Allemagne	2.03	1.34	24.0	29.0	22.9	28.4	11.9	27.9	10.1
Grèce	2.40	1.28	..	28.0	23.3	27.5	1.5	4.9	9.1
Hongrie	1.98	1.32	22.8	26.3	21.2	26.2	7.1	34.0	21.2
Islande	2.83	2.05	21.3	26.2	23.7	30.9	39.7	63.7	17.6
Irlande	3.87	1.88	..	28.5	24.6	28.2	5.0	32.3	14.0
Italie	2.43	1.34	25.0	..	23.8	28.0	4.3	14.9	7.0
Japon	2.13	1.26	25.6	28.9	25.2	27.8	0.8	2.0	5.7
Corée	..	1.08	28.2	28.9	23.2	27.5	..	1.3	3.5
Luxembourg	1.97	1.70	.24.7	28.6	23.0	28.1	6.0	25.8	8.9
Mexique	6.82	2.20	..	..	..	..	..	..	67.3
Pays-Bas	2.57	1.73	24.8	28.9	23.2	28.7	4.1	32.5	4.8
Nlle-Zélande	3.28	2.00	23.4	28.0	..	28.8	21.5	44.8	24.4
Norvège	2.50	1.84	..	27.6	23.5	29.1	14.5	51.4	9.6
Pologne	2.26	1.24	22.8	25.6	22.7	24.9	4.8	17.1	14.7
Portugal	3.01	1.40	..	27.1	23.2	26.3	9.2	29.1	18.9
Rép. slovaque	2.41	1.25	22.6	25.3	21.9	25.0	5.7	24.8	20.5
Espagne	2.88	1.34	..	29.2	23.4	28.6	3.9	23.4	9.3
Suède	1.92	1.77	25.9	28.6	26.0	30.7	39.7	55.4	6.9
Suisse	2.10	1.42	25.3	29.3	25.0	28.6	4.7	13.3	4.6
Turquie	5.68	2.19	..	..	20.7	22.6	2.9	..	41.4
Royaume-Uni	2.43	1.80	..	29.5	23.0	28.1	11.5	42.3	25.8
États-Unis	2.48	2.05	24.1	25.1	23.3	25.1	18.4	35.7	50.3
OCDE	**2.70**	**1.63**	**24.2**	**27.5**	**23.3**	**27.7**	**11.2**	**30.9**	**15.8**

1. Taux de fécondité des adolescentes : nombre de naissances pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans.
2. Année de référence pour les indices synthétiques de fécondité – Canada : 2004.

Source : D'Addio et Mira d'Ercole (2005) et OCDE (2007b).

Source : OCDE, *Bébés et employeurs*, 2007, page 32.

Robe blanche et bedon rond

Le mariage reste la clé de la natalité, puisque l'indice de fécondité est beaucoup plus élevé chez les femmes mariées. Lorsque l'on observe les chiffres pour les couples mariés, on remarque que les femmes âgées de 15 à 49 ans possèdent un indice de fécondité de 2,2 enfants par femme (WHITE, 2002 : 39), bien au-dessus de l'indice de fécondité moyen de 1,37 enfant et au-delà des 2,1 enfants nécessaires pour remplacer la population.

Comme mariage rime le plus souvent avec fécondité, en 1990, le premier enfant suivait de 22 mois l'heureuse union (JOLIVET, 1993 : 55). En 2004, si l'âge moyen au mariage des femmes était de 27,8 ans, elles avaient en moyenne 28,9 ans à la naissance de leur premier enfant (OCDE, 2007 : 35), ce qui semble indiquer que l'arrivée d'un enfant reste la norme après un mariage (SALAMON, 1986 : 133), comme le montre le tableau 3.

Lors des entrevues, j'ai voulu vérifier l'importance de cette institution ainsi que les raisons qui pourraient expliquer le lien entre mariage et fécondité. Alors que les huit Japonaises ayant des enfants s'étaient toutes mariées avant d'avoir leur premier bébé, sur les neuf participantes qui n'avaient pas d'enfant, une seule était mariée et une autre cohabitait avec son conjoint depuis plusieurs années.

À la question « Quelles circonstances font que vous n'avez pas d'enfant ? », quatre d'entre elles ont

Tableau 3 – Âge des mères à la première naissance, Japon

	Nombre de bébé (1,000)	Distribution de l'âge des mères (%)						Moyenne d'âge au 1er enfant
		-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40 et plus	
1970	1,934	1.0	26.5	49.2	18.5	4.2	0.5	25.6
1975	1,901	0.8	25.2	53.4	16.8	3.3	0.5	25.7
1980	1.577	0.9	18.8	51.4	24.7	3.7	0.5	26.4
1985	1,432	1.2	17.3	47.7	26.6	6.5	0.6	26.7
1990	1,222	1.4	15.7	45.1	29.1	7.6	1.0	27.0
1995	1,187	1.4	16.3	41.5	31.3	8.4	1.1	27.5
2000	1,191	1.7	13.6	39.5	33.3	10.6	1.3	28.0
2005	1,063	1.6	12.1	31.9	38.1	14.4	1.9	29.1
2007	1,090	1.4	11.6	29.7	37.9	7.1	2.3	29.4
2008	1,091	1.4	11.4	29.1	37.1	18.4	2.6	29.5
2009*	1,070	1.4	10.9	28.8	36.4	19.6	2.9	29.7

* Données provisoires pour 2009.
Source : Ministry of Health, Labour and Welfare, Japon, 2009.

d'ailleurs répondu qu'elles n'en avaient pas parce qu'elles n'étaient pas mariées et non pas parce qu'elles n'avaient pas de compagnon.

Le mariage semblait être si important que j'ai poussé un peu plus loin l'exploration en demandant si le mariage et les enfants étaient liés. Certaines réponses sont éloquentes :

> [Aoi-SE] Oui. Je pense que parce que je veux des enfants, je me marierai. Mais pour moi, le fait d'être mariée et de ne pas avoir d'enfant ne pose aucun problème.[1]
>
> [Sakura-SE] Personnellement, j'ai envie d'avoir des enfants. Mais je pense aussi qu'il faut faire les choses dans le bon ordre, c'est-à-dire se marier dans un premier temps et ensuite songer à avoir des enfants.[2]
>
> [Hasu-SE] Mais au Japon, quelqu'un qui n'est pas marié et qui a un enfant est un peu « bizarre ». C'est bizarre et extrêmement difficile. Alors, on a tendance à penser que cette personne aurait dû d'abord se marier...[3]

---

1. はい。私は子供が欲しいから結婚しようと思うけど、別に結婚自体はどっちでもいい。
2. 個人的には子どもが欲しいです。でも、順番的に言ったら、結婚してから子どもを産むというのが順番だと思うので、大切なんじゃないのかなと思います。
3. でも、結婚してない人が子どもを持つのは、日本では、ちょっと『不思議なこと』だから。まあ、不思議というよりは、『大変なこと』だから、だから、まず『結婚をしてない』ということに対して、たぶんそういう印象があるかもしれない。

Le mariage est tellement lié à la fécondité que de ne pas être mariée permet d'éviter les pressions pour avoir des enfants, comme le montre la réponse à la question « Dans votre société, vous sentez-vous jugée parce que vous n'avez pas d'enfant ? » :

> [Tsutsuji-SE] Pas particulièrement. Mais comme je ne suis pas mariée, ça réduit les possibilités. Peut-être que si j'étais mariée, mais n'avais pas d'enfant… Si on se marie, mais qu'on n'a pas d'enfant, on peut être sûre que le sujet des enfants sera abordé à un moment ou un autre.[4]

Parmi les mères interviewées à qui j'ai demandé : « Pourquoi le fait d'être mariée ou non était important pour vous avant d'avoir vos enfants ? », le mariage était si lié à la fécondité que j'avais parfois l'impression que le désir d'enfant de certaines Japonaises rencontrées était en fait leur motivation à se marier :

> [Momo-AE] Sûrement parce que je voulais absolument avoir des enfants à moi.[5]

> [Kiku-SE] Je pense que parce que je veux des enfants, je veux aussi me marier rapidement.[6]

---

4. 特にないです。まあ、結婚してるかしてないかのほうが大きいような気がします。もし結婚していても子どもがいない人もいるし・・・結婚したら、子どもはいるかいないか（の議論が出てくるはず）。
5. やっぱり自分の子どもがとっても欲しいと思ってました。
6. 私は子どもが欲しいと思ってるから、早く結婚したい。

Le fait que la dénatalité est également un problème au Canada a surpris Hasu-SE, car elle croyait qu'étant donné que les gens se mariaient en plus grand nombre chez nous, la natalité y était plus élevée. En effet, pour plusieurs répondantes, la question d'avoir des enfants est venue en même temps que celle du mariage :

> [Ume-AE] J'avais envie d'avoir des enfants une fois mariée. C'est l'image du mariage que j'ai toujours eue.[7]

Pour d'autres répondantes, la question d'avoir des enfants est venue après l'union, ce qui semble confirmer que le mariage n'est plus nécessairement garant de la fécondité, même si elle est encore la seule situation de natalité au Japon, sauf quelques rares exceptions. Plusieurs mères m'ont indiqué y avoir réfléchi après leur mariage, que cela n'avait pas été automatique. On remarque d'ailleurs qu'une moyenne de deux ans sépare le mariage (26,25 ans) et le premier enfant (28,25 ans) chez les participantes rencontrées (graphique 7).

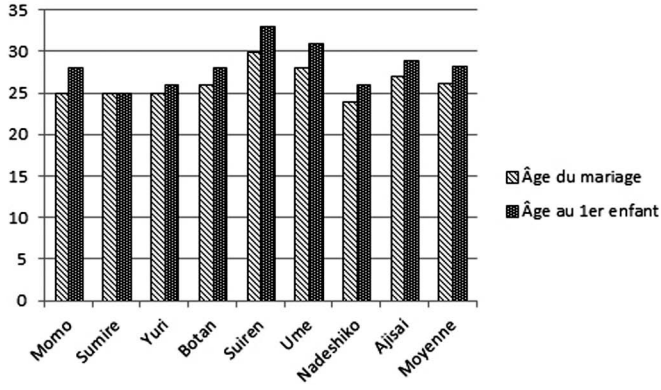
> [Momo-AE] Après le mariage, on a vécu environ deux ans en couple. On voyageait pour trouver un bon endroit où habiter quand mon mari m'a dit : « Je veux un enfant. » C'est à ce moment-là que notre premier enfant est né.[8]

---

7. 結婚したら子どもが欲しいなと思ってたので、決心というか、小さいときからそういうイメージで。
8. 結婚して2年くらいは（夫婦）2人の時間が欲しかったので、

[Nadeshiko-AE] Tout de suite après le mariage, j'ai réfléchi au fait d'avoir des enfants. Je voulais d'abord passer du temps avec mon mari, et ensuite, j'ai senti que j'avais le goût d'en avoir. Je me suis alors rendu compte que j'en voulais vraiment moi aussi.[9]

Graphique 7 – Âge au mariage et âge au premier enfant des mères rencontrées



La cohabitation avec un conjoint n'est pas très bien vue au Japon : seulement 4 % des femmes âgées de 25 à 29 ans et 5 % de celles âgées de 30 à 34 ans disaient avoir expérimenté cette forme de vie en

---

どっか旅行行ったり、だんな様と。で、2年位してから『（子どもが）欲しいね』という話をしてたら、ちょうど1人目が出来ました。

9. 先に子どもを持つというよりは、結婚直後はまだ子ども（を持つ）とかは考えてなかったし、とりあえずそのパートナー（結婚相手）と一緒になりたかって、で、それから（子どもが）出来たっていう感じやから、だから、『子どもが欲しい』とかはそのときは考えてなかった。順番に。

couple en 1998 (RETHERFORD, 2001 : 91). Même si le jugement sur cette façon de vivre change avec les années, la cohabitation reste peu populaire. La plupart des couples l'ayant pratiquée se marient rapidement après le début de leur vie conjointe, dans une proportion de 60 % (BUMPASS et autres, 2009 : 226). Il est « naturel » pour un couple de se marier et d'avoir des enfants, ce qui est vu positivement par le milieu du travail, car cela démontre un certain niveau de maturité et de stabilité (IMAMURA, 1990 : 1).

Encore aujourd'hui, si un « accident » survient et que les parents décident de garder le bébé, ils se marieront. Entre 1974 et 2000, la proportion de mariages où la femme était enceinte a d'ailleurs augmenté, passant du quart à un peu plus du tiers des couples (BUMPASS et autres, 2009 : 219).

Le jugement qui pèse sur les mères non mariées a été confirmé lors des entrevues réalisées avec les mères japonaises dont plusieurs associent le mariage à une tradition japonaise qui doit être respectée :

> [Ajisai-AE] En effet. C'est comme ça au Japon.[10]
>
> [Botan-AE] Parce que je pense que c'est comme ça que ça doit être. Parce que c'est ce qui se fait d'habitude. Il y a un père, il y a une mère, ils se marient, puis un enfant arrive, c'est bien comme ça.[11]

---

10. そうですね、日本では。
11. それは『そういうものだ』と思っていたから。それが普通だと思っていたから。お父さんがいて、お母さんがいて、結婚して子どもが出来るのが、いいかな、と。

> [Ume-AE] En fin de compte, avoir un enfant sans être mariée, ça peut passer, mais c'est une coutume japonaise, non ? En fait au Japon, une personne qui ne se marie pas, mais qui a un enfant sera sans doute jugée par les autres et devra élever son enfant sous ce regard… On lui demandera toujours pourquoi elle l'élève seule, pourquoi elle a choisi l'union libre ou eu cet enfant…[12]

Il faut comprendre qu'un enfant né hors mariage est toujours considéré comme illégitime par le Code civil japonais et qu'il n'aura droit qu'à la moitié de l'héritage d'un enfant légitime (BUMPASS et autres, 2009 : 218). De plus, la mère non mariée se heurte souvent à de la discrimination lorsqu'elle entre sur le marché du travail (BUMPASS et autres, 2009 : 226). Une répondante a d'ailleurs évoqué les difficultés légales d'une mère non mariée : « [Ajisai-AE] Si l'on n'a pas ce statut, c'est très difficile d'obtenir de l'aide dans le cadre des programmes existants.[13] »

---

12. やっぱり、結婚していなくて1人で通してると、先が・・・日本の慣習かな？日本はやっぱり1人で、結婚してなくて子どもを産むということは、周囲からの目とかもあるし、そういう目で育ってきてるので、どうしてもその、1人で育てるというか、結婚してなくて同棲中とかでも子どもがいるというのは・・・
13. 戸籍が得られないとか、生活補助がしっかりしてないとか。

Petites annonces

La principale limitation au mariage, c'est la rencontre. Un sondage mené auprès des femmes de plus de 20 ans par le gouvernement japonais indique qu'en 1990, 34 % d'entre elles déclaraient n'avoir aucun ami masculin. La situation ne s'est pas améliorée au fil des années puisqu'en 2004, 39 % des femmes célibataires disaient la même chose (RETHERFORD, 2005 : 12).

Pour contrer ce problème, il y a les *o-miai*, des rencontres le plus souvent encouragées par les parents d'enfants adultes qui vieillissent et qui n'ont pas le temps de se trouver un partenaire. Des agences matrimoniales sont chargées de vérifier la « compatibilité » entre les statuts, l'éducation, le travail et les intérêts des candidats. Il ne reste ensuite qu'à organiser la rencontre entre eux. Les parents sont habituellement présents, ainsi qu'un représentant de l'agence, pour faciliter la discussion et briser la glace. Ces rendez-vous, qui ont lieu dans des salons privés de grands restaurants ou d'hôtels, sont une des rares occasions où la Japonaise concernée portera un kimono (souvent pour la première fois). Les candidats échangent leurs adresses courriel et, s'ils se sont plu, ils pourront se revoir, cette fois de façon plus informelle afin de développer des liens et de peut-être en arriver au mariage. Cette pratique a été qualifiée par certaines auteures de « nouvelle forme de mariage arrangé » : « Le mariage arrangé

se perpétue autant par la commercialisation et la professionnalisation des agents spécialisés en rencontres que par les possibilités informatiques de couplage des profils[14] » (LEBRA et LEBRA, 1986 :XV).

Mariage romantique

Les différentes influences occidentales ont eu un impact sur la vision du mariage et de la fécondité, tout particulièrement au Japon où les États-Unis et les films hollywoodiens bénéficient d'une grande popularité : « L'apparition de l'amour romantique et le déclin de la famille patriarcale confucéenne ont fait en sorte que les rapports parent-enfant ont été remplacés par les rapports époux-épouse comme lien affectif le plus important » (LEE et FENG, 2006 :132). On cherche à concrétiser le rêve du prince charmant et de la mariée en belle robe blanche (IMAMURA, 1990 : 14). Une large proportion des mariages japonais ont d'ailleurs lieu dans des chapelles ou des églises d'apparence chrétienne, où un homme habillé comme un prêtre, de préférence d'origine étrangère, les mariera en expliquant la signification du mot « Amen » à la fin des prières (HARVEY, 2010 :90). Depuis la Seconde Guerre mondiale, le pourcentage des mariages arrangés est

14. *Tda* : « Arranged marriage thrives as ever through the commercialization and professionalization of the arranging agents as well as the computerization of matching. »

passé de 63 % à 7 % en 1998 (RETHERFORD, 2001 : 86). On cherche désormais un mariage basé davantage sur l'entente et l'amour entre les partenaires (BUMPASS et autres, 2009 : 223).

Mais le mariage arrangé n'a pas tout à fait disparu des mœurs, même s'il peut maintenant revêtir des formes différentes. Ce n'est pas parce qu'on a idéalisé la relation amoureuse dans le couple que les Japonais croient que cela est suffisant pour faire un bon mariage. Ils sont conscients du nombre élevé de divorces dans les sociétés occidentales où se pratique le « mariage d'amour ». On considère donc qu'avant de s'unir, il faut que le candidat soit stable, c'est-à-dire qu'il ait un emploi régulier, un bon revenu et un statut intéressant (WHITE, 2002 : 141 ; IMAMURA, 1990 : 15).

Mariage arrangé

Les mariages arrangés se pratiquent toujours entre les familles de la haute bourgeoisie japonaise, qui seront rarement favorables à l'union d'un fils ou d'une fille avec un partenaire de statut très inférieur. Cette réalité de la société japonaise a donné naissance à de nombreux récits de fiction. Le plus connu est certainement *Hana Yori Dango* (花より男子), un manga (bande dessinée japonaise) en 37 volumes de Yôko Kamio, dont le titre pourrait se traduire par « Les hommes plutôt que les fleurs ». Il a été si populaire qu'on en a fait un dessin animé de

51 épisodes, puis une télésérie (*drama*) de 21 épisodes diffusée sur plusieurs saisons. Il raconte les aventures d'une jeune fille de la classe moyenne qui a passé les examens d'entrée d'une école prestigieuse et dont les parents réussissent tant bien que mal à payer les frais de scolarité. Elle deviendra vite la cible de quatre riches héritiers qui mènent les étudiants. Même les professeurs ne réagissent pas face à ce cas d'intimidation (*ijime*). Toute l'école s'y met et la jeune fille fait face à de nombreuses attaques physiques et psychologiques. Mais elle s'entêtera à fréquenter l'institution et réussira à impressionner suffisamment le leader du groupe pour finalement bénéficier de sa protection, ce qui lui attirera alors la jalousie des autres élèves.

On peut également citer la pratique consistant à aller chercher une fiancée à l'étranger, dans un pays asiatique plus pauvre (Vietnam, Cambodge, Indonésie, Chine continentale, Philippines) (KAUFMANN, 2009 : 191 ; JOLIVET, 1993 : 9). Ce phénomène est présent au Japon, où trouver une épouse est de plus en plus difficile, surtout pour les agriculteurs. Ce n'est pas une situation idéale, puisque la nouvelle venue peut être victime de discrimination, mais c'est pourtant une réalité depuis plus de trente ans : « Le phénomène des mariages avec des étrangères a commencé dès les années 1980 au Japon, mais il y est resté de moindre envergure (seulement 5 % à 6 % des nouvelles unions au milieu des années 2000) » (BÉLANGER, 2010 :2).

La pratique de la fiancée immigrante est sans doute une forme dérivée des mariages arrangés puisque les futurs époux se connaissent à peine au moment de l'union, comme on le voit dans cette description du mode de fonctionnement de ce type d'arrangement :

> Les agences matrimoniales internationales offrent aux hommes des voyages organisés dans les pays « fournisseurs » d'épouses, leur permettant en l'espace de sept à dix jours de choisir une femme et d'effectuer les formalités du mariage. Par la suite, l'homme rentre au pays et, au bout de quelques mois, le temps à l'agence d'effectuer les formalités d'immigration, la femme peut rejoindre son nouveau mari. (BÉLANGER, 2010 :3)

Une autre possibilité dans la recherche d'une épouse est d'aller puiser dans le bassin d'immigrants « pas tout à fait étrangers », c'est-à-dire chez les Brésiliennes d'origine japonaise, les *Nikkeijin*, ou parmi les femmes asiatiques nées d'un père japonais à la suite de la guerre (IMAMURA, 1990 : 15). L'accès à l'immigration au Japon est facilité pour ces personnes puisqu'elles possèdent des gènes japonais, même si leur intégration n'est pas aussi simple. Les Japonais immigrés au Brésil au début du XXe siècle, par exemple, ne partagent pas nécessairement les repères de la culture japonaise et ils ont souvent de la difficulté avec la langue, même s'ils ont l'aspect de Japonais d'origine (WHITE, 2002 : 35).

Empêcher la famille

Le Japon est l'un des pays où le condom est le plus utilisé dans le monde (Population Reference Bureau, 2008 : 10). Les Japonais répliquent que seul le condom peut les protéger des maladies transmissibles sexuellement, ce qui n'est pas faux et a pour conséquence de faire du Japon l'un des pays les moins infectés par le virus du sida (UNAIDS, 2010 : 187).

Étonnamment, la pilule contraceptive reste très peu populaire : seulement 0,8 % des femmes mariées l'utilisent au Japon, contre 21 % au Canada (Population Reference Bureau, 2008 : 8). La pilule contraceptive a seulement été autorisée en juin 1999 et son obtention est toujours soumise à de strictes conditions. C'est qu'en restant silencieux sur l'offre et l'usage de la pilule contraceptive, les médecins conservent aussi la clientèle lucrative des avortements, en plus de celle des accouchements (WHITE, 2002 : 28). Heureusement, certains docteurs n'hésitent plus à dire que la planification familiale devrait mettre de l'avant la pilule contraceptive (WHITE, 2002 : 149-150), boudée en raisons préjugés quant à ses effets secondaires sur la prise de poids et l'infertilité.

Le peu de naissances hors mariage s'explique non seulement par la contraception, mais également par le recours à l'avortement. Je fais ici une parenthèse pour souligner que l'avortement au

Japon n'est pas utilisé pour se débarrasser d'une fille, comme on peut l'observer dans d'autres pays asiatiques. Le problème des avortements sélectifs est bien documenté en Chine, en Inde, en Corée du Sud (GUILMOTO, 2007 : 2) et l'on commence à l'observer au Vietnam où il prend de l'ampleur depuis quelques années (UNFPA, 2010 : 4). En fait, dans une population où l'intervention humaine n'est pas utilisée pour sélectionner le sexe d'un fœtus, on compte naturellement plus d'enfants de sexe masculin, la nature ayant trouvé ce moyen pour pallier la mortalité infantile plus élevée chez les garçons. La proportion normale est donc d'environ 105 garçons pour 100 filles à la naissance (UNFPA, 2009 : 11). Au Japon, le ratio du sexe des enfants à la naissance est exactement le même qu'au Canada, soit 105,6 garçons pour 100 filles (CIA, 2010).

Les utilisatrices majoritaires de l'avortement ne sont pas les adolescentes : « 70 % des avortements ont lieu dans les liens du mariage et […] une femme mariée sur deux a avorté au moins une fois dans sa vie. […] Les statistiques officielles confirment que ce sont les femmes qui ont entre 30 et 39 ans qui avortent le plus, avec un maximum entre 35 et 39 ans, c'est-à-dire après qu'elles ont mis leur enfant ou leurs deux enfants au monde » (JOLIVET, 1993 : 173).

Les aspects moraux d'un avortement, qui prennent beaucoup de place dans les discours des

politiciens américains ou canadiens, n'ont que peu d'échos au Japon. Historiquement, la pratique est dans les mœurs depuis très longtemps. L'idée date de l'époque préindustrielle où l'on disait que l'enfant avorté était « retourné » aux dieux en attendant le bon moment où le couple pourra l'accueillir convenablement (KOJIMA, 2003 : 116).

Cette large acceptation de l'avortement et de la contraception peut également être liée à la quasi-absence des religions chrétiennes. En effet, les deux principales religions au Japon sont le shintoïsme, unique à ce pays, et le bouddhisme, importé de Chine lorsque la capitale Nara entretenait de très bons rapports avec son voisin chinois (710-794). En conséquence, il n'est pas proscrit d'avoir des relations sexuelles avant le mariage, aucune de ces religions n'interdisant cette pratique. Ainsi, un sondage national sur les comportements sexuels de la jeunesse indique qu'entre 1974 et 1993, la proportion des étudiants (collège et université) ayant eu des relations sexuelles avant le mariage a doublé, passant de 23 % à 57 % (RETHERFORD, 2001 : 88).

Une adolescente qui souhaiterait garder son bébé se heurterait ainsi à l'incompréhension de son entourage, puisqu'il est relativement abordable et facile de réparer cette « erreur ». Les parents sont d'ailleurs généralement enclins à payer cette dépense médicale, plutôt que de devoir assumer la responsabilité du bébé de leur fille, dont l'avenir serait désormais menacé. Toute grossesse non suivie d'un

mariage a donc de fortes chances de se terminer en avortement (RETHERFORD, 2005 : 14).

L'avortement comme moyen de contraception commence cependant à être contesté par certains médecins et cette pratique est en baisse constante depuis vingt ans.

Grand-maman déménage

La valorisation de la relation entre les époux s'est faite au détriment de la hiérarchie « parents-enfants », qui était plus importante dans le Japon traditionnel. Les conséquences sont la réduction du nombre de mariages arrangés et la prise en charge de plus en plus rare des beaux-parents. La coutume voulait que la nouvelle épouse permette non seulement la fondation d'une famille, mais qu'elle doive aussi, après avoir assumé l'éducation de ses enfants, prendre en charge les beaux-parents vieillissants. Le problème se pose surtout pour les femmes plus âgées, qui vivent en moyenne six années de plus que leur mari.

Encore aujourd'hui, près de 90 % des aidants naturels sont des femmes (SODEI, 1995 : 221). En vieillissant, les parents expriment plus souvent le souhait de cohabiter avec leurs enfants, comme le révèle une étude datant de 1989 : « si à peine 6,6 % des femmes interrogées attendaient une aide économique de leurs enfants, 62,1 % d'entre elles espéraient être prises en charge par leur fille, leur bru ou leur fils » (JOLIVET, 1993 : 57). Cependant, en 2000,

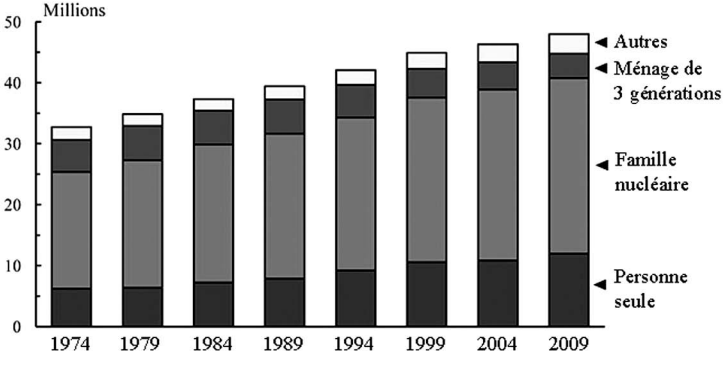
les gens comptaient de moins en moins sur leurs enfants pour prendre soin d'eux : seulement 10,9 % déclaraient s'attendre à être pris en charge par leur famille. Un bon indicateur du changement de cette réalité se trouve dans le nombre de poursuites intentées par des parents âgés exigeant de leurs enfants une assistance financière : elles ont considérablement décru au cours des trente dernières années (OGAWA et autres, 2005 : 221).

Ce refus de vivre avec leurs parents (graphique 8) amène des frais supplémentaires pour les nouveaux mariés, qui doivent alors assumer seuls l'achat ou la location d'une résidence unique pour eux et leur future famille (RETHERFORD, 2005 : 12). Le soutien familial apporté par les grands-parents était également un point positif en ce qui a trait à la garde des enfants, rendue alors beaucoup plus facile pour les ménages à deux revenus qui en bénéficiaient (YU, 2005 : 707).

Les couples japonais d'aujourd'hui ne semblent plus, pour la plupart, vouloir assumer ce rôle de soutien auprès de leurs parents vieillissants (RETHERFORD, 2005 : 12). Dans une enquête menée par le gouvernement sur l'affirmation « prendre soin de ses parents âgés est une bonne coutume et une responsabilité naturelle », on remarque une tendance à la baisse depuis 1988, une proportion plus faible d'adultes se déclarant en accord avec cette phrase (OGAWA et autres, 2005 : 222).

Pour régler ce problème, on commence à trouver de nouveaux modèles d'habitation permettant une forme de cohabitation qui préserve l'intimité du jeune couple. On appelle ces maisons la « résidence à deux ménages » (*nisetai jûtaku*) (TRAPHAGAN, 2003 : 8). Ce peuvent être les parents qui habitent le rez-de-chaussée, tandis que les enfants et les petits-enfants occupent les étages supérieurs. On voit aussi ce type de cohabitation sous la forme de deux petites maisons jointes par quelques pièces communes au centre. Peu importe la formule envisagée, la proportion des ménages en résidence partagée avec les parents âgés atteint encore 22 % au Japon en 2001, alors qu'elle est fort peu commune dans les pays occidentaux, où l'on estimait que seuls 2 % des ménages américains pouvaient être qualifiés comme tels (OGAWA et autres, 2006 : 19).

Graphique 8 – Changements dans la composition du ménage, Japon



Source : Ministry of Health, Labour and Welfare, Japon, 2009.

Même si les Japonaises étaient plus nombreuses à vouloir prendre soin de leur mère ou de leur belle-mère, les possibilités sont limitées à cause du vieillissement de la population : il n'y a plus assez d'enfants pour prendre soin des parents âgés, plus nombreux que la génération suivante. Il est facile d'évaluer le « ratio de support familial » (le nombre de personnes de la génération 40-59 ans divisé par celles entre 65-84 ans) qui pourra aider la génération des 65 à 84 ans. Dans tous les pays étudiés par les Nations Unies, le Japon se classe dernier au monde pour l'aide possible aux aînés par leurs enfants, avec près de 0,91 en 2000 et une estimation à la baisse pour les années subséquentes (OGAWA et autres, 2005 : 212) qui a été confirmée en 2004 par de nouvelles statistiques montrant un record de 0,79 personne pour le ratio du soutien familial, avec une tangente à la baisse jusqu'en 2020 (MATSUKURA, 2007 : 88).

Ce manque de soutien, soit par choix, soit par impossibilité due à l'absence d'enfants, pose problème au gouvernement japonais, puisqu'il était d'usage que les enfants prennent soin de leurs parents vieillissants et que l'État avait basé ses services à la population en tenant compte de cette tradition familiale, identifiée comme typiquement japonaise (TRAPHAGAN, 2003 : 17). Il était plus économique pour le gouvernement de ne pas investir dans un tel programme de soins. Il y a donc peu de centres d'accueil pouvant répondre au

nombre grandissant de personnes âgées seules ayant besoin de soins, créant un déséquilibre dans le système de santé japonais, les aînés devant alors être soignés à l'hôpital sur une longue période.

Parmi les mères interviewées, une seule femme vivait avec sa famille dans une résidence à deux ménages (*nisetai jûtaku*). Les autres mères avaient toutes leur propre habitation. Inversement, parmi les neuf participantes sans enfant (dont la moyenne d'âge était pourtant de 35 ans), quatre vivaient toujours avec leurs parents. On pourrait facilement sauter aux conclusions et associer ces personnes à des *parasite singles*, c'est-à-dire des jeunes adultes qui font un bon salaire, contribuent peu aux dépenses du ménage et « profitent » de la maison familiale ainsi que des bons services de leur mère pour faire des voyages et des sorties (RETHERFORD, 2001 : 91). Dans les médias et les articles scientifiques, on parle régulièrement de cette réalité en hausse depuis le début des années 1990. En 2008, un sondage évaluait que 58 % des femmes non mariées vivaient toujours avec leurs parents, et 44 % des plus âgées (44-49 ans) se trouvaient dans cette situation (HIRAYAMA et IZUHARA, 2008 :651). Les spécialistes sont divisés sur ce sujet : certains reprochent aux parents d'être trop protecteurs et de laisser leurs enfants profiter de leurs revenus pour mener la belle vie, alors qu'une recherche menée par le National Institute of Population and Social Security Research en 2001 concluait plutôt que les *parasite singles* n'avaient tout

simplement pas les moyens de s'établir dans une résidence partagée (HIRAYAMA et IZUHARA, 2008 :651).

Notre discussion avec Aoi-SE, qui pourrait être qualifiée de *parasite single* puisqu'à 33 ans elle vit toujours avec ses parents, va plutôt dans le sens de la seconde conclusion. Aoi-SE, ses parents et sa grand-mère ont conjointement décidé d'un lieu d'habitation pour que leur fille puisse être présente auprès d'eux et prendre soin de ses parents vieillissants. Le partage du prix de la maison entre tous ses résidents permettait également de rester propriétaires. Il est intéressant d'observer que dans une société où de plus en plus d'enfants restent célibataires et où le prix d'une résidence ne cesse d'augmenter, le rôle traditionnellement tenu par la belle-fille qui devait prendre en charge ses beaux-parents est « transféré » à la fille, qui habite alors avec ses parents.

Je ne t'aime plus

Il est possible de divorcer au Japon, mais cela ne se fait pas sans conséquence, particulièrement pour la femme. Un nombre grandissant de femmes soulignent pourtant des insatisfactions quant à leur mariage (RETHERFORD, 2001 : 96). En 1994, plusieurs couples déclaraient dans les sondages être heureux dans leur union (42 %). En 2000, les maris étaient plus nombreux qu'en 1994 à se dire heureux

(57 %), tandis qu'un nombre plus élevé de femmes disaient vivre un mariage malheureux, passant de 3 à 10 % d'insatisfaites (BUMPASS et autres, 2009 : 224).

Il est difficile de connaître l'augmentation du nombre de divorces sur une longue période historique puisqu'il était possible, dans la famille traditionnelle, de renvoyer la nouvelle épouse à sa famille d'origine avant d'enregistrer officiellement le mariage (IMAMURA, 1990 : 15). Avant les années 1950, il était tout aussi facile, tant pour la femme que pour l'homme, d'obtenir un divorce rapide, ce qui faisait du Japon l'un des pays au plus haut taux de divorces. En réponse aux critiques des pays occidentaux qui jugeaient immorales ces statistiques, le gouvernement japonais a changé les lois en 1952 pour rendre le divorce plus difficile et plus long à obtenir, ce qui a contribué à renforcer l'image de la « femme de maison professionnelle » (*professional housewife*) : une bonne épouse et une sage mère (HOLLOWAY, 2010 : 95). Malgré cet historique, on note dans les statistiques gouvernementales qu'en 2002, un mariage sur trois risquait de se terminer en divorce (BUMPASS, 2009 : 223).

Parmi les difficultés rencontrées lors d'un divorce, citons le partage des biens. Lors de l'acquisition d'une résidence, l'acte de propriété se fait à un seul nom, soit traditionnellement celui du mari qui possède les ressources financières pour obtenir un prêt hypothécaire. Le mari est officiellement l'unique propriétaire de la résidence. Cependant, en

réalité, il n'est pas le seul à rembourser l'emprunt, puisque les prix des maisons ont considérablement augmenté, exigeant une contribution financière de l'épouse d'autant plus importante (HIRAYAMA et IZUHARA, 2008 :654). Lors d'un divorce, la résidence n'est pas séparée entre les ex-époux et reste légalement aux mains du mari. Les statistiques du ministère de la Santé, du Travail et du Bien-être japonais sont très claires à ce sujet : en 1997, seulement 28 % des maris divorcés, mais plus de 71 % des femmes divorcées changeaient de lieu de résidence (HIRAYAMA et IZUHARA, 2008 :652).

Un autre problème se pose à cause du *koseki*, le registre émis dès la naissance d'un enfant. Ce registre de naissance est nécessaire pour toutes les étapes importantes de la vie, telles l'entrée à l'école, l'obtention d'un passeport et même les demandes d'emploi. Dans ce registre, une naissance illégitime sera clairement indiquée, mais également un divorce, en plus de la raison justifiant la fin du mariage. Par exemple, un divorce à l'amiable est mieux considéré qu'un divorce pour cause de litige ou de mésentente, ce dernier étant beaucoup moins bien vu par les directeurs d'école qui estiment qu'un enfant ayant vécu un tel traumatisme pourra présenter certains problèmes de comportements (IMAMURA, 1990 : 16).

Lors d'un divorce, la garde des enfants est encore majoritairement accordée à la femme, mais les lois japonaises offrent peu de protection en ce qui a trait au soutien financier obligatoire de l'autre parent

(pension alimentaire), ce qui appauvrit considérablement la femme divorcée et son enfant (HOLLOWAY, 2010 : 95). La chercheuse Hiromi Ono s'est penchée sur le cas des femmes divorcées qui sont, en majorité, également des mères et a conclu qu'elles ont de grandes chances de s'appauvrir. Cet appauvrissement est attribuable à trois facteurs. D'abord, l'absence d'un système de pension alimentaire (*rikon teate*). Ensuite, le fait qu'il est très rare qu'une femme divorcée retourne vivre chez ses propres parents avec ses enfants. Finalement, le fait que, même si la majorité des mères divorcées ont un emploi (83 %), elles occupent les mêmes postes que les mères mariées qui retournent au travail lorsque leurs enfants entrent à l'école, soit un emploi temporaire à temps partiel, ce qui apporte un revenu moyen de 20 000 $ par année, selon les statistiques du gouvernement japonais (ONO, 2010 : 152). Pour ajouter à ces difficultés, au Japon, le remariage est plus fréquent chez les hommes divorcés que chez les femmes, surtout si elles ont des enfants (ONO, 2010 : 167).

Les conséquences d'un divorce peuvent donc être non seulement difficiles pour la femme, mais également pour les enfants du couple. La plupart des Japonaises qui restent en couple malgré un fort taux d'insatisfaction face à leur mariage en citent comme raison principale la crainte d'un manque de soutien financier pour elles-mêmes et leurs enfants (HOLLOWAY, 2010 : 105). C'est peut-être ce qui

explique qu'un nombre grandissant de femmes attendent que les enfants soient établis et mariés avant de divorcer. Depuis 2004, une réforme juridique permet à l'épouse qui divorce après avril 2007 d'avoir droit à la moitié de la pension que son mari a accumulée pendant le mariage (HIRAYAMA et IZUHARA, 2008 :647). Les divorces parmi les retraités ont explosé, souvent de l'initiative de la dame qui ne sait que faire de cet homme qu'elle ne connaît plus, maintenant qu'il est toujours à la maison. Dans ce genre de situation, le discours populaire a donné au mari le doux surnom de « gros déchet » (*sodai gumi*) (IMAMURA, 1990 : 15)…

CHAPITRE 4

Oui, il pourra y étudier

Le Japon est une société où l'éducation est grandement valorisée. Ce n'est pas tant le nombre des diplômés universitaires qui étonne, mais plutôt le fait que les jeunes qui ne terminent pas l'équivalent du secondaire ne sont pas légion. Le décrochage, que le Québec tente d'endiguer depuis quelques années, est très rare là-bas. Lors d'un voyage au Japon, j'avais demandé à un ami japonais pourquoi les études avaient une telle importance. Il m'avait répondu que son pays ayant peu de ressources naturelles (ni pétrole, ni minéraux, etc.) et que moins de 20 % de sa surface se prêtant à l'agriculture, la haute scolarisation de la force du travail est en quelque sorte la « ressource » japonaise la plus sûre (HALL et HALL, 1994 : 125). L'histoire semble confirmer cette affirmation puisque le pays a fait des bonds de géant depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, rejoignant le niveau économique des pays les plus puissants.

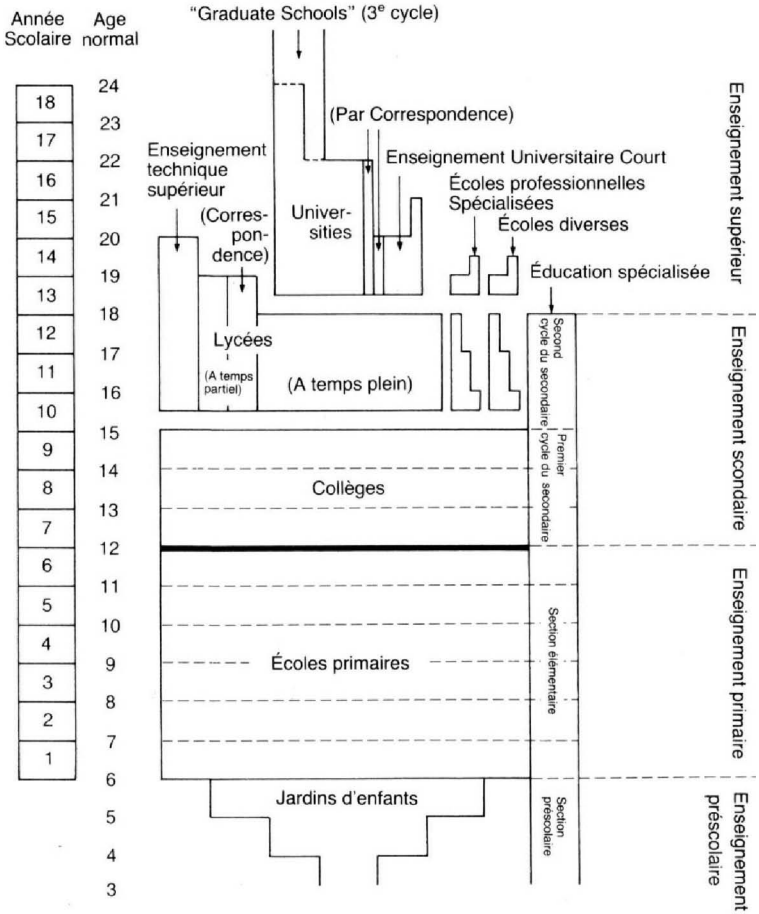
Le graphique 9, tiré d'un court ouvrage spécialement conçu pour expliquer le Japon aux étrangers,

est un bon outil pour comprendre le système éducatif japonais. Il y a trois étapes majeures dans la vie scolaire d'un jeune Japonais et chacune d'entre elles est ponctuée par un examen d'entrée en fonction du statut de l'école : le niveau primaire (six ans), le collège (trois ans) et le lycée (trois ans).

Les écoles jouissant d'une bonne réputation coûtent habituellement plus cher que les écoles publiques où il est relativement facile d'entrer. Pour l'enfant surdoué aux parents plus pauvres, de rares bourses d'études existent, ce qui lui permettra de poursuivre son apprentissage dans un établissement réputé malgré ses origines modestes. Cet enfant pourra cependant être victime de discrimination, car il deviendra vite évident qu'il n'appartient pas à la même classe sociale que ses collègues, une situation pouvant mener à l'intimidation (*ijime*). Dans une société fortement hiérarchisée comme celle du Japon, les différences de classes peuvent favoriser les regroupements d'étudiants plus riches, qui prennent rapidement conscience du pouvoir qu'ils ont sur les autres élèves, car les professeurs les traitent de façon plus respectueuse (YONEYAMA et NAITO, 2003 : 321).

Il est à noter qu'un enfant ayant fréquenté une école d'excellente réputation pourra plus facilement poursuivre ses études dans d'autres établissements du même niveau. Cela revêt une importance capitale, puisque les entreprises engagent d'abord les diplômés issus d'universités reconnues. Dès le jardin

Graphique 9 – Le système scolaire japonais



Source : Kazuo Ishizaka,
L'éducation scolaire au Japon, 1988, page 4.

d'enfants (*yochien*), les parents encouragent leurs jeunes de cinq ou six ans à réussir l'examen d'entrée pour l'école primaire. Des écoles spécialisées (*juku*)

existent pour aider à la préparation des examens et il est possible d'y envoyer un enfant dès l'âge de trois ans. Je reviendrai plus loin sur les *juku*, qui ont pris une grande importance dans la vie des élèves japonais.

Après le lycée, plusieurs parcours sont possibles, comme le graphique 9 le montre bien. Cependant, la voie la plus reconnue est certainement l'université, car elle mène aux professions libérales (docteur, vétérinaire, pharmacien, ingénieur, professeur, etc.) Un examen est également requis pour entrer à l'université et il est habituellement très difficile : « Près de 95 % des enfants poursuivent leurs études jusqu'à la fin du deuxième cycle [le lycée]. Un tiers d'entre eux connaîtront ensuite "l'enfer" des examens d'entrée à l'université » (HALL et HALL, 1994 : 76). Les étudiants n'ayant pas réussi à entrer à l'université de leur choix pourront continuer à étudier dans une *juku* et tenter leur chance l'année suivante : on les appelle les *rônin*, un ancien terme désignant les guerriers sans maître.

Deux types de diplômes universitaires existent. Il y a d'abord une formation « longue » de quatre ans pour le diplôme de premier cycle, qui ressemble beaucoup à celle offerte au Québec. Puis il y a un « enseignement universitaire court » ou une « école spécialisée » (*tanki daigaku* ou *senmon gakkô*) d'une durée de deux ou trois années, qui mènent à des postes moins rémunérés. Afin de poursuivre à la maîtrise et au doctorat, grades nécessaires pour

devenir médecin ou ingénieur par exemple, il est essentiel de suivre la formation « longue ».

Bébé sera docteur

Au Japon, comme c'est la mère qui prend soin des enfants, c'est elle qui doit les motiver à étudier. Cela peut aller très loin, car elle est habituellement également tenue responsable de la réussite ou de l'échec de son enfant. Certaines mères deviennent même ce que l'on appelle des *kyoiku-mama*, des « mères-éducatrices ». Dans ce genre de relation, l'enfant, très proche de sa mère par le lien *amae* décrit plus haut, veut absolument réussir, car il est conscient que ses performances scolaires seront perçues comme une preuve de l'amour qu'il porte à sa mère. Il culpabilise très vite lorsqu'il sent qu'il a déçu ses attentes (HALL et HALL, 1994 : 73). La mère veut ainsi assurer à son enfant le meilleur avenir possible dans ce système hautement compétitif et la famille n'hésitera pas à se serrer la ceinture pour permettre à celui-ci de poursuivre ses études dans un établissement réputé s'il réussit l'examen d'entrée (YODA, 2000 : 874).

En contrepartie, notons que le Japon est le seul pays d'une enquête internationale comparative où le niveau d'aspirations scolaires des parents a diminué sur une période de dix ans. Susan Holloway en concluait que la restructuration des entreprises et les défis économiques découlant de la récession des années 1990 ont modifié les espoirs des parents

pour leurs enfants (HOLLOWAY, 2010 : 152). Peut-être que la pression pesant sur les écoliers japonais afin qu'ils réussissent à tout prix à entrer dans la meilleure école disponible s'est donc affaiblie.

Quoi qu'il en soit, on considère que, même sans devenir une *kyoiku-mama*, la mère japonaise est responsable de l'éducation de son enfant et cela se manifeste de multiples façons. Il faut qu'elle soit présente aux rencontres des comités de parents (PTA) qui se déroulent pendant la journée, ce qui est impossible pour les mères ayant un horaire de travail régulier. Il faut aussi préparer un nombre considérable de fournitures faites à la maison. Finalement, la mère doit participer aux activités scolaires et aider son enfant à faire ses devoirs, qui sont souvent impossibles à comprendre sans l'aide d'un adulte (IMAMURA, 1990 : 16).

Bébé de prix

Pour réussir les examens d'entrée des écoles les plus prestigieuses, les parents japonais n'hésitent pas à consacrer une large part de leur revenu à la fréquentation d'une école « supplémentaire ». Depuis que la semaine des étudiants japonais est passée de six à cinq jours et demi au milieu des années 1990, le nombre des *juku* semble avoir augmenté, comblant l'espace libéré par ces heures de cours (RETHERFORD et autres, 2001 : 98). D'après l'Institut de recherche en éducation Benesse, en

2008, 37 % des enfants du primaire fréquentaient une *juku*, ce qui représente un investissement de 142 000 yens (environ 1 700 $) par année pour leurs parents, alors que 43 % des collégiens, à raison de 246 000 yens (3 000 $) chacun par année, étaient dans la même situation. Finalement, 25 % des lycéens s'y préparaient pour l'université, avec une moyenne d'investissement de 224 000 yens (2 600 $) par année, ce qui représente un montant considérable à ajouter aux frais de scolarité de base. Au Japon, l'éducation représente en moyenne 22 % du revenu annuel des parents (HOLLOWAY, 2010 : 151).

Image 2 – Affiche d'une *juku* de Kyoto

Cette école accueille des enfants de trois à douze ans (photo de Valérie Harvey, 2010).

Les bourses pour aider la famille à assumer les coûts d'une éducation ordinaire, sans compter les frais associés à la fréquentation d'une *juku*, sont presque inexistantes. Le Japon est d'ailleurs un des pays de l'OCDE qui investit le moins en éducation, soit un maigre 4,8 % du PIB, alors que le Québec y consacre presque le double, soit 7,6 % (MELS, 2010), comparables aux 7,4 % des États-Unis (HOLLOWAY, 2010 : 192).

Dans un sondage demandant aux parents quels étaient les avantages et désavantages d'avoir des enfants, le stress relié à la réussite et à l'éducation de leurs enfants comptait parmi les facteurs les plus décourageants (RETHERFORD et autres, 2001 : 98). Les frais reliés à l'éducation semblent donc avoir augmenté considérablement ce qu'il en coûte pour élever un enfant et peuvent avoir favorisé la dénatalité (RETHERFORD et autres, 2005 : 15).

Le coût de l'éducation a été évoqué comme frein au nombre d'enfants par l'une des femmes que j'ai rencontrées. Sumire-AE a mentionné qu'elle aurait aimé avoir plus de trois enfants, mais que ça coûte très cher de les envoyer aux différentes écoles, en plus de devoir payer pour des cours supplémentaires, comme les *juku* ou les cours particuliers de piano et d'anglais.

Éducation pastel

Les parents japonais souhaitent pour leurs filles une éducation pouvant leur permettre d'être autonomes : idéalement une compétence professionnelle qui

pourra leur servir pendant toute leur vie (IMAMURA, 1990 : 15). La proportion des jeunes femmes de 25 à 29 ans ayant atteint un niveau d'études supérieur au collégial est passée de 10 % en 1970 à près de 51 % en 2000 (BUMPASS et autres, 2009 : 216). Mais peu de parents japonais s'attendent à ce que leur fille continue d'avoir le même travail après la naissance d'un enfant, ce qui va de pair avec le point de vue des entreprises qui considèrent toujours que leur personnel féminin quittera le marché du travail à leur mariage ou, au plus tard, à la venue d'un enfant (HOLLOWAY, 2010 : 202).

Dû aux coûts très élevés de l'éducation, il semble que les attentes envers une fille soient moins élevées que celles envers un garçon, puisque ce dernier devra vraisemblablement devenir le soutien financier principal d'un ménage. Une fille peut pour sa part compter sur un bon mariage pour assurer son avenir. C'est pourquoi les mères ont généralement des aspirations supérieures pour leur fils que pour leur fille (HOLLOWAY, 2010 : 152).

Depuis 1989, le nombre de femmes ayant des diplômes postsecondaires a surpassé le nombre d'hommes, mais ces statistiques doivent être décortiquées selon le type d'éducation pour être significatives (KAMEDA, 1995 : 111). Après le collège, les jeunes filles semblent plutôt s'orienter vers des écoles spécialisées, vers le cycle universitaire court de deux ans ou vers des établissements dédiés à la culture ou à l'éducation (HOLLOWAY, 2010 : 192 ;

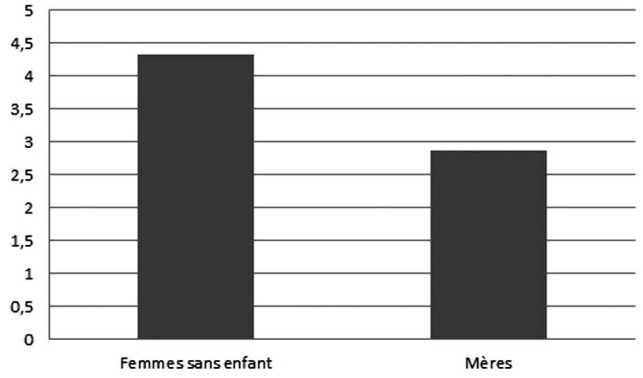
HARA, 1995 : 105). En 2004, le tiers des Japonaises s'inscrivait au cycle long, comparé à la moitié des Japonais. Parmi ces étudiantes universitaires, 30 % étudiaient la littérature et l'art, alors que seuls 10 % des hommes choisissaient les mêmes disciplines. Seulement 5 % des étudiantes s'orientaient vers des études d'ingénierie, comparés à 30 % des hommes (HOLLOWAY, 2010 : 147).

Même si les jeunes femmes peuvent maintenant accéder à l'université et y étudier le métier de leur choix, pourvu que leurs parents en aient les moyens et acceptent de les financer, l'OCDE dresse un portrait plutôt sombre de l'avenir des femmes japonaises ayant un haut niveau d'études : « Le parcours éducatif se révèle donc très utile pour aider les femmes à trouver un emploi, sauf au Japon et en Corée, où les femmes ont rattrapé les hommes en termes de niveau d'études, mais pas en termes de débouchés professionnels » (OCDE, 2007 : 60). Les statistiques tendent à confirmer ce constat puisque les femmes diplômées universitaires de 35 à 50 ans ont 30 % moins de chances que les hommes d'accéder à un poste de gestion à temps plein (REBICK, 1995 : 88). Elles restent confinées aux postes les plus bas de la hiérarchie et représentent seulement 1,7 % des chefs de service des entreprises (BERNIER, 2009 : 189).

J'ai rencontré un petit nombre de femmes, mais j'ai remarqué que dans mon échantillon celles qui n'avaient pas d'enfant possédaient davantage d'années d'études (4,3) que les femmes avec des

enfants (2,9), comme on peut le voir au graphique 10. Pour calculer le niveau moyen d'éducation, j'ai évalué que celles qui possédaient un diplôme du lycée (*kôkô*) avaient un niveau zéro d'études supérieures même si, au Québec, cela équivaut à une année de collégial. Pour celles qui déclaraient avoir fait un cycle universitaire court (*tanki daigaku*) ou une école spécialisée (*senmon gakkô*), j'ai calculé deux années d'études supérieures. Finalement, j'ai demandé à celles qui avaient plutôt opté après le lycée pour un cycle universitaire long, le nombre d'années d'études que cela signifiait et j'ai indiqué leur réponse (qui varie entre quatre ans pour un baccalauréat et six ans pour une maîtrise).

Graphique 10 – Niveau moyen d'éducation des femmes rencontrées



Les domaines d'études varient également considérablement. Chez les femmes non mariées, j'ai rencontré trois vétérinaires (ce qui nécessite une

maîtrise), une avocate (maîtrise), une diplômée en beaux-arts et une autre en psychologie. Parmi les mères, aucune n'avait effectué six années d'études supérieures (maîtrise), mais parmi celles qui avaient choisi le cycle universitaire long, j'ai rencontré deux professeures de musique, une pharmacienne, une spécialiste de l'administration des affaires et une diplômée en assistance sociale.

Femme d'affaires solitaire

Les femmes qui choisissent tout de même d'étudier longtemps pour, par exemple, faire une maîtrise et devenir pharmacienne ou vétérinaire entreront sur le marché du travail plus tardivement que les autres. Elles doivent également prendre le temps de trouver un bon emploi, ce qui pourrait être plus difficile pour elles que pour un homme dans la même situation. L'éducation, particulièrement de longues études universitaires, tend à être un facteur déterminant dans le report du mariage, et donc dans une fécondité plus basse (BUMPASS et autres, 2009 : 227). En moyenne, une femme possédant un diplôme universitaire se marie trois ans et demi plus tard que celle n'ayant qu'un diplôme collégial. Le taux de célibataires augmente également d'environ 5 % dans cette tranche de la population féminine (RETHERFORD et autres, 2001 : 72).

Inversement, un homme diplômé d'un cycle long universitaire a moins de chance d'être célibataire que

celui qui possède une éducation inférieure. Plus un homme est éduqué, plus il a de choix de futures épouses, car ses perspectives professionnelles sont meilleures. Ces hommes préfèrent généralement marier une femme légèrement moins éduquée qu'eux et les femmes préfèrent également les hommes plus diplômés qu'elles, ce qui crée une situation problématique pour les femmes hautement scolarisées, qui trouvent difficilement un partenaire (RETHERFORD et autres, 2005 : 9).

Finalement, mentionnons qu'une femme diplômée qui se marie et désire avoir des enfants aura de la difficulté à conserver son poste, en raison des conditions de travail extrêmement exigeantes au Japon, comme nous le verrons au prochain chapitre. « Le coût général pour avoir un enfant » est calculé non seulement selon les frais reliés à celui-ci, mais également en tenant compte de la réduction des possibilités d'avancement professionnel des parents et du ralentissement dans la hausse de leur revenu. Ce coût est plus élevé pour la femme très scolarisée, car elle gagne un meilleur salaire qu'une autre ayant un diplôme inférieur, et elle sera mise devant un choix difficile quant à la poursuite de sa carrière (LEE et autres, 2009 : 351).

En moyenne, les mères rencontrées se sont mariées autour de 26 ans. Si elles avaient voulu étudier à l'université, cela leur aurait laissé fort peu de temps entre les études et le mariage, puisque les quatre années universitaires se terminent autour de

23 ou 24 ans. D'ailleurs, les femmes sans enfant qui ont obtenu une maîtrise n'ont pas hésité à me dire que cela a pu nuire à leur fécondité :

> [Rindo-SE] Comme je devais tout le temps étudier pour réussir l'examen du barreau, je ne pouvais élever des enfants en même temps.[1]

> [Tsutsuji-SE] Eh bien, comme mon diplôme requiert six ans d'études, je suis sortie de l'université plus tard que pour un cursus normal. J'ai commencé à travailler plus tard. Et puis lorsque j'ai commencé ce travail, je ne pouvais rien faire par moi-même, et ce n'est qu'après de longues années que j'ai constaté un progrès et ressenti que le monde s'ouvrait à moi. Mais dans la plupart des cas, au Japon, c'est la femme qui doit s'occuper des enfants, de leur éducation. Et durant cette période, il est fréquent qu'elle doive arrêter de travailler. C'est difficile.[2]

Tsutsuji-SE fait ici référence à la responsabilité, assumée par la mère, du succès de l'enfant à l'école.

---

1. (司法試験のために)ずっと勉強してたので、両立が不可能でした。
2. やっぱり、大学(の課程)が6年で、社会に出るのが普通の人よりも遅かったんですよね。で、今の仕事も、最初は何も出来なくて、何年かしてやっと自分で出来るようになって（から初めて）、世界が開けていくような(1人前になれるような）仕事なので。子どもを持つと、大体日本では女性が子育てをしなくてはいけないので、やっはりその（子育ての）時期は、仕事を抜けなきゃいけないというので、やっぱり難しい。

Elle serait prête à avoir des enfants maintenant, mais elle ne l'était pas immédiatement après ses études. Cependant, elle est également consciente qu'avec sa carrière, il lui sera presque impossible de concilier travail et famille. Le marché du travail semble d'ailleurs prendre une grande place dans le discours des femmes sans enfant interviewées. C'est pourquoi le chapitre *Oui, Chef !* s'y consacre plus en détail.

CHAPITRE 5

Oui, Chef !

Le modèle des entreprises japonaises a été beaucoup étudié et d'autres pays ont tenté de l'appliquer. Dans l'un de mes cours en organisation du travail à l'université, je me souviens qu'un chapitre entier exposait les particularités du modèle japonais, issu de la tradition confucianiste et de la loyauté à la maisonnée (*ie*), tel que je l'ai présenté au chapitre *Bébé zen en Asie*. Ce système fonctionne dans les grandes compagnies, mais il est difficilement transposable aux petites et moyennes entreprises (BERNIER, 2009 : 14-15). Il reste qu'il a marqué le monde du travail et qu'il a changé les possibilités de l'organisation au sein de l'entreprise.

Le modèle japonais a souffert lui aussi de la crise économique à la suite du choc pétrolier des années 1970 et a dû faire certaines concessions. On a engagé moins de diplômés et on a offert d'autres types d'emploi pour combler les besoins temporaires de travailleurs. Les femmes et les jeunes ont été les premiers touchés par les restructurations. La crise

financière de 2008 et son lot de mises à pied n'ont pas aidé les femmes à obtenir de meilleurs postes, on s'en doute.

Vaillants Japonais

Le processus d'embauche idéal dans les emplois de type « régulier » se définit ainsi : les entreprises cherchent et engagent le nouveau diplômé japonais, qui sort généralement d'une université reconnue. On lui propose une large gamme d'avantages sociaux dont lui et sa famille bénéficieront : parfois une résidence corporative, des services médicaux exclusifs aux employés, des assurances, en plus de congés et de la possibilité d'un emploi à vie. L'entreprise s'engage à poursuivre sa formation pour l'aider à s'intégrer à son milieu de travail et lui explique la grille des hausses de salaire. Dans les premières années au sein d'une entreprise, les promotions sont principalement basées sur l'ancienneté et, dans une moindre mesure, sur la fidélité et le dévouement à l'entreprise ainsi que sur la qualité des liens interpersonnels entretenus avec les autres employés : « Pendant les premières années, ni les connaissances ni les performances individuelles ne seront prises en considération » (HALL et HALL, 1994 : 105). Ce n'est qu'après une dizaine d'années de fidélité à l'entreprise que les promotions deviennent plus sélectives et basées sur la performance.

Évidemment, ce type d'emploi n'a jamais été le lot de la population japonaise dans son entièreté. Mais pendant les *Golden Years* à la suite de la Seconde Guerre mondiale, les grandes compagnies japonaises eurent besoin de plusieurs employés hautement qualifiés et c'est ainsi que la réputation du modèle japonais s'établit dans le monde. Le niveau de vie de la population augmenta rapidement, grâce aux multiples avantages de ces emplois permanents, qui furent alors plus nombreux (YU, 2005 : 696).

Cependant, l'emploi de type régulier n'a pas que des avantages. En contrepartie de la sécurité d'emploi, la compagnie exige de l'employé un dévouement exemplaire et il est très difficile de s'absenter, à moins de raisons majeures. Ce n'est qu'en 1992 que le gouvernement japonais a ramené la semaine régulière de travail de 48 à 40 heures (RETHERFORD et OGAWA, 2005 : 30). Pour la plupart des employés, cela n'a pas signifié grand-chose puisque leur nombre d'heures supplémentaires non payées a alors augmenté (OCDE, 2007 : 204). Il est en effet courant d'effectuer ce qu'on appelle des *sâbisu zangyô*, littéralement des « heures de service ». L'employé régulier travaille souvent le samedi, n'ayant que le dimanche de congé. Les jours de vacances restent non utilisés (OCDE, 2007 : 211). À plus forte raison, lorsque la situation économique est difficile, les employés sont mis à contribution pour permettre à l'entreprise de garder la tête hors de l'eau, ce qui se traduit pour les travailleurs par

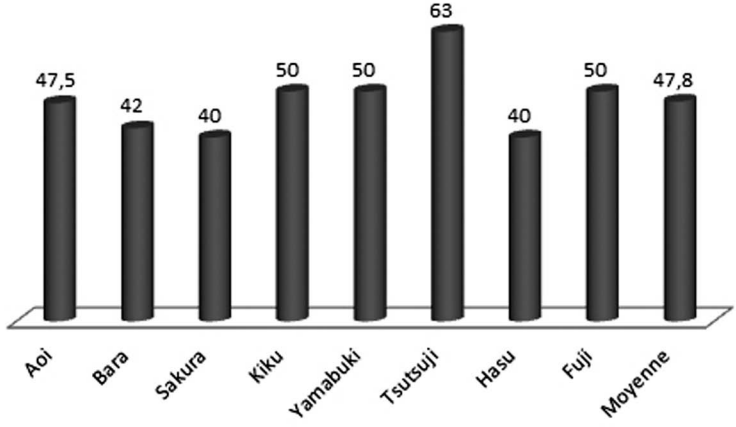
des journées de plus de 15 heures pendant des semaines, pouvant aller jusqu'à 60 ou même 100 heures par semaine dans les cas extrêmes. Le Japon est d'ailleurs le seul pays au monde qui collige des statistiques pour cause de « mort par excès de travail » (*karoshi*) (BERNIER, 2009 : 142).

Les entreprises durent cependant s'adapter à un monde de plus en plus globalisé, à la compétition directe des voisins asiatiques, ainsi qu'à une sévère récession qui restreignait considérablement les possibilités d'emploi à vie. On a donc créé dans les années 1990 deux types d'emplois temporaires, le contrat limité dans le temps (*keiyaku*) et le contrat octroyé par une agence de placement (*haken*). Évidemment, ces types d'emplois offrent peu d'avantages sociaux et une période de travail garantie limitée. Aujourd'hui, la plupart des employés temporaires sont des jeunes âgés de 15 à 34 ans (61 %). Certains d'entre eux vont d'ailleurs de contrat en contrat. Ces *freeters*, tels qu'on les surnomme, voient leur perspective d'avenir se détériorer avec les années parce que les entreprises préfèrent embaucher de nouveaux diplômés (BUMPASS et autres, 2009 : 217).

Pratiquement toutes les femmes sans enfant que j'ai rencontrées avaient un emploi, sauf une alors aux études qui était stagiaire dans un bureau d'avocat. Mais comme le graphique 11 le montre bien, le nombre d'heures de travail par semaine de ces femmes ressemble beaucoup à la semaine

« normale » d'un homme salarié au Japon, et encore ! je n'ai pas ajouté les heures supplémentaires « occasionnelles » dont ces femmes ont parlé, car ce nombre variait de semaine en semaine. La moyenne est tout de même de 47,8 heures : « [Fuji-SE] C'est assez long... Environ 50 heures par semaine. Et je suis parmi les mieux loties ![1] »

Graphique 11 – Nombre d'heures de travail par semaine des femmes sans enfant rencontrées



Les femmes mariées avec des enfants, au contraire, n'occupaient aucun emploi extérieur. Trois d'entre elles travaillaient quelques heures par semaine, mais pour aider à l'entreprise de leur mari et elles estimaient faire environ trois heures par semaine.

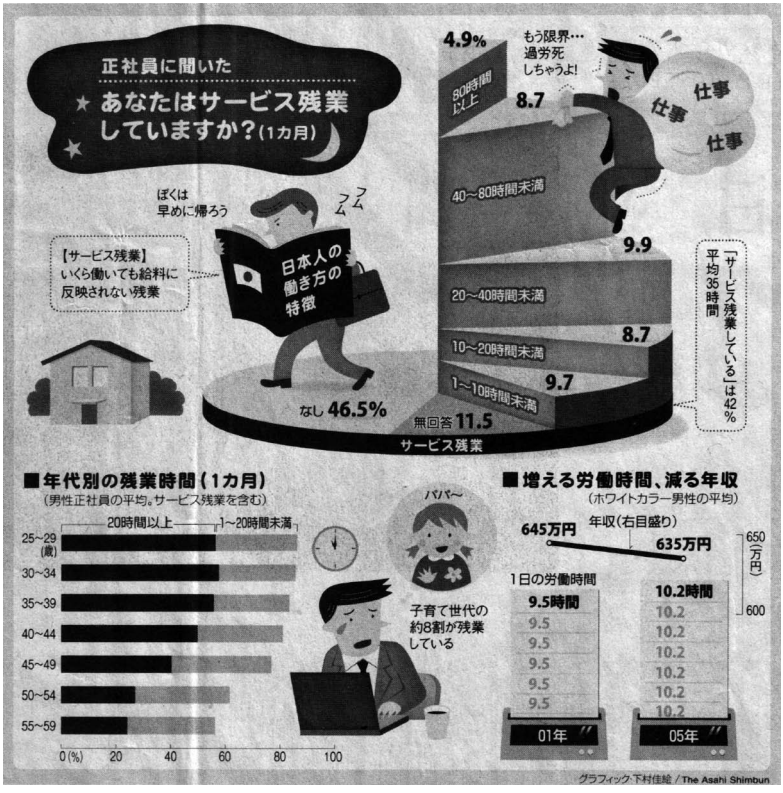
1. 結構長い。50時間くらいかな。これでも短いほうなのよ！

Pendant mon séjour au Japon, une femme à qui j'enseignais le français m'avait apporté un extrait de journal qui décrivait la situation. Je reproduis cette image telle quelle, sans traduction, car les dessins permettant de « comprendre » ce dont on parle. C'est une caractéristique japonaise : même dans des contextes graves et sérieux, on trouve souvent le moyen d'inclure des éléments graphiques cocasses qui parlent d'eux-mêmes. Cet extrait du journal *Asahi Shimbun* du 1er octobre 2006 (graphique 12) représente une enquête basée sur les statistiques gouvernementales qui révélait que plus de 42 % des travailleurs effectuaient des heures supplémentaires non payées. Parmi ces travailleurs, on comptait une forte proportion de jeunes papas, puisque 80 % des pères font plus de 20 heures supplémentaires par mois. Une autre étude confirme que 23 % des pères dans la trentaine travaillent plus de quatre heures supplémentaires par jour, ce qui leur fait des semaines de 60 heures, sans compter les temps de transport (RETHERFORD et OGAWA, 2005 : 35). La situation économique ne semble pas améliorer les choses, puisqu'en quatre ans, le salaire mensuel est passé, pour environ dix heures de travail, de 645 000 yens en 2001 (9,2 heures) à 635 000 yens en 2005 (10,2 heures).

L'emploi régulier n'est donc pas le type de travail qui permet de faire la rencontre de son futur conjoint, ni d'avoir une vie familiale aisée, surtout si les deux époux se trouvent dans cette situation.

De son côté, l'employé ou l'employée qui travaille à contrat n'est pas dans une situation financière avantageuse et stable pour fonder une famille (BUMPASS et autres, 2009 : 219). Voilà des réalités qui obligent à retarder la venue d'un enfant même quand le désir est là.

Graphique 12 – La pression qui pèse sur les travailleurs à temps plein se poursuit-elle ?
増え続ける正社員の負担、耐えられますか。



Source : *The Asahi Shimbun*, 1er octobre 2006, page 35.

Les fleurs du bureau

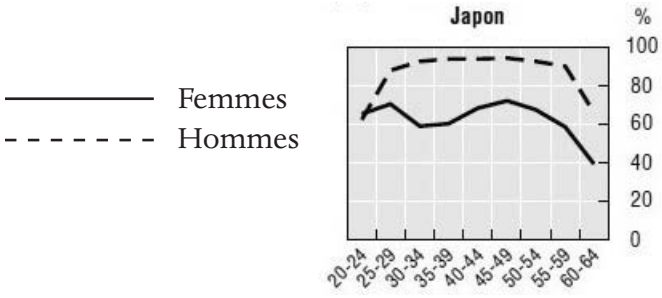
Comme les emplois de type permanent ne sont pas toujours très attrayants et que les entreprises ont eu besoin de main-d'œuvre dans les années 1980, les grandes compagnies ont créé un nouveau type d'emploi, principalement réservé aux femmes : la « branche secondaire ». Cette dernière offrait un horaire allégé et flexible, avec beaucoup moins d'heures supplémentaires et de responsabilités, mais aussi avec moins de possibilités d'avancement (BERNIER, 2009 : 139). Ce type d'emploi plus souple s'est raréfié dans les années 1990, lorsqu'il y a eu un surplus d'hommes diplômés. Cette voie alternative semble maintenant avoir presque disparu et l'on remarque que les femmes employées à titre « régulier » sont moins nombreuses en 2007 qu'elles ne l'étaient en 1992 (HOLLOWAY, 2010 : 209).

Actuellement, plusieurs femmes sont des employées non régulières, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas couvertes par la convention collective. Elles sont plutôt sous contrat renouvelable, avec un salaire moins élevé que les employés réguliers. Selon les données du Statistics Bureau japonais de 2006, dont rend compte le rapport *Bébés et employeurs* de l'OCDE, « [environ] 75 % de la main-d'œuvre japonaise et plus de 85 % des hommes actifs sont des employés dits réguliers tandis que 65 % des travailleurs non réguliers sont des femmes au Japon » (OCDE, 2007 : 207).

En quoi consistent les emplois des femmes âgées de 20 à 30 ans ? Dans une large part, on parle pour ces jeunes femmes d'un poste de OL, soit *office lady*. Elles effectuent des tâches simples et répétitives qui aident les employés réguliers (majoritairement masculins) à remplir leur mandat : « Les OL s'occupent de tâches peu spécialisées, comme classer des dossiers, faire des photocopies ou servir le thé » (BERNIER, 2009 : 139). Ce n'est, bien entendu, pas un poste où l'on fait une longue carrière puisque l'employeur s'attend généralement à ce que l'*office lady* quitte cet emploi à son mariage ou à la venue du premier enfant. Cette façon de faire est encore la norme au Japon, puisque ce pays est l'un des seuls parmi les 30 démocraties étudiées par l'OCDE qui présentent toujours, en 2005, une courbe d'évolution du taux d'emploi selon l'âge en forme de M pour les femmes, comme on peut le voir sur le graphique 13 (OCDE, 2007 : 58). Cela signifie que, même si le taux d'emploi des femmes de 20 à 30 ans est élevé et ne cesse d'augmenter, se situant autour de 70 % en 2007 (KEIZAI KOHO CENTER, 2010 :83), 40 % des femmes se retirent encore à la naissance du premier enfant, puis retournent sur le marché du travail entre 40 et 50 ans (BERNIER, 2009 : 183). Seulement 22 % des mères ayant un enfant d'âge préscolaire continuent d'exercer l'emploi qu'elles occupaient avant sa venue au monde (HOLLOWAY, 2010 : 172).

Lorsque ces mères retournent sur le marché du travail ou lorsqu'elles décident de travailler en

Graphique 13 – Évolution du taux d'emploi selon l'âge, hommes et femmes, Japon



Source : OCDE, *Bébés et employeurs*, 2007, page 58.

même temps qu'elles prennent soin de leur jeune enfant, elles choisissent (ou n'ont souvent d'autre choix) d'occuper un emploi à temps partiel pour réussir à concilier travail et famille. Il est difficile de revenir dans le parcours professionnel régulier après un arrêt de travail, puisque les entreprises privilégient les nouveaux diplômés, qui sont plus faciles à modeler selon les normes de la compagnie. Un sondage gouvernemental a révélé en 2001 que, malgré des lois interdisant la discrimination par l'âge, près de 90 % des entreprises établissaient un âge limite d'embauche (HOLLOWAY, 2010 : 177).

J'ai parlé avec les femmes de la conciliation travail-famille et de la possibilité ou non de continuer à faire le même travail quand on a un enfant. La plupart des femmes sans enfant ont déclaré que l'employeur ne proposait aucune mesure ou que celles mises en place étaient insuffisantes. D'autres

ont carrément dit qu'on les inciterait plutôt à arrêter de travailler :

> [Rindo-SE] Je voulais devenir avocate et j'ai étudié pour cela. C'était mon choix. Maintenant, si je ne peux concilier travail et famille, je serais prête à quitter l'entreprise qui m'emploie actuellement.[2]

> [Tsutsuji-SE] En général, les vétérinaires sont encore majoritairement des hommes, même si le nombre de femmes augmente sans cesse. À l'université, il y a environ moitié-moitié d'hommes et de femmes, mais après 30 ans, la plupart des femmes vétérinaires cessent de travailler. Un homme vétérinaire qui travaille et a des enfants, c'est possible. Mais la plupart des femmes vétérinaires qui se marient, puis ont des enfants, vont arrêter de travailler.[3]

> [Fuji-SE] Il n'y en a pas. Une personne qui fait mon travail, quand elle a des enfants, je crois qu'elle démissionne.[4]

---

2. 私が弁護士になるために勉強したのは、自分の人生を選択するためなので、もし、そういうこと(両立)を考慮してくれなければ、『(勤務先を)辞める』くらいの感じです。
3. だいたい『獣医』（という仕事をやってる人）は、まあ、女の人もだんだん増えてきてるんですけど、もともとは男の人（の数）が多い仕事。女の人も、大学（の獣医学部）では、半々くらい（１：１の比率で）女性と男性なんですけど、やっぱり30歳を越えてくると、女の人はみんな（獣医を）辞めてしまう。男性の人（獣医）は子どもがいて働いて、女性（の獣医）は大体みんな、結婚したりとか子どもが出来ると（獣医を）辞めてしまうことが多い。
4. いません。同じ仕事の人は、子どもが出来たら多分（仕事を）辞めてる。

Le plus intéressant est que ce problème a aussi été mentionné par les femmes qui ont eu des enfants et qui ont dû arrêter le travail, faute de conciliation possible.

> [Yuri-AE] Lorsque j'étais enceinte du premier, je travaillais, mais… En fait, les enfants et le travail sont inconciliables. C'était tout simplement impossible alors j'ai arrêté de travailler et je me suis dit que je me consacrerais à mes enfants.[5]

> [Ume-AE] Pas du tout. Absolument pas. Alors quand mon plus jeune a eu trois ans, j'ai dû démissionner. S'il était malade, on me demandait pourquoi je prenais un jour de congé. Mon employeur ne pouvait pas me dire : « Démissionne ! » ni me mettre dehors, mais je sentais une pression constante. Ça commençait à poser problème, alors j'ai démissionné.[6]

Au Japon, 20 % des emplois sont à temps partiel. Seulement 10 % des hommes occupent ce genre de poste, ce qui influence le résultat du taux d'activité

---

5. 子どもが生まれるまでは、1人目の時は妊娠中も働いてたんですけど、（実際に子どもを持つと、生まれると、やはり仕事との両立は、私はやはり無理、不可能なので、仕事は辞めて育児に専念しようと思った。
6. ないです。全然ないです。だから、（下の子が）3歳（の時）で（自分の仕事を）辞めたのも、一番下の子が入院をしたら、どうしても仕事を休まなくてはならなくなったりして、（雇用主から）『辞めろ』とは（直接に）言われないけれども、暗黙のプレッシャーみたいなのを感じて、まあ自分も迷惑をかけたらなあ、と思って、辞めました。

des femmes : 33 % d'entre elles travaillent à temps partiel (KEIZAI KOHO CENTER, 2010 :83). Il est évident que ce genre d'emploi est précaire et n'offre aucune sécurité. De plus, les salaires sont très bas. En 2000, les employées à temps partiel gagnaient 67 % du salaire de leurs collègues féminines dans des emplois réguliers, et seulement 44 % du salaire des hommes occupant des postes permanents (HOLLOWAY, 2010 : 172).

En moyenne, les femmes gagnaient 61,5 % du salaire des hommes au Japon en 1992, ce qui est dû au système à deux voies des entreprises, au grand nombre de femmes occupant des emplois à temps partiel, à l'arrêt de travail effectué par une bonne partie des nouvelles épouses ou des mères et à la discrimination (BERNIER, 2009 : 189). À titre comparatif, soulignons qu'en 1996, les femmes québécoises gagnaient en moyenne 61,2 % du salaire moyen des hommes, alors qu'en 2008, le pourcentage s'élevait à 71,8 % (ISQ, 2011). L'écart entre les revenus au Québec est sans doute dû à des facteurs différents de ceux rencontrés au Japon, mais il reste que l'égalité salariale n'est toujours pas une réalité, ici comme là-bas.

Parmi les changements à apporter pour rendre le travail et la famille conciliables, certaines femmes montrent du doigt le manque de garderies et leurs heures d'ouverture, qui ne conviennent pas à des mères qui travaillent. Elles aimeraient aussi pouvoir compter sur leur famille. Les gens plus âgés

pourraient prendre soin des enfants, comme auparavant :

> [Yuri-AE] Il faut que ce soit possible d'avoir des enfants, il faut un milieu de garde approprié et c'est difficile à trouver. Par exemple, si le grand-père ou la grand-mère est présent et qu'on peut faire un échange de service (qu'ils gardent les enfants), c'est peut-être plus facile. Mais si l'on n'a pas cette possibilité, ça devient très dur, voire impossible. Pour une femme, ça devient difficile de travailler en même temps.[7]
>
> [Bara-SE] Le fait de ne peut-être pas avoir d'enfant dépend d'abord de la situation économique, mais aussi du contexte professionnel, selon que le patron est compréhensif ou pas et nous permet de concilier travail et famille... Il faut se tourner vers le jardin d'enfants et la garderie, quelque chose comme ça, donc avoir une possibilité de faire garder l'enfant, par exemple en ayant une grand-mère ou un grand-père disponible qui vit avec nous, ce qui n'est pas mon cas... Pour toutes ces raisons...[8]

---

7. 子どもが出来たとしても、預けにくい環境だし。たとえば近くにおじいちゃんおばあちゃんがいたなら、まあ、お互い（予定が）合えば、預けることが可能かもしれないけれども、そうじゃなかったら預けることもやっぱりまあ難しくなって来ているし・・・女性が働きにくい環境ではあると思います。
8. 『子どもを持たないかもしれない』ということに対しては、まあ、本当に『経済的な理由』と、あと、さっき出て来た(仕事の)上司が、仕事と家庭の両立に関する理解がまだちょっと整ってないこと、あと、まあ、その上司もそうだし、幼

Le père absent

Pratiquement tous les livres et les articles scientifiques consacrés à la dénatalité japonaise parlent de la division des tâches domestiques. Même le gouvernement du Japon en fait mention dans un document officiel de 2009 intitulé *Introduction to the Revised Child Care and Family Care Leave Law* où l'on souligne que les pères sont beaucoup moins impliqués aux niveaux familial et domestique que les mères. En fait, depuis 2002 et le plan *Measures to Cope with a Fewer Number of Children Plus One*, l'État japonais montre du doigt le rôle non assumé du père comme une raison importante du déclin de la fécondité au Japon, ce que d'autres études confirment (RETHERFORD et OGAWA, 2005 : 32). Un rapport faisant la révision des mesures natalistes publié en 2009 y revient : on présente la tension liée à un mauvais partage des tâches au sein du couple comme un frein à la fécondité (Ministry of Health, Labour and Welfare of Japan, 2009 :8 ; OCDE, 2007 :13).

On pourrait penser que le peu d'implication des pères à la maison est lié à leur charge de travail excessive, d'autant plus que le rapport de l'OCDE mentionne que le nombre d'heures de travail a

---

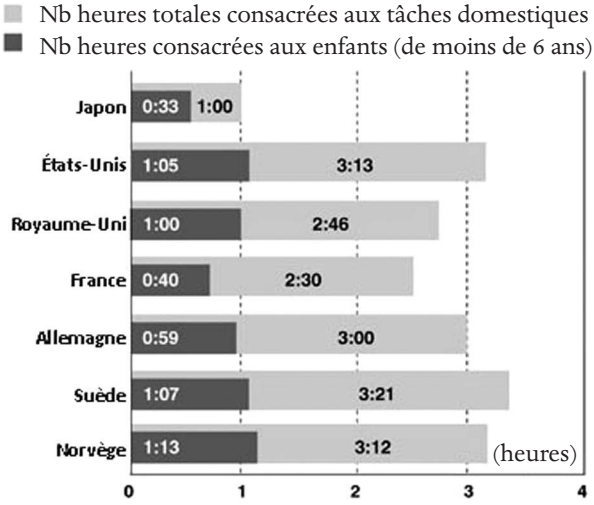
稚園とか保育園とか、そういった、子どもを預けることが出来る施設も足りてないし、子どもを(自分の)代わりに育ててくれるおばあちゃんやおじいちゃんも一緒に住んでないし、なんか、いろんな理由があって・・・

tendance à augmenter pour les nouveaux pères (OCDE, 2007 : 15). Les heures supplémentaires ne sont pas toujours des moments passés au bureau devant l'ordinateur, mais peuvent également être des « moments de socialisation obligatoires » entre collègues. C'est souvent dans ces réunions informelles après le travail que les vraies décisions sont prises. L'entreprise ne s'attend pas à ce qu'un homme doive rentrer à la maison pour être avec sa famille puisque, s'il a des enfants, sa femme peut s'en occuper (YODA, 2000 : 891).

Le plus haut bureau du gouvernement japonais, le Cabinet Office, a publié en 2001 un rapport qui compare la situation des hommes et des femmes ayant de jeunes enfants et travaillant à temps plein. Les hommes s'adonnent aux tâches ménagères un court cinq minutes par jour, alors qu'une femme dans la même situation y passe trois heures et demie. Dans la population générale, les femmes japonaises consacrent presque 30 heures par semaine aux tâches ménagères, contrairement à une moyenne de 2,5 heures pour les hommes, ce qui inclut un 30 % d'hommes qui n'en font aucune (BUMPASS et autres, 2009 : 221). Les pères ne consacrent qu'une demi-heure au soin des enfants, contre quatre heures pour la mère travaillant à temps plein (REBICK et TAKENAKA, 2006 :8).

Ces statistiques confirment que les femmes travaillant à temps plein sont encore les principales responsables de la gestion de la résidence et de la

Graphique 14 – Nombre d'heures par jour consacré par les pères aux tâches domestiques et au soin des enfants, pays choisis



Source : Eurostat ; Bureau of Labor Statistics of the U.S. ; Ministry of Internal Affairs and Communications, Japon, 2009.

famille. Elles doivent réussir à accomplir leurs tâches domestiques et familiales tout en occupant un emploi, en plus d'avoir le temps de récupérer leur enfant à la garderie. Ce partage inégal des tâches rend la conciliation travail-famille extrêmement difficile et fort peu de femmes peuvent (et veulent) reprendre un travail régulier après l'arrivée d'un enfant (HOLLOWAY, 2010 : 178 ; BUMPASS et autres, 2009 : 220 ; OCDE, 2007 : 40 ; JOLIVET, 1993 : 63) : « Celles qui exercent un métier qu'elles veulent conserver (médecin, infirmière, enseignante, etc.) ont un

maintien au travail plus élevé. Néanmoins, une bonne partie des femmes qui continuent de travailler le font à temps partiel » (BERNIER, 2009 : 184).

La charge de travail d'une femme occupant un emploi de 42 heures ou plus par semaine, à laquelle s'ajoutent les tâches domestiques, est de 73 heures par semaine, et cela avant même que le soin des enfants soit ajouté à ces données. Finalement, les statistiques indiquent qu'une femme qui travaille réduira d'environ huit heures le temps consacré aux tâches ménagères, mais que la plupart des maris n'augmenteront pas leur contribution aux tâches domestiques en conséquence (BUMPASS et autres, 2009 : 222).

Non seulement il est presque impossible de concilier un travail à temps plein et le soin d'une famille, mais, financièrement, il n'est pas avantageux d'avoir deux personnes occupant un emploi régulier dans un seul ménage. Lorsque les épouses gagnent moins du tiers du salaire de leur mari, elles n'ont pas à payer de cotisations de sécurité sociale et l'imposition est beaucoup moins élevée dans ce genre de famille (HIRAYAMA et IZUHARA, 2008 : 647 ; OCDE, 2007 : 208). Le fait que l'État considère toujours la famille comme une unité et impose des pénalités aux familles à deux revenus décourage la femme qui a un revenu moyen, car elle peut avoir de meilleures conditions en arrêtant tout simplement de travailler (HOLLOWAY, 2010 : 196 ; HIRAYAMA et IZUHARA, 2008 : 647).

La plupart des femmes japonaises n'attendent pas de leur mari qu'il participe activement aux tâches ménagères, mais souhaiteraient une plus forte implication auprès des enfants (HOLLOWAY, 2010 : 203). Pourtant, pendant leur jour de congé, soit le dimanche pour les employés réguliers, les pères ne passent pas nécessairement plus de temps avec les enfants. Ils ont souvent des activités de loisir prévues, comme le golf ou le base-ball (HOLLOWAY, 2010 : 97-98 ; JOLIVET, 1993 : 38).

Plus le père consacre de temps au soin des enfants et de la maison, plus grandes sont les chances que le couple ait d'autres enfants (Ministry of Health, Labour and Welfare of Japan, 2009 :20). Il est également prouvé qu'une jeune femme célibataire ayant eu un père impliqué dans les tâches familiales et domestiques manifestera plus tôt le désir de se marier et d'avoir des enfants, parce qu'elle aura une meilleure opinion du mariage (RETHERFORD et autres, 2001 : 93). Au contraire, une femme ayant eu pour exemple un père peu impliqué, comme c'est encore la norme, hésitera plus longtemps à accepter « l'ensemble mariage », c'est-à-dire le sacrifice de sa carrière, les soins à prodiguer au mari et aux enfants, en plus du possible soutien aux parents âgés (BUMPASS et autres, 2009 : 218 ; JOLIVET, 1993 : 221).

Même si 30 % des pères disent vouloir prendre le congé parental, le nouveau plan prévoit encourager au moins 10 % des pères à prendre leur retrait

paternel, au lieu du maigre 1,56 % actuel (Ministry of Health, Labour and Welfare of Japan, 2009 :12). Or il n'est pas facile pour un père qui le décide de prendre soin de ses enfants. D'abord, la mère n'est pas si encline à lui céder une part du congé parental (OCDE, 2007 : 24). Il y a aussi les collègues de travail qui en rajoutent avec leurs remarques moqueuses lorsqu'un père invoque des motifs familiaux pour quitter plus tôt les « 5 à 7 » obligatoires qui se terminent tard en soirée. On peut en venir à mettre en doute sa masculinité, à cause de son implication dans un monde pratiquement exclusivement féminin (REBICK et TAKENAKA, 2006 :13). Rien n'est adapté pour le père : les poussettes ont des barres trop courtes pour la taille en moyenne plus élevée des hommes et il ne peut aller changer son enfant dans les toilettes puisqu'il n'y a aucune table à langer dans celles des hommes (NAKATANI, 2006 : 103). À ces aspects pratiques s'ajoute souvent le sentiment de n'être pas à sa place : aux rencontres scolaires, il est le seul père présent (JOLIVET, 1993 : 95) ; lorsqu'il se rend à l'hôpital, il peut être questionné sur l'absence de la mère, théoriquement responsable du soin de l'enfant (NAKATANI, 2006 : 103) ; lorsqu'il se rend à la garderie, on s'interroge : mais pourquoi ce père a-t-il le temps de venir chercher son enfant ? Serait-il sans emploi ? Comme le dit un proverbe populaire : *Otoko wa shigoto, onna wa katei* (« les hommes au

travail, les femmes à la maison ») (NAKATANI, 2006 : 97).

Lors d'un récent voyage au Japon, j'ai été étonnée de constater à quel point les toilettes japonaises étaient de plus en plus adaptées aux enfants. Non seulement parce qu'on y trouve une table à langer, mais parce que chaque cabine est très souvent équipée d'un petit siège pour asseoir l'enfant, ce qui est très pratique pour la mère. On trouvait même un siège de toilette plus petit que l'enfant pouvait abaisser par-dessus le siège habituel afin d'avoir une toilette à sa taille. Le Japon est un exemple à cet égard, car les toilettes adaptées pour enfant y sont plus nombreuses qu'au Québec. Le hic, c'est que c'est seulement vrai pour les toilettes des femmes. Rien ne vaut une photo : comme on le voit sur les images 3 et 4, les pères japonais qui voudraient changer la couche de bébé doivent trouver un autre lieu… Car dans un pays où les règles comptent beaucoup, il est hors de question qu'il entre dans les toilettes des femmes.

J'ai demandé aux mères si la compagnie où travaillait leur mari avait mis en place des mesures de conciliation travail-famille, comme le gouvernement encourage les entreprises à le faire. La plupart ont dit qu'il n'y en avait pas et une femme a même souligné que cela aurait été bienvenu, car elle aurait peut-être pu continuer à travailler :

Image 3 – Toilettes au Japon

Au Japon, seules les toilettes pour femmes sont bien organisées pour les besoins des enfants (photo prise à Kyoto, Valérie Harvey, 2010).

Image 4
Toilettes au Canada
Au Canada, on trouve de plus en plus de toilettes pour hommes qui accueillent bébé (photo prise à l'aéroport de Toronto, Valérie Harvey, 2011).

> [Botan-AE] Non. En ce moment, je n'ai pas d'emploi, mais si j'en avais un, il n'y aurait aucune collaboration à ce niveau.[9]

> [Ajisai-AE] Avant, je travaillais plus, mais comme nous avons eu trois enfants, je dois m'en occuper.[10]

Même dans le cas d'une urgence, les entreprises semblent compter sur l'épouse à la maison pour s'occuper des enfants puisqu'à la question « Est-ce possible pour vous, ou votre conjoint, de quitter le travail en cas d'urgence familiale ? », Yuri-AE a répondu :

> [Yuri-AE] À vrai dire, comme je suis à la maison, il n'y a pas de problème. Mais si mon mari devait quitter le travail parce que son épouse est malade, ce serait impossible. Le plus possible, l'épouse ne doit pas être malade… C'est le travail qui vient en premier.[11]

Les autres mères interviewées ont répondu que ça serait possible, s'il y avait de bonnes raisons. Mais la plupart soulignaient que ce problème ne se posait pas vraiment, car elles étaient là pour assumer cette responsabilité.

---

9. いいえ。今、私は仕事してないんだけど、もし（私が）仕事をするとしたら、（協力は）してくれないかな。
10. 以前は、もっと働いてたんですけど、子どもがやっぱり3人で手がかかる（手間がかかる）ということで。
11. 実際、（私は）離れましたので、可能です。しかし、夫は（仕事場から離れることは）不可能です。夫は、本人の病気でない限り、不可能ですね。仕事第1ですね。

Il est donc pratiquement impossible de concilier un emploi et une famille pour une femme qui souhaite continuer à travailler. Avec si peu de possibilité de conciliation travail-famille, le problème de la natalité n'est pas sur le point d'être réglé, selon certaines des femmes interviewées :

> [Sakura-SE] Peut-être qu'à cause des coutumes japonaises, qui consistent à arrêter de travailler après le mariage ou à démissionner après avoir eu un enfant, la situation va demeurer la même…[12]

C'est difficile non seulement pour elles, mais d'après les réponses reçues, c'est également tout un défi pour le mari qui souhaiterait quitter son travail pour une urgence ou partir plus tôt pour passer du temps avec sa famille. La vision de l'entreprise qui considère qu'une femme quittera son emploi au mariage ou au premier enfant est toujours bien vivante.

12. たぶん日本の習慣として、子どもを産んだら、結婚したら仕事を辞める、とか、子どもを産むときに仕事を辞めるっていう習慣が、もしかしてまだちょっと残ってるのかな、とも思うし・・・

Conclusion

J'avais formulé l'hypothèse que le mariage, l'éducation et le marché du travail étaient les freins principaux à la fécondité au Japon. Selon les femmes interrogées, cela semble être vrai et, dans la mesure des réponses obtenues, cette hypothèse pourrait être jugée fondée.

Mais pour ce qui est de ma seconde hypothèse, j'avais tort. C'est d'ailleurs la plus belle découverte : le désir d'enfant est toujours présent au Japon. Les Japonaises sans enfant que j'ai rencontrées ont fermement corrigé mon utilisation du verbe « décider » en ce qui concerne le choix d'avoir des enfants ou non, comme on a pu le voir au chapitre *Quand on veut, on ne peut pas*.

Ont-elles des regrets ? J'ai posé la question « Sentez-vous un vide parce que vous n'avez pas d'enfant ? » à certaines :

> [Kiku-SE] Mmm, maintenant non, mais quand je songe à l'avenir, j'imagine que je me sentirai peut-être seule.[1]

1. んー、今はないけど、将来を考えると、ちょっとさびしい。

[Hasu-SE] Mmm, est-ce le cas ? Je dirais que non, mais si j'y réfléchis bien, c'est non à 70 % et oui à 30 %. Le « non » l'emporte dans mes sentiments, mais parfois, il m'arrive de penser que ça serait bien d'avoir un enfant. Mais bon, je n'ai pas d'image négative de moi sans enfant.[2]

[Fuji-SE] Un petit, oui. Quand je suis revenue ici, mes amies d'enfance avaient toutes des enfants. Parmi mes amies proches, je suis la seule qui n'a pas d'enfant. Alors, quand on se réunit et qu'elles amènent leurs bébés, qu'elles en parlent, j'ai le sentiment d'être différente.[3]

D'autres femmes ont développé des liens émotifs ailleurs. Yamabuki-SE, la seule femme mariée sans enfant de nos entrevues, héberge plusieurs chats à la maison. Elle trouve auprès de son mari, de ses amis et de ses animaux domestiques toute la compagnie dont elle a besoin :

2. それは、んーどうだろう・・・ない、かな、どちらかというと。『ない』が70%くらい、『ある』が30%くらい。『ない』というほうの気持ちが強いけど、時々、『（子どもが）いたらいいなあ』って思うことはある。でも、別に欠如感というかネガティブなイメージではない。
3. ちょこっとあるかな。地元の友達が、幼馴染とかがね、仲良かった子たちが、みんな今、子どもがいて。（仲良し）グループの中の、私だけが（子どもが）いない。だから、その子たちが、赤ちゃんとか連れてきたりすると、なんか違う感じはするね。

> [Yamabuki-SE] Eh bien, c'est à chacun de savoir s'ils sont de ceux qui veulent des enfants ou de ceux qui n'en veulent pas. Quand on a décidé qu'on n'en voulait pas, qu'avec son compagnon seulement on pouvait avoir de bons moments… Par exemple, quand il y a un chien ou un chat, ou un animal dans la maison, il devient « l'animal de la maison » et on l'aime, même si c'est un genre de plaisir et d'accomplissement différent de celui d'avoir un enfant, je pense aussi que c'est une bonne chose. Alors, décider de ne pas avoir d'enfant peut aussi être une bonne chose.[4]

Du côté des mères, elles n'ont pas utilisé le mot « regret », mais j'ai noté chez deux d'entre elles une certaine frustration. Pour Ume-AE d'abord, qui a dû abandonner son emploi de pharmacienne alors qu'elle a tout tenté pour le conserver, et qui sait très bien qu'elle ne pourrait retourner exercer le même métier :

> [Ume-AE] Pour être pharmacienne, il faut bien étudier les médicaments et pendant que je ne travaillais pas, plusieurs nouveaux médicaments sont sortis.

---

4. やっぱり、子どもを欲しい人、欲しくないと思う人それぞれあるんで・・・　子どもを)持たないと決めたんだったら、それ以外の楽しみ、つまり夫婦だけで楽しめるようなこととか、例えば犬とか猫とか動物を家族のように、『動物の家族』として愛したいとか、子ども(を持つこと)とは別の楽しみとか喜びを持つことが出来れば、それはそれで良いと思う。 (子どもが)いなくても、いないと決めても(子どもを持たないと決めても)いいと思います。

> Retourner travailler dans ce domaine serait alors très difficile parce que je ne les ai pas étudiés.[5]

Pour Ajisai-AE ensuite, qui était professeure de musique et qui a quitté son emploi dès son mariage, la question ne s'est pas vraiment posée avant, mais elle commence à y penser maintenant que le plus vieux de ses enfants a terminé l'école primaire :

> [Ajisai-AE] Moi aussi, j'avais un bon travail que je trouvais très amusant, mais je me suis mariée, je suis venue à Kyoto et j'ai dû laisser mon emploi. Je n'ai pas vraiment de regrets, mais... Maintenant que les enfants grandissent, je me dis que j'aurais aimé continuer à exercer mon propre travail...[6]

À la fin de l'entrevue, les gens se sentent habituellement plus à l'aise d'exprimer leur opinion et j'ai demandé à toutes celles qui n'avaient pas d'enfant : « Envisagez-vous d'en avoir ? » Étonnamment, la plupart répondaient, de façon vive et émotive, qu'elles y pensaient toujours, mais elles revenaient

---

5. 薬剤師なので、薬剤師の仕事に就こうとしたら、やっぱりもう、しばらく（薬剤師を）やってないし、また新しい薬がどんどん出てくるので、勉強しなくちゃいけないから、（仕事に）戻るのはすごく大変だろうなあ、と思ってます。
6. 私も、自分がやりたかった仕事（中学の先生）をやれて、すごく楽しかったけど、結婚して、京都に来なくてはならなくなって、（教師を）辞めたことは、まあ仕方ないことだし、後悔はしてないけれども･･･子どもが大きくなってきたら、『やっぱり自分の仕事（中学教師）は続けたかったな』っていう想いはまた出て来てるし･･･

à cette impression de n'avoir pas vraiment le « choix » :

> [Aoi-SE] Mmm, plusieurs de mes amies disent qu'elles aimeraient avoir des enfants si elles étaient mariées. Mais la plupart n'étant pas mariées, elles ne décident pas vraiment de ne pas en avoir, c'est plutôt leur situation, en tant que célibataire, qui décide pour elles. Ne pas avoir d'enfant ne reflète donc pas vraiment un choix.[7]

> [Kiku-SE] C'est un peu triste, je pense. Mais étant donné les circonstances, c'est difficile, on ne peut rien y faire… Le choix de ne pas avoir d'enfant signifie peut-être que la société japonaise n'est pas faite pour que les femmes aient envie d'en avoir. Au Japon, si le taux de natalité est plus bas, ce n'est pas parce que les femmes n'ont pas envie d'avoir des enfants, mais parce que les circonstances les en empêchent. Selon moi, le gouvernement et les entreprises devraient s'engager à prendre des mesures pour que les femmes puissent continuer à travailler après avoir eu des enfants…[8]

---

7. 私の友達まわりは、『結婚するなら子供が欲しい』って言ってる人が多いけど、（そう言ってる人たちも）結婚してない人が多いから、（子どもを）持たないことを決心するというよりは、『結婚してないから持てないだけで、別に自分の子どもを持たないということを決めてるわけじゃない。

8 ちょっと残念には思います。けど、実際問題として難しいから、しょうがないかな。やっぱり、その、子どもを産まないことを選択するということは、おそらく、(子どもを)産めるという環境にないから。みんな『(本当は)子どもが欲しくない』っていうんじゃなくって、『産むことが出来ない』か

Alors quelles solutions sont à privilégier pour stimuler la natalité ? Les politiques natalistes du gouvernement japonais, qui s'intéressent principalement aux couples mariés, atteignent plus ou moins leur but. Comme la plupart des enfants naissent à l'intérieur d'un mariage, l'augmentation de l'âge au mariage est un facteur sans doute plus préoccupant. Puisque les femmes qui resteront célibataires n'auront pas d'enfant, il faudrait peut-être que les mesures soient davantage orientées pour faciliter le mariage et la conciliation travail-famille (OGAWA et autres, 2005 : 222).

De plus, non seulement l'éducation d'un enfant coûte très cher au Japon, mais il est toujours admis que la mère est responsable de sa réussite et qu'elle doit y consacrer du temps. Même si les parents ont moins d'attentes envers leur fille que leur fils en ce qui a trait à leurs études supérieures, les femmes sont de plus en plus scolarisées au Japon et ce sont ces dernières qui sont les plus susceptibles de retarder le mariage ou de rester célibataires.

Il serait facile de généraliser en concluant que les Japonaises qui sont devenues mères, qui ont accepté de « sacrifier » leur carrière, sont des femmes soumises ayant fait un choix traditionnel. Mais entre un emploi qui impose un rythme de vie très

---

ら、(子どもを産むことが)減って行ってる状態だから.国(政府)とか企業がそういう対策をやっていかないと、子どもを産んでも働き続けられるような仕組みを作っていかないといけないかな、とは思いますね。

exigeant, ce que plusieurs de ces femmes n'avaient pas semblé particulièrement apprécier, ou la possibilité d'accompagner leurs enfants dans les petits pas de la vie, le choix n'a pas été difficile pour la majorité des mères. Quand la famille en a les moyens, la maternité peut devenir une porte de sortie, utilisée pour fuir le marché du travail : « Ce comportement en apparence traditionnel est adopté plus souvent par les femmes pour des raisons variées et compréhensibles […] : moins de stress sur les routes, moins de tension entre travail et famille, joie de voir grandir ses enfants, valorisation du rôle maternel par choix, etc. » (LANGLOIS, 2012).

Est-ce unique au Japon ? Soyons honnêtes : combien de fois avons-nous entendu les politiciens québécois dire qu'il était impossible d'instaurer une allocation de 100 dollars par semaine destinée aux parents qui restent à la maison, justement parce que cela ferait dramatiquement baisser la participation des femmes sur le marché du travail ? Alors s'ils en avaient les moyens, combien de parents (surtout de mères) resteraient à la maison pour élever leurs enfants au Québec ? Sans doute beaucoup ! Nous avons en tête l'image des Japonais toujours au travail, mais c'est davantage la société nord-américaine qui prône le « tout le monde travaille », le *workfare*. Même si le marché du travail japonais impose une cadence éreintante, il est toujours possible au Japon qu'un seul revenu permette un niveau de vie satisfaisant. Mais cela devient de plus en plus compliqué là-bas

aussi : « Les femmes qui continuent à travailler le font de plus en plus par choix, bien que plusieurs y soient obligées à cause des conditions économiques difficiles de la famille » (BERNIER, 2009 : 184).

Certaines mères m'ont confirmé qu'avec un seul salaire, ça devenait de plus en plus dur de boucler le budget à mesure que les enfants grandissent. Elles pensaient retourner travailler à temps partiel. Mais la majorité des mères que j'ai rencontrées m'ont dit qu'elles étaient parmi les chanceuses dont la famille pouvait maintenir un certain rythme de vie avec un seul revenu, sans devoir sacrifier maison, activités ou éducation. Elles savaient que cela était de plus en plus rare. Elles étaient loin d'être inactives, au contraire ! Elles organisaient des cours d'anglais dans leur résidence, elles pratiquaient des activités culturelles ou elles donnaient un coup de main dans l'entreprise de leur mari *à titre de loisir* ! Se réaliser n'est donc pas pour elles synonyme de « carrière », loin de là.

C'est davantage pour les mères qui auraient voulu revenir à leur travail et les femmes sans enfant, mais qui en voudraient, que la situation est plus sombre. Comme il est toujours difficile de concilier une carrière avec une famille, plusieurs femmes se sentent obligées d'abandonner l'idée d'avoir des enfants, malgré leur désir. Le chercheur Gøsta Esping-Andersen a appelé cela la « révolution incomplète » parce que les États ne se sont pas encore adaptés aux changements majeurs survenus dans les

Image 5

Juste avant que j'arrive au sommet du mont Kurodake, dans le parc Daisetsuzan, à Hokkaido, une jeune femme avait réalisé ce bonhomme de neige un peu triste et l'avait placé sur un pilier. Il était en plein soleil, sous les 28 degrés. Il avait peu de chance de survivre. Cela me semblait une bonne analogie pour illustrer le projet d'avoir un enfant au Japon, qui se retrouve lui aussi placé dans des conditions pratiquement impossibles. (Photo : Valérie Harvey, 2010)

sociétés industrialisées, comme la scolarisation des femmes et leur participation au marché du travail (ESPING-ANDERSEN, 2009 : 78). Or si l'État ne s'adapte pas, les possibilités, elles, ont changé et les citoyens, tout particulièrement les citoyennes, ne font plus les mêmes choix :

> Nos données appuient l'analyse de Rosenbluth qui a trouvé à travers plusieurs pays développés une forte corrélation statistique entre une *haute* natalité nationale et *davantage* de femmes sur le marché du travail. Elle argumente que la plupart des femmes préfèrent travailler en même temps qu'elles élèvent une famille, mais que si elles doivent choisir entre les deux, elles renonceront à leur désir d'avoir plus d'enfants dans le but de continuer à faire partie du marché du travail et, par la même occasion, elles gagnent « la possibilité de négocier le partage des tâches ménagères et conservent des options de sortie grâce à leur source de revenu personnel ». D'après son analyse, les femmes qui font face à des conditions d'emploi compétitrices ne resteront pas à la maison pour avoir des bébés, mais elles investiront plutôt davantage d'efforts pour « arriver à l'entrée, monter les échelons des promotions et combattre le plafond de verre ». (HOLLOWAY, 2010 :194)[9]

9. *Tda :* « Our data augment the analysis of Rosenbluth, who found a strong statistical association across many developed countries between a *higher* national birth and a *greater* female participation in the workplace. She argues that most women

Mais la suite de l'histoire montre que, malgré les circonstances qui n'encouragent pas les femmes à avoir des enfants, il est possible de prendre des décisions qui divergent d'un parcours « normal ». Entre mon voyage au Japon et la publication de cet ouvrage, quelques femmes rencontrées ont communiqué avec moi pour me donner de leurs nouvelles. Fait surprenant : les deux vétérinaires ont démissionné de leur poste peu de temps après notre rencontre. Elles ne se connaissent pas et n'ont pas concerté leur action, mais les deux ont décidé de partir à l'étranger pour suivre une formation dans un domaine différent. Toutefois, le plus émouvant est certainement cette autre participante, tombée enceinte à 42 ans, et qui a décidé de garder le bébé, même si le père n'en voulait pas. Elle a vendu sa maison pour pouvoir prendre soin de cet enfant, qui porte maintenant le nom de famille de sa mère.

Le choix d'avoir des enfants ou non n'est pas uniquement fait par les femmes : c'est une décision de couple. Il semble de plus en plus urgent que la

---

prefer to work as well as raise a family, but that if they have to choose between the two, they will suppress their wish for more children in order to participate in the workplace, and thereby gain "household bargaining leverage and exit options that come with an outside source of income". According to her analysis, women faced with very challenging employment conditions will not stay home and have babies, but rather will spend more effort "to get in the door, climb the promotion ladders, and struggle against glass ceilings". »

conciliation « papa-maman » s'améliore pour que les parents partagent les tâches plus justement. Les travaux domestiques et les soins aux enfants, toujours principalement reconnus comme une tâche féminine, mettent une pression énorme sur les mères qui voudraient continuer d'exercer leur profession. Une récente statistique montrait la conséquence de cette tension : parmi les Japonaises ayant des enfants de 0 à 14 ans, seules 9 % disaient en éprouver de la satisfaction, alors que pour les autres pays développés, on trouvait des pics variant entre 40 et 70 % (STROM et STROM, 2009). Une seconde étude mentionne également que l'anxiété et la frustration vécues par plusieurs mères japonaises à temps plein, au contraire de favoriser un attachement avec leur enfant, amèneraient plutôt un sentiment de détachement (HOLLOWAY, 2010 : 7).

Mon étude s'intéressait plus spécifiquement aux femmes et dresse un portrait global du défi auxquelles elles doivent faire face quand elles pensent à avoir des enfants, mais la situation des pères japonais me paraît loin d'être enviable. Le célibat chez les hommes s'accroît, les exigences d'un emploi de type régulier ne cessent d'augmenter. La conciliation travail-famille n'est pas simple pour l'homme parce que le père n'est pas soutenu par l'entreprise dans ses responsabilités domestiques et familiales. Cela n'encourage pas la natalité. Les mesures mises en place ne doivent pas exclure le père, qui devrait

Image 6 – Attention à nos enfants !
Au Japon, les incitations à la prudence prennent une forme ludique. Dans la ville de Kyoto, on trouve ces petits bonshommes un peu partout qui signifient « Attention à nos enfants ». À Moriyama, une ville de la préfecture de Shiga, voisine de Kyoto, les habitants se sont amusés à faire différentes versions de cet enfant dont certaines ressemblent plus à des extra-terrestres ! (photo prise à Kyoto, Valérie Harvey, 2010)

pouvoir prendre des congés pour des raisons familiales.

Quand on se compare, on se console, dit-on… Mais pas toujours. Une enquête du Conseil de la famille et de l'enfance du Québec publiée en 2008 concluait que « de nombreux employeurs n'accordent pas nécessairement la priorité à la conciliation travail-famille. Les hommes sont pris dans une organisation de travail souvent rigide, un horaire inflexible composé presque exclusivement de temps complet et des heures supplémentaires à accumuler » (ST-DENIS et ST-AMAND, 2010 : 47). En outre, selon les études de Céline Le Bourdais, qui furent confirmées par de nombreuses autres recherches par la suite, le partage des tâches au Canada n'est pas égalitaire, même pour les femmes exerçant un emploi à temps plein ayant des enfants en âge préscolaire : elles investissent toujours beaucoup plus de temps dans les charges familiales et les tâches domestiques que leurs conjoints (QUENIART, 2002 : 502).

S'inquiéter de la dénatalité au Japon ou au Québec touche donc directement aux conditions de vie de la famille dans sa société. Il y a trop peu d'études sur les impacts de l'implication des pères et c'est pourquoi j'ai décidé de poursuivre mes études, spécifiquement sur la paternité cette fois.

Le partage des tâches dans le mariage, des services de garde plus appropriés aux horaires des parents, le soutien financier de l'État, un marché du

travail plus conciliant et moins exigeant sont des aspects essentiels pour que la femme passe du désir d'avoir des enfants à la concrétisation de ce souhait. Mais en attendant de voir ces changements avoir un impact sur la natalité, l'État japonais doit composer avec le vieillissement de sa population, une réalité présente aussi au Québec.

Terminons cet ouvrage avec les mots de Tsutsuji-SE qui propose des solutions pour encourager la fécondité. J'ai senti qu'elle avait déjà réfléchi sérieusement à la question puisqu'elle avait de nombreuses pistes d'amélioration à suggérer. J'ai particulièrement apprécié sa proposition quant aux choix des mots, car c'est elle qui m'a proposé d'utiliser « abandonner l'idée d'avoir des enfants » plutôt que le verbe « choisir » ou « décider ».

> [Tsutsuji-SE] Il est vrai que la situation s'améliorerait probablement dans un environnement où il serait possible d'avoir des enfants hors mariage. Ensuite, donner aux gens la possibilité d'avoir des enfants tout en continuant à travailler et à mener leur vie serait peut-être un changement nécessaire. Il y a en effet beaucoup de personnes au Japon qui pensent n'avoir d'autre choix que d'abandonner l'idée d'avoir une vie à soi après avoir eu un enfant. Et puis, la création d'un système d'allocations familiales, de lieux réservés à l'accueil des nouveau-nés et une volonté de la part des entreprises d'engager des femmes qui ont un ou des enfants, permettrait un changement dans les

> mentalités. Dans ces cas, je pense que plus personne n'abandonnerait l'idée d'avoir des enfants, comme c'est le cas aujourd'hui.[10]

Le Japon est probablement rempli de ces femmes qui désirent avoir des enfants, mais qui se sentent dans l'impossibilité d'en avoir, vu leur situation économique, le marché du travail et la difficile conciliation au sein de la famille. Et à mesure que le temps passe, avec le peu de temps dont elles disposent pour rencontrer quelqu'un et se marier, elles « abandonnent l'idée d'avoir un enfant », comme le dit si bien Tsutsuji-SE. Ce sont les mots de ces femmes qui m'ont touchée. En les inscrivant dans cet ouvrage, je réalise une nouvelle fois la charge émotive de leur « choix », qui ne se fait pas sans peine pour celles qui ne deviendront, sans doute, jamais mères.

---

10. やっぱり、結婚をしなくても子どもを生める環境があれば。あとは、結婚しても仕事をしながら、自分の人生を持ちながら、子育てを出来るような環境があれば、多分。欲しくても（子どもが）出来ないんじゃなくて、（子どもを）生んでしまうと、自分の人生であきらめなきゃいけないっていう人が日本には多いから。そこを、お金（育児手当）なり、(子どもを）預かってくれるところなり、あと、（子育て中の日本女性を）雇用している会社が（育児を）助けてあげれば、（子どもを）産みたいって（思うし）、（そうなれば子どもを）産みたくないって言う人はいないと思う。ただ（今は）産める状況下ではない、と。

ANNEXE I

La base théorique de l'étude

Les études sur la population passionnent les scientifiques depuis plus de deux siècles. L'impact de l'*Essai sur le principe de population*, publié pour la première fois en 1798, a été tel que son auteur est devenu le radical d'un nom qualifiant un courant de pensée en démographie : le malthusianisme. Il n'était pas le premier à se pencher sur le sujet, mais Thomas Robert Malthus, aux côtés de Toynbee, Condorcet, Godwin et Adam Smith, symbolise le début d'un débat qui n'est toujours pas terminé aujourd'hui.

Les questions sont nombreuses et les réponses souvent contradictoires. L'augmentation constante de la population depuis quelques siècles est-elle une menace comme le craignait Ehrlich dans *The Population Bomb* en 1968 ou est-ce plutôt Amyrtia Sen qui a raison lorsqu'il affirme qu'il n'y a pas de bombe démographique ? (SEN, 1995) Quels ont été et quels seront les effets de l'augmentation de la population sur l'économie, l'environnement et la condition des femmes ? Une baisse de la natalité

est-elle un changement qui arrive normalement lors d'une transition dans les modes de production ? (CALDWELL, 1978)

La théorie de Caldwell

Caldwell, dont le concept des flux intergénérationnels de richesse a eu un grand impact dans les années 1970, base sa théorie sur l'importance de l'économie dans la famille. Ainsi il divise le ménage en trois types de production, qui ont chacun un impact sur la fécondité de ses membres. Le premier, la famille des chasseurs-cueilleurs, faisait partie d'un groupe plus large que le ménage lui-même et les enfants appartenaient autant à l'ensemble qu'au couple. Selon Caldwell, dans ce genre de famille, la pression pour une haute fécondité n'était pas très élevée (CALDWELL, 2004 : 567).

Le deuxième mode de production offre un milieu plus restreint puisque chaque ménage est considéré comme une unité familiale productive. Caldwell l'identifie souvent à la famille paysanne modèle. Les membres du groupe habitent ensemble ou à proximité, ils partagent la terre et le budget, donc ils ont des obligations économiques mutuelles, ce qui entretient des rapports de production et une organisation sociale basée sur la hiérarchie de ses membres, avec le patriarche à la tête et les enfants lui obéissant. Ce peut être une famille de type pyramidal, parfois sanctionnée par la religion. Dans

ce mode de production, les membres sont souvent informés des possibilités de planification familiale et des moyens de limiter le nombre d'enfants, mais ils ne le font pas, car une haute fécondité est favorable à l'économie interne et permet de maintenir les avantages matériels d'une main-d'œuvre accessible au sein même de la famille immédiate (CALDWELL, 2004 : 566).

Selon Caldwell, une transition économique est nécessaire pour que la transition démographique vers le mode de production capitaliste s'effectue. Les deux systèmes peuvent coexister un certain temps, mais la caractéristique de la famille « moderne » est le déplacement d'un mode de production basé sur la famille vers un système entièrement supporté par une force de travail vendue à l'extérieur. Ainsi, l'enfant est moins « utile » à la maison et il étudie plus longtemps, ce qui contribue à changer les priorités familiales. Graduellement, le coût attribuable à l'éducation de chacun des enfants augmente. L'enfant ne contribue plus à la richesse familiale, n'est plus un facteur d'enrichissement et d'augmentation des avantages matériels, et les familles ont naturellement tendance à diminuer leur fécondité (CALDWELL, 2004 : 571). La théorie des flux intergénérationnels de Caldwell montre en effet que la place des enfants dans la société moderne s'est inversée. Alors qu'il était avantageux d'en avoir plusieurs dans un mode de production traditionnel, le coût d'un enfant dans

les sociétés développées est très élevé (CALDWELL, 1978 :570), puisque les parents cherchent à lui offrir le maximum de bien-être ainsi qu'à lui donner les meilleures chances possible (DAY et TAYLOR DAY, 1969 :247).

Cette transition démographique semble toucher directement le Japon. Dans une étude évaluant le coût d'un enfant en Corée du Sud, à Taiwan, en Thaïlande et au Japon, les auteurs remarquent que le coût d'un enfant est fortement corrélé au nombre d'enfants, particulièrement à cause des frais reliés à la santé et à l'éducation, grandement valorisées dans ces pays. Le Japon est la société qui, parmi les quatre étudiées, présentait les enfants ayant bénéficié du plus fort investissement financier pour faire d'eux des enfants de « haute qualité » (meilleure éducation et excellente santé) et, par conséquent, ce pays a aussi la fécondité la plus basse (OGAWA et autres, 2009 : 304).

Cadre théorique de cette recherche

Tout en restant très près de la théorie des flux intergénérationnels développée par Caldwell, le cadre théorique de cette recherche s'est articulé également autour des théories proposées par Bourdieu et Giddens, qui permettent de laisser une place à la subjectivité, tout en restant conscient que l'agent évolue dans une structure : « L'individu conserve toute liberté d'inventer, mais sa structure

mentale est marquée par le processus de socialisation » (DELAS et MILLY, 2005 : 311).

Les concepts-clés mis en place par Bourdieu sont très utiles à la compréhension de la culture japonaise, une société plus homogène que le Canada et où la hiérarchie est toujours très importante (BERNIER, 2009 :10). L'habitus est intériorisé par l'école et la famille, par les relations sociales entre les personnes, par le groupe social de l'individu (la classe, la hiérarchie au travail, etc.), mais il est extériorisé lorsqu'il crée de nouvelles pratiques et qu'il devient « une grammaire génératrice de conduites » (DELAS et MILLY, 2005 : 312). Selon la théorie de Bourdieu, les rapports de force tendent à se reproduire dans un tel contexte : « l'autonomie, réelle, du champ de production symbolique n'empêche pas qu'il reste dominé, dans son fonctionnement, par les contraintes qui dominent le champ social » (BOURDIEU, 1984 :7). La reproduction au Japon pourrait également être liée à la violence symbolique et à la domination, selon les distinctions de Weber : « C'est la notion de légitimité qui reste ici centrale : en distinguant *pouvoir* (capacité à obtenir l'obéissance d'autrui) et *domination* (pouvoir légitime, c'est-à-dire accepté) » (DELAS et MILLY, 2005 : 316).

La théorie de Giddens, quant à elle, permet de cadrer la réalité sociale comme une structuration temporaire historiquement construite, en changement continuel et comportant des failles. Le monde

socioculturel est original, mais il s'est constitué à partir du passé. Les structurations subissent des frictions constantes liées principalement à l'organisation du pouvoir, particulièrement dans un contexte de mondialisation internationale. Les agents possèdent donc une autonomie, mais à l'intérieur d'un contexte précis : « The knowledgeability of human actors is always bounded on the one hand by the unconscious and on the other by unacknowledged conditions / unintended consequences of action » (GIDDENS, 1984 : 281).

Il me semble que l'apport de Giddens permet également de tempérer une position trop structuraliste de la société, puisque sa théorie permet à l'agent d'être libre dans un champ déterminé : « Toutes les formes de contrainte sont donc aussi, selon des modes qui varient, des formes d'habilité. Elles servent à rendre possibles certaines actions en même temps qu'elles en restreignent ou en empêchent d'autres » (GIDDENS, 1987 :231). Étant donné que mon étude porte sur la compréhension de choix individuels, il était essentiel de considérer les femmes interviewées comme des agents possédant une liberté pour justifier la notion même de « choix ».

Remontée théorique

J'en viens à la conclusion que le mariage, l'éducation et le marché du travail peuvent être considérés comme des freins à la natalité. Pourtant, les femmes

sans enfant entre 35 et 45 ans que j'ai rencontrées manifestent le désir d'avoir des enfants. C'est certainement un paradoxe. La société japonaise vit dans un contexte d'hypermodernité néo-libérale (capitalisme, faible interventionnisme de l'État, consommation de masse, haute technologie, coûts élevés de l'éducation et des soins de santé) et a besoin de toute la main-d'œuvre disponible pour maintenir la croissance de l'économie et pallier le vieillissement de la population. La contribution des femmes au marché du travail est donc essentielle. Selon la théorie des flux intergénérationnels, la transition démographique s'est concrétisée au Japon, où le mode de production capitaliste a depuis longtemps remplacé le mode de production familial. Les parents sortent travailler à l'extérieur et assument les coûts élevés de l'éducation des enfants, ce qui a tendance à diminuer la fécondité, comme je l'ai expliqué au chapitre *Oui, il pourra y étudier*.

Or, si le mode de production capitaliste est bien ancré en ce qui a trait au travail, l'habitus culturel traditionnel japonais est toujours en place, comme je l'ai démontré dans le chapitre *Bébé zen en Asie*. Cet habitus suggère que la femme est responsable du bien-être de sa maisonnée (tâches ménagères) et de sa famille (mari et enfants). L'écart est énorme entre les besoins d'une société capitaliste moderne, qui exige des travailleurs qualifiés, et les attentes culturelles traditionnelles, qui incitent les mères à rester auprès de leurs enfants.

Cet habitus culturel est présent dans toute l'organisation de la société. Les entreprises adaptent fort peu leurs conditions de travail à la famille, comptant sur les mères pour être présentes à la maison. À l'égard des femmes, les employeurs semblent encore tenir pour acquis qu'elles quitteront à leur mariage ou au premier enfant, ce qui diminue leurs chances de promotion. De plus, il semble presque impossible d'occuper un emploi régulier pour une mère étant donné le système d'heures supplémentaires des compagnies japonaises, particulièrement lorsque les horaires des garderies ne couvrent même pas les heures de travail régulières. Dans le même ordre d'idées, l'État japonais n'a toujours pas les ressources pour prendre soin du nombre grandissant de personnes âgées, ce qui indique que l'on compte toujours sur la famille, c'est-à-dire la femme, pour assumer cette tâche.

Toutefois, la théorie de Giddens permet de relativiser ce fort habitus culturel. En effet, selon cette théorie, la société est en perpétuel changement. Le paradoxe japonais entre une société moderne ayant besoin de toutes ses ressources humaines et un habitus culturel qui suggère plutôt aux mères d'être dévouées à leurs enfants est justement un point de friction où l'autonomie des agents se manifeste. Dans ce contexte, malgré la charge émotive de ce « choix », qui n'est pas perçu comme tel, de nombreuses femmes renoncent à l'idée de devenir mères, car cela impliquerait des changements qu'elles ne

peuvent et ne veulent pas faire. Il n'y a pas beaucoup de mesures pour aider celles qui sortent des sentiers battus.

Le régime d'imposition qui pénalise les couples ayant deux revenus, l'absence de législation pour forcer les compagnies à favoriser les congés maternels ou la conciliation travail-famille ainsi que les faibles investissements dans les systèmes de garde sont des signes que le gouvernement considère toujours que la famille est une unité, avec une division traditionnelle des rôles : l'homme travaille et sa femme reste à la maison. Or cette philosophie très familiale et paternaliste se heurte à la réalité du marché du travail. Les habitus culturels japonais ne correspondent plus aux réalités structurelles d'une société capitaliste avancée faisant face au vieillissement de sa population : les entreprises ont besoin d'employés et le travail féminin est de plus en plus essentiel (HOLLOWAY, 2010 : 194).

Les nouvelles mères sont encore nombreuses à quitter leur emploi, puis à revenir sur le marché du travail, à un poste moins bien rémunéré, lorsque l'enfant entre à l'école. Les sacrifices exigés par un travail de type régulier, que plusieurs femmes ont expérimenté avant leur mariage ou dont elles sont témoins en voyant leur mari dans cette situation, portent à penser qu'elles ne seraient pas très enclines à s'y engager, même si on leur en donnait la possibilité (HOLLOWAY, 2010 : 193 ; JOLIVET, 1993 : 257). Le Japon se prive alors d'une main-d'œuvre

qualifiée en confinant ces mères à des emplois à temps partiel. Il y a donc une profonde contradiction entre les orientations plus traditionnelles et familiales de la société et les réalités socio-économiques du Japon.

ANNEXE 2

L'entrevue

研究プロジェクト「日本で子どもを持つこと」
Projet de recherche « Le désir d'enfant au Japon »

インタビューの前置き（インタビューの相手に必要な情報を説明）
ENTRÉE EN MATIÈRE *(informations à donner au répondant avant l'entretien)*

— インタビュアーの自己紹介
Présentation de l'intervieweuse

こんにちは、ヴァレリー・ハーヴェイと申します。カナダのケベック州のラバル大学の社会学の修士課程の学生です。
Bonjour, je m'appelle Valérie Harvey. Je suis étudiante au cycle supérieur dans une université de la province de Québec, au Canada.

— 研究のプレゼンテーションとその目的
Présentation de la recherche et des objectifs du projet

私の研究テーマの題名は「日本で子どもを持つこと」です。カナダと日本は出産率の低下という共通の問題をかかえています。このリサーチは日本で子どもをもつことの問題点の特殊性を理解することを目的としています。この研究は私の修士課程の指導教授である ラバル大学の社会学の教授、リシャール・マルコー氏とモントリオール大学の日本研究の専門家、文化人類学者のベルナール・ベルニエ氏の監督のもとに行われます。この私の研究と日本への旅行はカナダ社会学研究委員会からの補助金によって可能となりました。

Mon sujet de recherche s'intitule « Le désir d'enfant au Japon ». La dénatalité est une réalité qui touche le Canada et le Japon. La présente recherche a pour but de mieux comprendre les spécificités nipponnes par rapport au désir d'enfant des Japonaises. Cette recherche est réalisée sous la supervision du directeur de maîtrise Richard Marcoux, professeur de sociologie à l'Université Laval, et du codirecteur Bernard Bernier, professeur en ethnologie et spécialiste du Japon, à l'Université de Montréal. Cette étude et ce voyage au Japon ont été subventionnés par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

— インタビューの進行方法
Déroulement de l'entretien

このインタビューは対話形式で行われ、私が基本的な質問を行って、それに対して答えてもらい、あなたの答えによってインタビューが進められます。

L'entretien est réalisé sous forme d'entrevue semi-dirigée. J'ai donc quelques questions de base pour démarrer la discussion, qui évoluera en fonction de vos réponses.

— 録音と秘密性
Enregistrement et confidentialité

あなたのこのインタビューの参加は非常に貴重です。あなたの協力によって私たちの日本への理解が深まり、日本の女性が子どもを持つことに関する日本の特殊性をよりよく理解することが可能になります。全部で１２人ぐらいの日本女性と同様のインタビューを行う予定です。このインタビューは日常会話のスタイルで行われ、より多くの情報を得るために、録音されます。このインタビューに参加することに同意しますか？

（同意書を読んで、それに署名してもらう）

Votre participation au projet est essentielle et très appréciée. Votre aide contribuera à l'avancement des connaissances sur le Japon. Plus précisément, votre témoignage permettra de mieux comprendre les spécificités japonaises par rapport au désir d'enfant des femmes. Au total, une douzaine d'entrevues du même type seront réalisées auprès d'autres Japonaises. L'entretien se déroulera sur le ton de la conversation ordinaire et il sera enregistré dans le but de retenir le maximum d'informations. Est-ce que cela vous convient ?

(Faire lire et signer le formulaire de consentement.)

— 質問？
Questions ?

インタビューを始める前に質問がありますか？

Avez-vous des questions à formuler avant que nous commencions l'entretien ?

GRILLE D'ENTRETIEN SEMI-DIRIGÉ 質問計画表

— 大学で勉強しましたか？何の分野の勉強をしましたか？
Avez-vous étudié à l'université ? Dans quel domaine ?

— 結婚していますか？ （もししていたら） いつ結婚しましたか？
Êtes-vous mariée ? Si oui, à quelle date vous êtes-vous mariée ?

— 何歳ですか？
Quel âge avez-vous ?

— 子どもがいますか？
Avez-vous des enfants ?

— 大学を修了してから仕事に就きましたか？どんな職に就きましたか？
Avez-vous travaillé depuis vos études ? Quels emplois avez-vous exercés ?

— 現在どんな仕事をしていますか？
Quel emploi exercez-vous présentement ?

— あなたの仕事はフルタイムの仕事ですか、それともパートタイムの仕事ですか？一週間に何時間働いていますか？
Est-ce que votre emploi est à temps plein ou à temps partiel ? Combien d'heures par semaine ?

— あなたは両親、あるいは義理の父、母といっしょに住んでいますか？
Est-ce que vous cohabitez avec vos parents ou beaux-parents ?

— あなたにとって一家の理想的な子どもの数は何人ですか？
Quel serait, selon vous, le nombre d'enfants idéal par famille ?

Si la répondante a des enfants :

— あなたが何歳のとき、子どもが生まれましたか？
À quel âge avez-vous eu votre / vos enfant(s) ?

— あなたが結婚しているか否かは、子どもを持つ際に重要でしたか？
Est-ce que le fait d'être mariée ou non était important pour vous avant d'avoir votre / vos enfant(s) ?

— 子どもをもつことを決心することはあなたにとって簡単でしたか？
Est-ce que la décision d'avoir des enfants a été facile à prendre pour vous ?

— いつ、決心しましたか？
Quand l'avez-vous prise ?

— もっと子どもが欲しいと思いますか？
Auriez-vous souhaité avoir plus d'enfants ?

— （もし、そうであったら）、 何がもっと多くの子どもをもつことを妨げましたか？
Si oui, qu'est-ce qui vous a empêché d'en avoir d'autres ?

— （もし、欲しくなかったら）、 どうしてですか？
Si non, pourquoi ?

— 子どもをもってから、働きましたか？（いつからいつまで仕事をしましたか？）
Avez-vous travaillé depuis la venue de votre / vos enfant(s) ? (Précisez les dates de début et de fin des emplois.)

— 何の職につきましたか？
Quels emplois avez-vous occupés ?

— 子どもができてから、経済的に生活のし方を変更する必要がありましたか？
Financièrement, est-ce que la venue de votre / vos enfant(s) vous a forcée à faire des ajustements ? Lesquels ?

— 家族の生活のために２人分の収入を得る必要がありますか？
Est-ce qu'un deuxième salaire est nécessaire à votre famille ?

— 保育園に子どもを預けていますか？
Utilisez-vous les services d'une garderie ?

— あなたの雇い主、あるいはあなたのご主人はあなたが仕事と家庭を両立させるために何か対策を講じていますか、あるいは協力してくれますか？
Votre employeur, ou celui de votre conjoint, a-t-il mis en place des mesures pour faciliter la conciliation travail-famille ?

— 家族で緊急の事態が起こったとき、あなた、あるいはご主人が仕事場から離れることは可能ですか？
Est-il possible pour vous, ou votre conjoint, de quitter le travail en cas d'urgence familiale ?

— 日本の出産率の低下に関して、あなたは心配ですか？
Est-ce que la dénatalité au Japon vous inquiète ?

— あなたのまわりの社会で、あなたが子どもがいることで先入観念をもって見られているように感じることがありますか？
Dans votre société, vous sentez-vous jugée parce que vous avez des enfants ?

— 多くの日本女性が子どもを持たないと決心していることに対してどう思われますか？
Que pensez-vous des nombreuses Japonaises qui décident de ne pas avoir d'enfants ?

Si la répondante n'a pas d'enfant :

— 子どもを持ちたいと思ったことがありますか？ あるいは、子どもが欲しいと思っていますか？
Avez-vous déjà envisagé d'avoir des enfants ? Envisagez-vous d'en avoir ?

— どのような事情で子どもを持ちませんか？
Quelles circonstances font que vous n'en avez pas ?

— あなたの雇い主は仕事と家族を両立させるために対策を講じていますか？
Votre employeur a-t-il mis en place des mesures pour faciliter la conciliation travail-famille ?

— あなたと同様の仕事をしている同僚の女性で子どもを持っている人がいますか？
Avez-vous des collègues féminines qui font le même travail que vous et qui ont un ou des enfants ?

— もし、子どもがいても、同様の仕事ができると思いますか？
Si vous aviez des enfants, croyez-vous que vous pourriez occuper le même emploi ?

— 直接的に、家族から、あるいは友人たちから子どもを産むようにプレッシャーを受けたことはありまか？あなたの状況に関して質問を受けたことはありますか？
Y a-t-il des circonstances qui auraient pu vous inciter à envisager d'avoir des enfants ?

— あなたのまわりの社会で、あなたが子どもがいないことで先入観念をもって見られているように感じることがありますか？
Dans votre société, vous sentez-vous jugée parce que vous n'avez pas d'enfant ?

— 子どもがいないことで欠如感を感ずることがありますか？
Sentez-vous un vide parce que vous n'avez pas d'enfant ?

—（もしそうだったら）どのようにその欠如感を埋めますか？
Si oui, comment le comblez-vous ?

— 多くの日本女性が子どもを持たないと決心していることに対してどう思われますか？
Que pensez-vous des nombreuses Japonaises qui décident de ne pas avoir d'enfants ?

— 日本の出産率の低下に関して、あなたは心配ですか？
Est-ce que la dénatalité au Japon vous inquiète ?

— 家族や友達から子どもを持つようにプレッシャーを直接的に感じたことがありますか？
Avez-vous déjà eu directement, ou sentez-vous des pressions de la famille et des amis pour avoir des enfants ? A-t-on déjà mis en doute votre situation ?

Retour à l'entrevue commune aux femmes avec enfant et aux femmes sans enfant.

インタビューは終わりました。
L'entretien tire maintenant à sa fin.

— 子どもを持つことに関して、何か言いたすことはありませんか？
Avez-vous des choses à ajouter concernant le désir d'enfant ?

— このインタビューについてどう思われましたか？
Comment avez-vous trouvé l'entrevue ?

私の研究に協力して下さって、どうもありがとうございました。もし、ご要望であれば、この研究結果の短い要約をお送りします。
Je vous remercie d'avoir participé à ma recherche. Je vous enverrai un résumé de mes résultats si vous le souhaitez.

— このインタビューで話されたことに関して、確かめたいことがあった場合に、あなたに連絡をとることは可能ですか？
Puis-je vous rappeler si je veux préciser certains éléments dont nous venons de discuter ?

どうもありがとうございました。
Je vous remercie.

ヴァレリー・ハーヴェイ
Valérie Harvey

Remerciements

Durant les trois années nécessaires à cette enquête, il y a eu des moments de découragements, d'autres où j'ai douté de mes capacités, où je me suis sentie intimidée par mon retour à l'université dans une discipline très différente de celles que j'avais étudiées auparavant. Mais j'ai bénéficié d'un réseau d'appui extraordinaire et c'est pourquoi je tiens à prendre le temps de remercier ces personnes.

D'abord, merci à mon mari, Philippe Arsenault, qui a longuement discuté avec moi de ce retour aux études et qui m'a soutenue dans cette aventure qui a eu un impact sur notre vie commune. Il a accepté la nécessaire baisse de revenus, m'a laissée partir seule au Japon pendant trois mois, ne s'est pas lassé d'écouter mes réflexions sur mon sujet de recherche et s'est réjoui que j'aie réussi à atteindre mon objectif. Son soutien continu fut essentiel.

Au cours de mes études, j'ai cru à un moment devoir abandonner mes cours par manque de moyens financiers, puis j'ai reçu une lettre m'annonçant

l'octroi d'une bourse. J'ai ensuite eu la chance d'avoir plusieurs bonnes nouvelles du même genre et je remercie vivement les organismes qui m'ont permis de poursuivre mes études : l'Association des femmes diplômées du Québec, la Fondation Forces Avenir, l'Office franco-québécois pour la jeunesse et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. C'est d'ailleurs grâce à ce dernier que j'ai pu retourner au Japon pour réaliser mes entrevues, une étape essentielle.

Un remerciement spécial à la journaliste Astrid Morchoine qui habitait en Chine lorsque je vivais au Japon en 2006. À mon retour au Québec, elle m'a demandé de lui suggérer quelques sujets d'articles, car elle comptait visiter le Pays du Soleil levant. Je lui ai alors envoyé deux ou trois idées et comme elle a annulé son voyage, j'ai décidé de reprendre une de ces propositions pour en faire ma maîtrise. Elle a ainsi été la première à connaître mon sujet de recherche.

Comme je n'avais jamais étudié à l'Université Laval, cette maîtrise a été mon premier contact avec cette institution. Je remercie mon directeur de maîtrise, Richard Marcoux, qui a tout de suite manifesté un intérêt pour ce sujet particulier. Il n'a pas non plus hésité à me rassurer quant à mes aptitudes pour mener à bien ce projet.

Je tiens également à dire que j'ai été agréablement surprise par les professeurs du département de sociologie que j'ai pu rencontrer lors de mes cours.

En tant qu'étudiante, j'ai eu le sentiment d'être considérée comme une personne en apprentissage, certes, mais ayant des idées valables. Cette façon d'interagir avec les étudiants m'a beaucoup plu.

J'ai d'abord été intimidée par mes collègues étudiants, candidats à la maîtrise et au doctorat, puis sincèrement impressionnée. La qualité de leurs réflexions et la diversité de leurs sujets d'intérêt m'ont poussée à aller de l'avant. Je veux les remercier, car les voir progresser m'a donné une motivation supplémentaire à être à la hauteur et à partager mon intérêt pour le Japon avec eux.

Je tenais à ne pas dire de faussetés à propos du Japon, alors j'ai fait appel à un codirecteur de maîtrise de l'Université de Montréal, Bernard Bernier, un spécialiste reconnu de ce pays. Il a répondu à ma proposition et a gentiment corrigé certaines de mes idées et conclusions. C'est une chance pour moi d'avoir pu travailler en sa compagnie. Un immense merci également à la professeure Yuuko Hara qui a accepté d'encadrer cette recherche au Japon.

Je voudrais remercier les professeurs de japonais qui m'ont donné la passion de leur pays. Tout particulièrement Misa Hirai qui m'a offert un premier contact avec le Japon à l'Université du Québec à Montréal, a traduit mes questionnaires et m'a offert cette très belle préface. Je salue également Mathieu Trigatti, un ami de Kyoto, qui a gentiment accepté de jeter un coup d'œil sur mes traductions d'entrevue, et Hiroshi Goto, qui a fait les dernières

corrections japonaises des interviews. Je transmets aussi un merci spécial à Takaki Miyazaki, qui a tapé toutes les transcriptions en japonais pendant mon séjour là-bas. また私の日本滞在中に日本語での原稿作成に全面的に協力してくださった Takaki Miyazaki 様にも心よりお礼申し上げます。

C'est tout un honneur de trouver un éditeur intéressé à publier les résultats d'une maîtrise et je remercie l'équipe de Septentrion – Marie-Michèle, Éric, Sophie, Gilles, Pierre-Louis – d'avoir osé poursuivre cette aventure avec moi. Obtenir mon diplôme fut un accomplissement, mais vulgariser mes résultats et les rendre accessibles à tous en partageant la voix émouvante de ces femmes me semblait essentiel.

Finalement, je tiens à remercier ces dix-sept femmes qui ont accepté de me livrer leurs idées et leurs opinions sur un sujet délicat. Pouvoir rencontrer ces personnes m'a permis de rendre plus humain un sujet qui pouvait devenir très théorique et statistique. J'ai été touchée de leur confiance et de leur intérêt. Merci de votre gentillesse et de votre accueil. 最後に、デリケートなテーマであったにも関わらず、今回のインタヴューに参加してくださりそれぞれの考え、並びに意見を述べてくださった１７名の日本女性の皆様全員にも心よりお礼を申し上げます。彼女たちとのインタヴューを通じて、何かと理論的な論及、さらには統計データの分析結果に終止しがちなテーマに対して、同問題がもつより人間的な側面に焦点を当てることが可能となりました。

Bibliographie

ALLARD, Caroline, *Les chroniques d'une mère indigne*, Québec, Septentrion, 2007, 244 pages.

Banque mondiale, « Données par pays : Japon », [En ligne], consulté le 18 octobre 2010,
donnees.banquemondiale.org/pays/japon.

Banque mondiale, « Indice de fécondité, total (nombre de naissances par femme) », [En ligne], consulté le 18 octobre 2010, donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN.

BÉLANGER, Danièle, « Les mariages avec des étrangères en Asie de l'Est : trafic de femmes ou migration chinoise ? », dans *Population & Sociétés*, juillet-août 2010, n° 469, p. 1-4.

BÉLANGER, Danièle et Khuat Thi Hai OANH, « Second-trimester abortions and sex-selection of children in Hanoi, Vietnam », dans *Population Studies*, vol. 63, n° 2, 2009, p. 163-171.

BERNIER, Bernard, *Le Japon au travail*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2009, 251 pages.

BERNIER, Jean et Laurent ROY, *La politique familiale, les tendances sociales et la fécondité au Québec : une expérimentation du modèle nordique ?*, Québec, ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, 2006, 113 pages.

BODSON, Lucile, « De plus en plus de femmes sans enfant », dans *Les Cahiers du CEPS/INSTEAD, Population & Emploi*, vol. 5, 2010, p. 1-11.

BOSERUP, Esther, « Economic and Demographic Interrelationship in Sub-Saharan Africa », dans *Population and Development Review*, vol. 11, nº 3, 1985, p. 383-397.

BOURDIEU, Pierre, « Espace social et genèse des "classes" », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52, nº 53, 1984, p. 3-12.

BOURDIEU, Pierre, « Stratégie de reproduction et modes de domination », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, nº 105, 1994, p. 3-12.

BUMPASS, Larry L. et autres, « The institutional context of low fertility », dans *Asian Population Studies*, vol. 5, nº 3, 2009, p. 215-235.

CALDWELL, John C., « A Theory of Fertility : From High Plateau to Destabilization », dans *Population and Development Review*, vol. 4, nº 4, 1978, p. 553-577.

CALDWELL, John C., « Demographic Theory : A long View », dans *Population and Development Review*, vol. 30, nº 2, 2004, p. 297-316.

CALVES, Anne-Émanuelle, « Trop pauvre pour se marier ? Crise de l'emploi urbain et entrée en première union des hommes au Burkina Faso », dans *Population*, vol. 62, nº 2, 2007, p. 339-360.

CAUDILL, William et Helen WEINSTEIN, « Maternal Care and Infant Behavior in Japan and America », dans *Japanese Culture and Behavior : Selected Readings*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1986, p. 201-246.

Central Intelligence Agency, « The World Factbook : Sex ratio by country », [En ligne], consulté le 14 février 2011, https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2018.html?countryName=Japan&countryCode=ja&regionCode=eas&#ja.

CHESNAIS, Jean-Claude, « La baisse de natalité et ses conséquences pour la planification sectorielle dans les pays capitalistes développés », dans *Population*, vol. 37, nº 6, 1982, p. 1133-1158.

COHEN, Ira J., *Structuration Theory, Anthony Giddens and the Constitution of Social Life*, New York, St. Martin's Press, 1989, 307 pages.

Collectif, *The Changing Japanese Family*, eds. Marcus REBICK et Ayumi TAKENAKA, New York, Routledge, 2006, 217 pages.

Collectif, *Demographic Change and the Family in Japan's Aging Society*, eds. John W. TRAPHAGAN et John KNIGHT, New York, State University of New York Press, 2003, 248 pages.

Collectif, *Family and Social Policy in Japan*, ed. Roger GOODMAN, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 237 pages.

Collectif, *Saikinhan : Ikuji daihyakka*, Tokyo, Benesse Corporation, 2001, 218 pages.

Collectif, *Japanese Women : new feminist perspectives on the past, present and future*, ed. Kumiko FUJIMURA-FANSELOW et Atsuko KAMEDA, New York, The Feminist Press at the City University of New York, 1995, 422 pages.

Collectif, *Japanese Culture and Behavior : Selected Readings*, Takie Sugiyama Lebra et William P. Lebra (eds), Honolulu, University of Hawaii Press, 1986, 428 pages.

CORDERO FIEDLER, Deborah, « Knowledge and Birth Territories in Contemporary Japan », dans *Medical Anthropology Quarterly*, New Series, vol. 10, nº 2, 1996, p. 195-212.

COULOMBE, Nancy et Nadine DESCHENEAUX, *Le guide de survie des (Z)imparfaites : Mieux survivre avec ses enfants… et ceux des autres !*, Montréal, Les Intouchables, 2009, 176 pages.

CROMPTON, Susan et Leslie-Anne KEOWN, « Les prestations parentales influencent-elles les décisions en matière de fécondité ? », dans *Tendances sociales canadiennes,* Statistique Canada, hiver, nº 88, 2009, p. 49-57.

DAY, Lincoln H. et Alice TAYLOR DAY, « Family Size in Industrialized Countries : An Inquiry into the Social-Cultural Determinants of Levels of Childbearing », dans *Journal of Marriage and the Family*, vol. 31, nº 2, 1969, p. 242-251.

DE KONINCK, Maria, « Discours féministe et néomalthusianisme : les effets pervers d'une mésalliance », dans *Cahier québécois de démographie*, vol. 27, nº 2, 1998, p. 253-266.

DELAS, Jean-Pierre et Bruno MILLY, *Histoire des pensées sociologiques* (2e édition), Paris, Éditions Dalloz, 2005, 438 pages.

DE VOS, George, « The Relation of Guilt toward Parents to Achievement and Arranged Marriage among the Japanese », dans *Japanese Culture and Behavior : Selected Readings*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1986, p. 80-101.

DOI, Takeo L., « Amae : A Key Concept for Understanding Japanese Personality Structure », dans *Japanese Culture and Behavior : Selected Readings*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1986, p. 121-129.

DROUIN, Jean-Claude, *Les grandes notions de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, 122 pages.

DUNSON, David B. et autres, « Changes with age in the level and duration of fertility in the menstrual cycle », dans *Human Reproduction*, vol. 17, nº 5, 2002, p. 1399-1403.

EHRLICH, Paul R., *The Population Bomb*, New York, Ballantine Books, 1968, 201 pages.

ELA, Jean-Marc, « Face au défi du nombre, un nouveau fétiche », dans *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire*, Montréal, Harmattan, 1998, p. 325-354.

ESPING-ANDERSEN, Gøsta, *The Incomplete Revolution. Adapting to Women's New Roles*, Cambridge, Polity Press, 2009, 214 pages.

FERRAO, Vincent, *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe. Travail rémunéré*. Statistique Canada, 2010, 32 pages.

FORTIN, Véronique, *Journal irrévérencieux d'une mère normale*, Montréal, Éditions La Bagnole, 2010, 178 pages.

FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, 318 pages.

FOUCAULT, Michel, *Histoire de la sexualité, T.I, La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, 248 pages.

GAMMELTOFT, Tine, *Women's bodies, women's worries : Health and Family Planning in a Vietnamese rural Community*, Londres, Routledge, 1999, 277 pages.

GIDDENS, Anthony, « Social science as a double hermeneutic », Bristol, Policy Press, 1984, p. 281-286.

GIDDENS, Anthony, *La constitution de la société : Éléments de la théorie de la structuration*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987, 474 pages.

GIDDENS, Anthony et Christopher PIERSON, *Conversations with Anthony Giddens : Making Sense of Modernity*, Stanford, Stanford University Press, 1998, 233 pages.

GREENHALGH, Susan, « The Social Construction of Population Science : An Intellectual, Institutional, and Political History of Twentieth-Century Demography », dans *Comparative Studies of Society and History*, vol. 38, nº 1, 1996, p. 26-66.

GREGORY, Joel W. et Victor PICHÉ, « Mode de production et régime démographique », dans *Revue canadienne des études africaines*, vol. 19, nº 1, 1985, p. 73-79.

GUILMOTO, Christophe Z., « Sex-ratio imbalance in Asia : Trends, consequences and policy responses », dans *4th Asia Pacific Conference on Sexual and Reproductive Health*, 2007, p. 1-12.

HALL, Edward Twitchell et Mildred Reed HALL, *Comprendre les Japonais*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, 217 pages.

HARA, Kimi, « Challenges to Education for Girls and Women in Modern Japan : Past and Present », dans *Japanese Women : new feminist perspectives on the past, present and future*, New York, The Feminist Press at the City University of New York, 1995, p. 93-106.

HARVEY, Valérie, *Passion Japon*, Québec, Septentrion, 2010, 181 pages.

HIRAYAMA, Yosuke et Misa IZUHARA, « Women and Housing Assets in the Context of Japan's Home-owning Democracy », dans *Journal of Social Politics*, vol. 37, nº 4, 2008, p. 641-660.

HIROMATSU, Takeshi, *Le développement économique du Japon*, International Society for Educational Information, 1988, 38 pages.

HOLLOWAY, Susan D., *Women and Family in Contemporary Japan*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 243 pages.

IMAMURA, Anne E., *The Japanese Family*, *Asia Society*, 1990, p. 7-17.

Institut de la statistique du Québec (2012a), « Indice de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, Québec, 1951-2009 », [En ligne], consulté le 27 janvier 2012, www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/naisn_deces/naissance/402.htm.

Institut de la statistique du Québec (2012b), « Naissances selon l'état matrimonial des parents, Québec, 1951-2010 », [En ligne], consulté le 15 février 2012, www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/naisn_deces/naissance/410.htm.

Institut de la statistique du Québec (2011), « Revenu moyen des hommes et des femmes bénéficiaires d'un revenu,

selon le type de revenu, Québec, 1996 à 2008 », [En ligne], consulté le 15 février 2012, www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/famls_mengs_niv_vie/revenus_depense/revenus/revpart.htm.

Institut de la statistique du Québec, *Données sociodémographiques en bref*, vol. 12, nº 2, 2008, p. 8.

ISHIZAKA, Kazuo, *L'éducation scolaire au Japon*, Tokyo, International Society for Education Information, 1988, 55 pages.

JOLIVET, Muriel, *Un pays en mal d'enfants, crise de la maternité au Japon*, Paris, La Découverte, 1993, 269 pages.

KAMEDA, Atsuko, « Sexism and Gender Stereotyping in Schools », dans *Japanese Women : new feminist perspectives on the past, present and future*, New York, The Feminist Press at the City University of New York, 1995, p. 107-124.

KAUFMANN, Jean-Claude, *L'étrange histoire de l'amour heureux*, Paris, Armand Colin, 2009, 227 pages.

KAWAI, Hayao, « Violence in the Home : Conflict between Two Principles - Maternal and Paternal », dans *Japanese Culture and Behavior : Selected Readings*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1986, p. 297-306.

KEIZAI KOHO CENTER, *Japan, An International Comparison*, Tokyo, Japan Institute for Social and Economic Affairs, 2010, 48 pages.

KELSKY, Karen, *Women on the Verge : Japanese Women, Western Dreams*, Durham and London, Duke University Press, 2001, 294 pages.

KOJIMA, Hideo, « The History of Children and Youth in Japan », dans *Beyond the Century of the Child*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2003, p. 112-135.

KUMAGAI, Fumie, *Unmasking Japan Today*, Santa Barbara, Praeger, 1996, 208 pages.

LANGLOIS, Simon, « L'égalité entre les sexes : acquis et paradoxes », *Les blogues de Contact*, publié le 11 janvier

2012, [En ligne], www.blogues.ulaval.ca/simon-langlois/legalite-entre-les-sexes-acquis-et-paradoxes.

LAPIERRE-ADAMCYK, Évelyne et Céline LE BOURDAIS, « Couples et familles : une réalité sociologique et démographique en constante évolution », dans *Actes de la XVIe conférence des juristes de l'État*, 2007, p. 61-86.

LEBRA, William P. et Takie SUGIYAMA LEBRA, « Introduction », dans *Japanese Culture and Behavior : Selected Readings*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1986, p. XI-XIX.

LEE, James Z. et Wang FENG, *La population chinoise : mythes et réalités*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2006, 288 pages.

LEE, Sang-Hyop et autres, « Is Childcare Leave Effective in Raising Fertility in Japan ? », dans *Asian Population Studies*, vol. 5, n° 3, 2009, p. 349-369.

LEGRAND, Tom, « Croissance de la population mondiale et environnement : les enjeux », dans *Cahier québécois de démographie*, vol. 27, n° 2, 1998, p. 221-252.

LESTHAEGHE, Ron et Guy MOORS, « Expliquer la diversité des formes familiales et domestiques : théories économiques ou dimensions culturelles », dans *Population*, vol. 49, n° 6, 1994, p. 503-525.

LEYDESDORFF, Loet, *Giddens' Structuration Theory*, Universal Publishers/uPublish.com, 2001, 351 pages.

LOCK, Margaret, *Encounters with Aging : Mythologies of Menopause in Japan and North America*, Berkeley, University of California Press, 1994, 439 pages.

LUX, André, « Les lignes néo-malthusiennes françaises de 1896-1940 : idéologie de droite sous un manteau ouvriériste », dans *Cahier québécois de démographie*, vol. 27, n° 2, 1998, p. 199-220.

MALTHUS, Thomas Robert, *Essai sur le principe de population*, Paris, INED/PUF, 1980, 166 pages.

Maman pour la vie, « Hausse du nombre de jeunes enfants en garderie » [En ligne], consulté le 9 août 2011, www.mamanpourlavie.com/service-de-garde/actualites/279-hausse-du-nombre-de-jeunes-enfants-en-garderie.thtml.

MATSUKURA, Rikiya et autres, « Analysis of Employment Patterns and the Changing Demographic Structure of Japan », dans *The Japanese Economy*, vol. 34, nº 1, 2007, p. 82-153.

MCQUILLAN, Kevin, « Modes of Production and Demographic Patterns in Nineteenth-Century France », dans *American Journal of Sociology*, vol. 89, nº 6, 1984, p. 1324-1346.

MELS (Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport), « Indicateurs 2010 », [En ligne], consulté le 14 octobre 2011, www.mels.gouv.qc.ca/sections/indicateurs.

Ministry of Health, Labour and Welfare of Japan, « Introduction to the revised Child Care and Family Care Leave Law », [En ligne], consulté le 2 mai 2010, www.mhlw.go.jp/english/policy/affairs/dl/05.pdf.

Ministry of Internal Affairs and Communications of Japan, « Result of the Population Estimates », [En ligne], consulté le 12 juillet 2010, www.e-stat.go.jp/SG1/estat/OtherListE.do?bid=000001007603&cycode=1.

MIRZA, Vincent, « Crise, travail et mariage chez les jeunes femmes à Tokyo : morale, liberté et flexibilisation de la main d'œuvre », dans *Anthropologie et Sociétés*, vol. 34, nº 2, 2010, p. 65-81.

MONGEAU, Jaël et autres, « Effets de la précarité économique sur la formation d'une première union au Canada », dans *Cahier québécois de démographie*, vol. 30, nº 1, 2001, p. 3-28.

MOSK, Carl, « Demographic Transition in Japan », dans *The Journal of Economic History*, vol. 37, nº 3, 1977, p. 655-674.

NAGASE, Nobuko, « Japanese youth's attitudes towards marriage and child rearing », dans *The Changing Japanese Family*, New York, Routledge, 2006, p. 39-53.

NAKANE, Chie, « Criteria of Group Formation », dans *Japanese Culture and Behavior : Selected Readings*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1986, p. 171-187.

NAKATANI, Ayami, « The emergence of 'nurturing fathers' : Discourses and practices of fatherhood in contemporary Japan », dans *The Changing Japanese Family*, New York, Routledge, 2006, p. 94-108.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), *Bébés et employeurs : comment réconcilier travail et vie de famille. Synthèse des résultats dans les pays de l'OCDE*, Paris, OCDE, 2007, 256 pages.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), *Bébés et employeurs : comment réconcilier travail et vie de famille, Volume 2 : Autriche, Irlande et Japon*, Paris, OCDE, 2003, 268 pages.

OGAWA, Naohiro et autres, « Declining Fertility and the Rising Cost of Children », dans *Asian Population Studies*, vol. 5, nº 3, 2009, p. 289-307.

OGAWA, Naohiro et autres, « Demographics of the Japanese family », dans *The Changing Japanese Family*, New York, Routledge, 2006, p. 19-38.

OGAWA, Naohiro et autres, « Japan's Transition from the Demographic Bonus to the Demographic Onus », dans *Asian Population Studies*, vol. 1, nº 2, 2005, p. 207-226.

OHINATA, Masami, « The Mystique of Motherhood : A Key to Understanding Social Change and Family Problems in Japan », dans *Japanese Women : new feminist perspectives on the past, present and future*, New York, The Feminist Press at the City University of New York, 1995, p. 199-211.

ONO, Hiromi, « The Socioeconomic Status of Women and Children in Japan : Comparisons with the USA », dans *International Journal of Law, Policy and the Family*, vol. 24, nº 2, 2010, p. 151-176.

OSHIO, Takashi, « The Declining Birthrate in Japan », dans *Japan Economic Currents*, vol. 69, 2008, p. 1-10.

PICHÉ, Victor, « Mode de production et régime démographique : qu'en est-il aujourd'hui ? », dans *Population, reproduction et sociétés. Perspectives et enjeux de démographie sociale*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1993, p. 13-18.

PICHÉ, Victor et Jean POIRIER, « Les approches institutionnelles de la fécondité », dans *La sociologie des populations*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal et AUPELF/UREF, 1995, p. 117-137.

Population Reference Bureau, *Family Planning Worldwide, 2008 Datasheet*, Washington, 2008, 16 pages.

QUÉNIART, Anne, « La paternité sous observation : des changements, des résistances, mais aussi des incertitudes », dans *Espaces et temps de la maternité*, Montréal, Les éditions du Remue-ménage, 2002, p. 501-522.

REBICK, Marcus et Ayumi TAKENAKA, « The changing Japanese family », dans *The Changing Japanese Family*, New York, Routledge, 2006, p. 3-16.

REBICK, Marcus, « Changes in the workplace and their impact on the family », dans *The Changing Japanese Family*, New York, Routledge, 2006, p. 75-93.

RETHERFORD, Robert D. et Naohiro OGAWA, « Japan's Baby Bust : Causes, Implications, and Policy Responses », dans *The Baby Bust : Who Will Do the Work ? Who Will Pay the Taxes ?*, Boulder (Colorado), Rowman and Littlefield, 2005, p. 5-47.

RETHERFORD, Robert D. et autres, « Late Marriage and Less Marriage in Japan », dans *Population and Development Review*, vol. 27, nº 1, 2001, p. 65-102.

ROBERTS, Glenda S., *Staying on the Line*, Honolulu, University Of Hawaii, 1994, 212 pages.

SAKAI, Junko, *Shoushi* (Dénatalité), Tokyo, Kodansha, 2003, 248 pages.

SALAMON, Sonya, « « Male Chauvinism » as a Manifestation of Love in Marriage », dans *Japanese Culture and Behavior : Selected Readings*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1986, p. 130-141.

SALERNO, Roger A., « Anthony Giddens : Structuration Theory », dans *Beyond the Enlightenment, Lives and Thoughts of Social Theorists*, London, Praeger, 2004, p. 223-228.

SASAGAWA, Ayumi, « Mother-rearing : The social world of mothers in a Japanese suburb », dans *The Changing Japanese Family*, New York, Routledge, 2006, p. 129-146.

SCORNET, Catherine, « Un exemple de réduction de la fécondité sous contraintes : la région du delta du fleuve Rouge au Viêt Nam », dans *Population*, vol. 55, nº 2, 2000, p. 265-299.

SEN, Amartya, « Menace démographique et misère économique. Il n'y a pas de bombe démographique », dans *Esprit*, nº 216, 1995, p. 118-147.

SIGLE-RUSHTON, Wendy et Sara MCLANAHAN, « Pour le meilleur et pour le pire ? Le mariage comme moyen d'échapper à la pauvreté aux États-Unis », dans *Population*, vol. 57, nº 3, 2002, p. 519-538.

SODEI, Takako, « Care of the Elderly : A Women's Issue », dans *Japanese Women : new feminist perspectives on the past, present and future*, New York, The Feminist Press at the City University of New York, 1995, p. 213-228.

ST-DENIS, Josée et Nérée ST-AMAND, « Les pères dans l'histoire : un rôle en évolution », dans *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire*, vol. 16, nº 1, 2010, p. 32-61.

STROM, Robert D. et Paris S. STROM, « Decision Making about Becoming a Parent », Benesse Corporation, [En ligne], consulté le 10 août 2010, www.childresearch.net/RESOURCE/RESEARCH/2009/STROM.HTM.

SUZUKI, Hikaru, « Review Section », dans *Journal of Japanese Studies*, vol. 30, nº 1, 2004, p. 261-266.

TALNAN, Édouard et autres, « Pauvreté et fécondité en Côte-d'Ivoire. Pourquoi le malthusianisme de la pauvreté ne se vérifie-t-il pas ? », dans *Cahier québécois de démographie*, vol. 37, nº 2, 2008, p. 292-322.

TRAPHAGAN, John W. et John KNIGHT, « The study of the Family in Japan : Integrating Anthropological and Demographic Approches », dans *Demographic Change and the Family in Japan's Aging Society*, New York, State University of New York Press, 2003, p. 3-23.

The Asahi Shimbun, 増え続ける正社員の負担、耐えられますか。*(La pression qui pèse sur les travailleurs à temps plein se poursuit-elle ?)*, dans *The Asahi Shimbun*, 1er octobre 2010, page 35.

UNAIDS, *Report on the global AIDS epidemic 2010*, Genève, Joint United Nations Program on HIV/AIDS, 2010, 384 pages.

UNFPA, *Sex ratio at birth, Imbalances in Viet Nam : Evidence from the 2009 Census*, Hanoi, UNFPA, 2010, 35 pages.

UNFPA, *Recent Change in the Sex Ratio at Birth in Viet Nam*, Hanoi, UNFPA, 2009, 54 pages.

United Nations, *World Population Prospects : The 2006 Revision, Highlights*, New York, United Nations, 2007, 96 pages.

VILQUIN, Éric, « Les valeurs morales de Malthus », dans *Cahier québécois de démographie*, vol. 27, nº 2, 1998, p. 181-198.

WATANABE, Akio, *Gouvernement et politique dans le Japon moderne*, Tokyo, International Society for Educational Information, 1988, 20 pages.

WHITE, Merry Isaacs, « The Changing Japanese Family (review) », dans *Journal of Japanese Studies*, vol. 33, nº 2, 2007, p. 435-438.

WHITE, Merry Isaacs, *Perfectly Japanese : Making Families in an Era of Upheaval*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 2002, 255 pages.

YODA, Tomiko, « The Rise and Fall of Maternal Society : Gender, Labor and Capital in Contemporary Japan », dans *South Atlantic Quarterly*, vol. 99, nº 4, 2000, p. 865-902.

YONEYAMA, Shoko et Asao NAITO, « Problems with the Paradigm : The school as a factor in understanding bullying (with special reference to Japan) », dans *British Journal of Sociology of Education*, vol. 24, nº 3, 2003, p. 315-330.

YONEYAMA, Toshinao, *Basic notions in Japanese social relations,* Richmond (Indiana), Institute for Education on Japan, vol. 1, nº. 3, 1989, 18 pages.

YU, Wei-Hsin, « Changes in Women's Postmarital Employment in Japan and Taiwan », dans *Demography*, vol. 42, nº 4, 2005, p. 693-717.

Résumés

Japan's declining birth rate reached a record low in 2005 with a fertility rate of 1.26 births. As the first country to be affected by an aging population, Japan attempted to implement pro-natalist measures designed to curb its decreasing fertility rate. This research explores the principal factors behind Japanese women's waning desire to have children : the obligation of marriage ; the impact of higher education for women ; a grueling job market making conciliation of career and family extremely difficult. Based on interviews of Japanese women (with and without children), we verified the influence of marriage, education and job market on their fertility. Results indicate that the desire to have children does not seem to be an underlying factor in the birth rate. Many women felt that giving up on motherhood was not a choice but rather an inevitable outcome due to the reality of life in Japan.

日本では２００５年に女性一人当たりの出生率が１．２６人と過去最低の数字を示した。同国は国民の高

齢化が世界で最も進んでおり、政府は１９９１年以降同現象を食い止めるために出生奨励政策を講じてきた。本論文では日本の女性が子供を望まなくなる主要な原因、つまり出産に強く結びついている結婚の必要性、女性の高学歴化がもたらす影響、仕事と家庭を両立することを困難にしている労働市場等について分析を行った。子供を持つ女性、並びに子供を持たない女性たちを対象にして行ったインタビューの分析を行った結果、結婚、教育、労働市場が彼女たちの子供を持つことに対する考え方に大きな影響を及ぼしていることが判明した。また出生率と子供を望む気持ちとの間になんらかの因果関係が存在するとは思われないことが判明した。さらには自らの意思というよりも周囲の状況から子供を持つことをあきらめざるを得なかったと感じている女性たちが存在していることが判明した。

Table des matières

PRÉFACE
Quelques Japonaises nous ont dit… 9

Introduction 15
Ma recherche 19
De la méthode 21
Le retour au Japon 24
Autocritique 25

CHAPITRE 1
Bébé zen en Asie 29
Un bébé unique 29
Un bébé Confucius 35
Un bébé-fusion 41
Un bébé en disparition 44
Un bébé politique 50
Un bébé à la maison 54

CHAPITRE 2
Quand on veut, on ne peut pas 61

CHAPITRE 3
Oui, je le veux 72
Robe blanche et bedon rond 76
Petites annonces 84
Mariage romantique 85

Mariage arrangé 86
Empêcher la famille 89
Grand-maman déménage 92
Je ne t'aime plus 97

CHAPITRE 4
Oui, il pourra y étudier 102
Bébé sera docteur 106
Bébé de prix 107
Éducation pastel 109
Femme d'affaires solitaire 113

CHAPITRE 5
Oui, Chef ! 117
Vaillants Japonais 118
Les fleurs du bureau 124
Le père absent 131

Conclusion 141

ANNEXE 1
La base théorique de l'étude 157
La théorie de Caldwell 158
Cadre théorique de cette recherche 160
Remontée théorique 162

ANNEXE 2
L'entrevue 167

Remerciements 177

Bibliographie 181

Résumés 195

cet ouvrage est composé en dante corps 12,5
selon une maquette réalisée par pierre-louis cauchon
et achevé d'imprimer en août 2012
sur les presses de l'imprimerie marquis
à cap-saint-ignace
pour le compte de gilles herman
éditeur à l'enseigne du septentrion

Loin d'être la société isolée que l'on imagine, le Japon partage avec le Québec un piètre taux de natalité et un vieillissement de sa population. Pourtant, le désir de fonder une famille n'est pas absent chez les Japonaises. Quels sont les obstacles qui les empêchent de le réaliser ?

À travers des témoignages de femmes âgées de 30 à 45 ans, Valérie Harvey explore les conditions extérieures et les barrières sociales qui font hésiter les Japonaises à s'engager sur la voie familiale. Le mariage, l'éducation et le marché du travail sont au centre d'une enquête dressant le portrait d'une société industrielle moderne encore fortement influencée par ses traditions.

Jusqu'où *Le Pari impossible des Japonaises* rejoint-il la réalité des Québécoises ?

© Martine Doyon

Valérie Harvey est à la fois écrivaine, sociologue et blogueuse globe-trotter. Son regard se pose avec autant de curiosité sur son Charlevoix natal que sur la planète qu'elle souhaite explorer afin de mieux la comprendre. Son séjour au Japon, où elle a vécu un an, l'a menée à la publication du carnet Passion Japon *(hamac-carnet).* Le Pari impossible des Japonaises *présente le résultat de sa maîtrise en sociologie de l'Université Laval.*

22,95 $
ISBN : 978-2-89448-704-4

9 782894 487044

Septentrion.qc.ca